



GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES
N O T R E E U R O P E

Président : Jacques Delors

L'ATTITUDE DES ETATS-UNIS ENVERS L'EUROPE :

Un changement de paradigme ?

Timo BEHR

Etudes et Recherches N°29
Novembre 2003

ETUDE DISPONIBLE EN FRANÇAIS ET ANGLAIS

<http://www.notre-europe.asso.fr/fichiers/Etud29-en.pdf>

© *Notre Europe*, novembre 2003

Cette publication a bénéficié d'un soutien financier de la Commission européenne. Cependant, elle n'engage par son contenu que son auteur. La Commission européenne et *Notre Europe* ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte.

La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Timo BEHR

Titulaire d'un BA en science politique de l'Université de Londres et d'un MA en relations internationales et économie internationale du *Paul H. Nitze Schools of Advanced International Studies of the Johns Hopkins University* de Washington. Il a déjà travaillé comme assistant de recherche pour les questions européennes à l'Université de Johns Hopkins et comme assistant auprès du Conseiller aux affaires économiques et commerciales de l'Ambassade d'Allemagne à Ankara.

Notre Europe

Notre Europe est un groupement indépendant d'études et de recherches sur l'Europe, son passé, ses civilisations, sa marche vers l'unité et ses perspectives d'avenir. L'association a été créée par Jacques Delors à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de chercheurs originaires de divers pays.

Notre Europe participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs et des intellectuels extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un nombre limité de décideurs, politiques, socio-professionnels, académiques et diplomates dans les différents pays de l'Union européenne, mais sont systématiquement mis en ligne sur le site internet.

L'association organise également des rencontres et des séminaires en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse. Conformément aux statuts de l'association, le "Comité Européen d'Orientation" se réunit également au moins une fois par an ; il est composé de personnalités issues des différents pays européens et de diverses origines politiques et professionnelles.

AVANT PROPOS

De tout temps, le partenariat avec les Etats-Unis a constitué un élément central de la construction européenne. Cela ne signifie pas que la relation transatlantique ait toujours été au beau fixe : les divergences de sensibilité ont été monnaie courante et les conflits d'intérêts n'en ont pas été absents. Depuis quelques années, toutefois, on a souvent l'impression qu'un fossé se creuse en matière de politique internationale. Qu'il s'agisse de la protection internationale de l'environnement, du rôle des Nations-Unies, de l'usage de la force, ou plus généralement du poids des règles de droit dans les relations internationales, le contraste s'accuse entre les vues américaines et, au delà des divergences qu'ils manifestent, une "sensibilité commune" souterraine des européens.

Certains s'en réjouissent, car ils y trouvent de quoi alimenter un anti-américanisme qui couvait sous la cendre. D'autres répugnent à l'admettre, car ils rejettent par principe tout ce qui peut séparer l'Europe de Washington. Au-delà des partis-pris, pourtant, nous devons tous nous interroger sur les causes profondes de ce changement, que la crise irakienne a manifesté de façon éclatante.

L'étude minutieuse que Timo Behr a consacrée à l'évolution de la politique étrangère américaine vient donc à son heure. Elle a le grand mérite de s'attaquer à un certain nombre d'idées reçues en la matière. Alors que beaucoup d'analystes attribuent un rôle décisif à l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush, elle rappelle opportunément que le penchant à l'unilatéralisme a des racines anciennes et profondes dans l'histoire des Etats-Unis et que l'impact traumatique du 11 septembre s'est également fait sentir dans les rangs du parti démocrate. A l'inverse, l'auteur souligne opportunément que les conflits de valeur entre l'Europe et les Etats-Unis sont beaucoup plus nets au niveau des responsables politiques que des opinions publiques. Difficile dans ces conditions de déterminer si les tendances actuelles sont appelées à durer. En termes plus concrets : une autre administration se comporterait-elle de façon substantiellement différente ?

Voilà bien une question sur laquelle les Européens ont besoin d'idées claires, étant donné le poids des Etats-Unis sur la scène internationale. Tout comme ils devraient s'interroger sur la meilleure façon de promouvoir les valeurs qui leur sont communes vis à vis de ce partenaire incontournable. De façon plus générale, alors qu'est mise en perspective la création d'un Ministère des affaires étrangères au niveau européen, il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'une politique étrangère digne de ce nom suppose avant tout une mise en commun de l'analyse que font les Etats membres de la situation internationale, préalable obligé au patient travail de rapprochement des différentes positions nationales. Si l'Europe entend exister un jour en tant que telle sur la scène politique internationale, elle devra nécessairement trouver ses réponses aux thèmes abordés par cette étude.

Notre Europe

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I – LA CONFUSION DE L’APRES -GUERRE FROIDE	4
L’alliance de la guerre froide et la communauté de valeurs	4
La politique postérieure à la guerre froide : continuité et changement	6
L’administration Bush et le 11 septembre	9
II – LES PARTIS POLITIQUES : VERS UN CONSENSUS ?	14
Les nouveaux démocrates	14
L’ascension des républicains	21
Vers un consensus inter-partis ?	29
III – L’OPINION PUBLIQUE ET L’IDENTITE NATIONALE AMERICAINE	31
L’exception américaine et son identité nationale	31
L’identité nationale américaine après la guerre froide	36
Preuve empirique	39
IV – DES VISIONS DU MONDE OPPOSEES	47
Comment rapprocher l’opinion publique et l’élite	47
Des visions divergentes du monde	50
Domaines possibles de confrontation ou de coopération	53
V – CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	57
BIBLIOGRAPHIE	62

INTRODUCTION

Il a souvent été dit que la fin de la Guerre Froide avait marqué le début d'une ère de changement pour la politique étrangère américaine. Compte tenu du sentiment répandu de réussite qui a dominé cette politique au début des années 1990, l'Europe orientale ayant vécu des révolutions pacifiques et l'Union Soviétique s'étant effondrée, cela peut sembler très surprenant. Les Etats-Unis venaient en effet de remporter une victoire décisive et les responsables politiques envisageaient un avenir radieux pour les valeurs et les idées américaines en dessinant les contours du nouvel ordre mondial émergent. Néanmoins, une fois que la situation s'est apaisée au cœur de ce nouvel ordre mondial, l'Amérique a pris conscience que le monde avait changé et, bien souvent, elle s'est trouvée incapable de définir ses propres objectifs et orientations. De nouvelles théories brillantes sur ce que réservait l'avenir proliféraient très rapidement. Ainsi, Francis Fukuyama a exposé le triomphe final du capitalisme libéral et déclaré la « Fin de l'Histoire », tandis que Samuel Huntington a lancé des mises en garde contre un « Choc des civilisations » à venir. Simultanément, Edward Luttwak a présenté la géoéconomie comme détenant le rôle prépondérant dans la nouvelle ère des relations internationales, tandis que Henry Kissinger a prédit la primauté durable de la géopolitique dans les relations internationales et la validité permanente de l'équilibre des pouvoirs. Enfin, un autre groupe d'intellectuels spécialistes de politique étrangère, notamment Robert D. Kaplan et Paul Kennedy, a averti l'opinion que l'avenir serait riche de nouveaux dangers et défis, en particulier les explosions démographiques, les conflits ethniques, les désastres environnementaux et la prolifération des armes de destruction massive. Toutes ces théories paraissaient valides dans une certaine mesure et semblaient adresser des recommandations judicieuses concernant la conduite future de la politique étrangère américaine.

Bien entendu, les désaccords au sujet de l'avenir ont donné lieu à une série de recommandations en matière de politique étrangère. Les réalistes purs et durs ont prôné un engagement permanent des Etats-Unis dans le monde, dicté par leurs intérêts géostratégiques. Les internationalistes libéraux ont paru recommander que les Etats-Unis ne déploient leur puissance militaire qu'au service de principes supérieurs et uniquement avec le soutien de la communauté internationale en général et de leurs alliés européens en particulier. D'autres encore ont exprimé leur désaccord, affirmant que les Etats-Unis devaient profiter de ce « moment unipolaire » unique pour répandre de manière radicale l'influence et les valeurs américaines dans le monde entier et établir la primauté du pays. Enfin, les néo-isolationnistes préconisaient le retrait des Etats-Unis de la scène internationale afin de réformer la société américaine et de repousser les influences corruptrices qu'aurait eu un empire américain. Compte tenu de ces opinions contradictoires, il a été avancé que la politique américaine manquait d'orientations claires. En outre, ayant posé que l'essence de cette politique résidait dans l'opposition à des périls extérieurs analysés différemment, la signification de l'identité américaine semblait en cause, certains observateurs commençant à remettre ouvertement en question la validité même de cette notion.

Devant une telle confusion à propos de l'avenir du monde, de sa propre identité et de son rôle futur, le consensus autour d'une nouvelle politique étrangère américaine n'a pas été immédiat puisqu'il n'a été trouvé qu'après les attentats du 11 septembre. Subitement, l'existence d'un ennemi clairement identifié dévoilait de nouveaux objectifs et orientations et imposait que l'Amérique fût de nouveau unie afin, une fois encore, de se défendre et de

protéger la communauté internationale contre ce nouveau danger. Toutefois, en s'adaptant aux nouveaux défis imposés par cet ennemi, la politique étrangère américaine faisait d'emblée deux impasses : l'engagement de l'Amérique à l'égard d'un monde multipolaire et son soutien sans faille en faveur d'une Europe unie. Si ces changements sont plutôt passés inaperçus au cours de la période de solidarité et de coopération qui a suivi les attentats sur le World Trade Center, ils sont devenus flagrants au cours de la guerre en Irak. Bien plus, ils ont paru accroître le risque d'éclatement de nouveaux désaccords entre les pays européens, avec des implications désastreuses pour la perspective d'élaboration d'une politique étrangère et de sécurité européenne commune. Il faut dire cependant que les discussions vont toujours bon train pour déterminer si ces changements indiquent réellement une mutation à long terme de la politique étrangère américaine et, dans ce cas, quelles leçons les Etats-Unis devraient en tirer. En s'efforçant d'examiner certains des changements qui sont intervenus à l'intérieur des Etats-Unis depuis la fin de la Guerre Froide, cette étude se veut une tentative pour trouver une première réponse à ces questions.

En étudiant l'opinion des élites et de la population américaines, nous affirmons qu'il serait erroné de considérer l'actuelle politique étrangère américaine comme le simple résultat d'une diplomatie défectueuse ou d'un réflexe de défense après les attentats du 11 septembre. En revanche, l'actuelle politique étrangère américaine semble refléter certaines tendances qui sont ancrées depuis longtemps dans la perception qu'a l'Amérique du monde et de son rôle à l'intérieur de celui-ci, et qui ont été accentuées par les changements structurels du système international depuis la fin de la Guerre Froide. De fait, les attentats perpétrés aux Etats-Unis doivent plutôt être vus comme un moment de clarification pour la politique étrangère américaine, qui pourrait favoriser un nouveau consensus reposant sur les stratégies d'anticipation et d'élargissement démocratique déjà soutenues par une majorité de l'élite politique américaine. Parallèlement, ce consensus naissant autour de la politique étrangère américaine a des implications majeures pour l'Union Européenne, puisqu'il laisse présager l'apparition de nouveaux domaines de conflit ou de coopération à l'avenir. En outre, la forme probable de ce nouveau consensus autour de la politique étrangère américaine promet d'accroître le nombre de différends entre les pays européens si l'UE ne fait pas l'effort de réformer ses méthodes et mécanismes de politique étrangère.

Afin d'étudier le comportement de l'Amérique envers l'Europe, la *1^{ère} partie* fournit une brève présentation historique du fondement des relations entre les Etats-Unis et l'Europe pendant la Guerre Froide puis examine les différentes stratégies adoptées par les administrations américaines successives à l'issue de la Guerre Froide, en insistant sur la manière dont l'administration Bush a révolutionné la politique étrangère. La *2^{ème} partie* est consacrée à un tour d'horizon de la conception de la politique étrangère qu'a l'élite politique américaine, à partir des débats internes du parti démocrate et du parti républicain. A partir de la conception de la politique étrangère qu'ont les diverses factions des deux partis, les points de vue dominants sont ensuite comparés dans la perspective d'un nouveau consensus inter-partis sur les affaires étrangères. Pour compléter cette analyse de l'opinion des élites à l'aide d'une étude comparable de l'opinion publique, la *3^{ème} partie* évalue la manière dont l'identité nationale américaine s'est forgée dans une perspective historique, avant de préciser en quoi la fin de la Guerre Froide a changé le nationalisme américain. Cette analyse est ensuite complétée par une étude empirique de l'opinion publique américaine réalisée à partir de récents sondages d'opinion sur l'attitude des Etats-Unis en matière de politique étrangère. Après avoir tenté d'analyser l'évolution de l'opinion des élites et de la population sur une longue période, la *4^{ème} partie* vise à rapprocher les deux afin d'expliquer le comportement adopté dernièrement. En comparant les résultats globaux à l'opinion de l'Europe sur les

questions internationales, cette section cherche ensuite à répondre à deux questions : le comportement des États-Unis et celui de l'UE font-ils apparaître des divergences à long terme ? Quels pourraient être les futurs domaines de conflit ou de coopération ? La dernière partie résume les principales conclusions de cette étude et propose des recommandations pour la politique de l'Union Européenne.

I. LA CONFUSION DE L'APRES-GUERRE FROIDE

L'alliance de la Guerre Froide et la communauté de valeurs

Bien qu'il soit devenu un lieu commun de présenter l'alliance entre l'Europe et les Etats-Unis pendant la Guerre Froide non comme un simple accord : mais plutôt comme une communauté de valeurs reposant sur des convictions partagées au sujet de l'homme et de la société¹, cette affirmation risque d'exagérer l'engagement historique affiché par les Etats-Unis vis-à-vis de l'intégration européenne. Ainsi, dans son étude consacrée aux dirigeants américains éminents d'après la Seconde Guerre Mondiale², John Lee Harper révèle l'ampleur souvent négligée de l'ambivalence dont les Etats-Unis avaient coutume de faire preuve à l'égard des futurs contours du continent européen. Faisant habilement tomber le mythe d'une alliance de valeurs consécutive à la guerre, J. L. Harper souligne les divisions profondes qui ont ébranlé l'élite politique américaine de l'époque, Franklin D. Roosevelt soutenant l'endiguement de l'Allemagne avec l'aide de la Russie et George F. Kennan prônant l'endiguement de la Russie avec le soutien de l'Allemagne. Au final, un compromis a été trouvé, dont la paternité revient au Secrétaire d'Etat Dean Acheson, qui a façonné les relations entre les Etats-Unis et l'Europe pendant toute la période de la Guerre Froide sur la base d'« un savant mélange de reconstruction et de contrôle de l'Europe »³. Ce compromis impliquait que, tout en encourageant activement la restauration de l'Europe, les Etats-Unis continuaient à se montrer hésitants sur la question de sa finalité. Cette ambivalence profonde est pratiquement perceptible à chaque tournant des relations entre les Etats-Unis et l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, depuis l'« Année de l'Europe » décidée par Nixon jusqu'à la nouvelle « Déclaration Transatlantique » en passant par les très longs débats sur le « partage du fardeau ».

Plus que le simple successeur de l'endiguement, l'intégration européenne a été décrite comme la solution durable à un problème fondamental de la politique américaine, à savoir le danger de voir une seule puissance européenne dominer l'ensemble du continent eurasiatique et remettre en question la sécurité des Etats-Unis. Le double endiguement de l'intégration européenne et la naissance d'un partenariat transatlantique étroit sous les traits de l'OTAN ont mis un terme irrévocable à ce problème ancien de la politique étrangère américaine. En outre, les avantages pour les Etats-Unis de l'intégration européenne étaient plus nombreux que ceux de l'endiguement. L'édification d'un vaste marché unifié servant de débouché pour les exportations américaines, la satisfaction du désir ardent des Etats-Unis d'exporter leur modèle national, la diminution de l'engagement des Etats-Unis à l'étranger et la création d'une Europe plus rationnelle et plus efficace sont autant d'éléments qui ont contribué à l'engagement durable de l'Amérique en faveur d'une plus grande intégration européenne⁴.

*Je remercie vivement Bertrand de Largentaye, Jean Nestor, Renaud Dehousse et Burkard Schmitt pour leurs remarques pertinentes sur cette étude.

¹ Pour un exemple de ce point de vue, lire Stanley Sloan (2002), *NATO, the European Union, and the Atlantic Community*

² John L. Harper (1996), *American Visions of Europe. Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan, and Dean G. Acheson*

³ Michaela Hönigke, « Intentions and Ambivalences in US Policies towards Europe », in Reinhard C. Meier-Walser & Susanne Luther, eds. (2001), *Die euro-atlantische Beziehung im Spannungsfeld von Regionalisierung und Globalisierung*, München, 2001

⁴ Pour un débat sur les intérêts de l'Amérique dans l'intégration européenne, lire Geir Lundestad's, *Empire by Integration*

Parallèlement, il faut noter que l'Amérique n'a jamais véritablement considéré l'Europe comme une « troisième force » indépendante sur la scène politique internationale et John F. Kennedy a été le dernier président des Etats-Unis à la qualifier de partenaire avec lequel il fallait traiter « sur la base d'une parfaite égalité »⁵. A l'inverse, une condition préalable a toujours été posée pour l'intégration européenne : qu'elle se fasse dans les limites strictes du leadership américain.

Même si certains Européens semblaient révoltés par cette dépendance à l'égard de la puissance américaine – pensons au Général de Gaulle – la plupart d'entre eux paraissait croire en une véritable convergence d'intérêts et de valeurs entre l'Europe et les Etats-Unis et se rassurait en se persuadant que les Européens exerçaient une réelle influence sur les décisions prises par Washington. A aucun moment, ce soutien massif en faveur de l'intégration européenne et de l'alliance transatlantique n'a empêché l'éclatement de conflits virulents entre les partenaires. Compte tenu du poids économique croissant de l'Europe sur la scène internationale et de l'érosion progressive du leadership américain dans de nombreux domaines, ces conflits pouvaient revêtir deux formes. D'une part, des querelles éclataient régulièrement dans le domaine économique, le protectionnisme européen, la compétitivité et le déficit croissant des Etats-Unis suscitant beaucoup d'animosité. D'autre part, comme l'Amérique renforçait en permanence ses engagements en matière de sécurité et que l'Europe en récoltait les fruits, la question du « partage du fardeau » militaire est devenue un sujet récurrent de l'agenda transatlantique.

La chute du Mur de Berlin a privé l'alliance transatlantique de l'ennemi commun qui pendant si longtemps lui avait donné une orientation et un objectif à atteindre. Libérés du carcan communiste, les Etats-Unis et l'Europe ont commencé à repenser leur vision du monde et leur positionnement futur dans celui-ci, ainsi que l'importance qu'ils accordaient au partenariat transatlantique. Alors que les partenaires transatlantiques commençaient à entrevoir les retombées de ces événements, ils ont chacun de leur côté modifié certains projets pour orienter leur comportement futur. La réaction de l'Europe aux mutations du monde a été le Traité de Maastricht et le caractère inéluctable d'une union toujours plus étroite. Attentifs à ne pas réveiller le spectre de la rivalité entre les grandes puissances, les Etats européens ont une fois de plus adopté une double stratégie d'approfondissement et d'élargissement, qui demeurera centrale pendant les années suivantes. Les Etats-Unis de leur côté ont eu du mal à trouver une place et un objectif clairs pour leur puissance incontestée dans le nouveau monde postérieur à la Guerre Froide. Après avoir hésité entre le « Nouvel ordre mondial » de la première administration Bush et la politique d'« Elargissement démocratique » de l'administration Clinton, les Etats-Unis semblent avoir trouvé leur raison d'être provisoire dans la « Guerre contre le terrorisme » de la deuxième administration Bush.

Si les stratégies mises successivement en œuvre par les Etats-Unis pour redécouvrir leur place dans le monde semblent à première vue avoir peu de points communs, il est néanmoins possible d'identifier un fil rouge entre la première administration Bush et la deuxième. Il repose sur une vision commune de l'Amérique en tant que « nation indispensable »⁶ caractérisée par une destinée manifeste, la supériorité des intérêts américains et l'obligation d'exporter ses idées et valeurs avec une ferveur toute wilsonienne. Si ces idées et principes ont jalonné l'histoire de la diplomatie américaine, on peut affirmer que c'est à la fin de la Guerre Froide qu'ils sont pour la première fois allés de pair avec la primauté incontestée de

⁵ J. F. Kennedy, cité dans Philippart & Winnand (2001), *Ever Closer Partnership. Policy-Making in US-EU Relations*

⁶ L'expression a été inventée par le Secrétaire d'Etat Madeleine Albright

l'Amérique dans le monde, sur les plans militaire et économique. Par conséquent, comme l'a souligné David Calleo, le thème commun aux visions successives du monde des Etats-Unis est la conclusion émanant de l'élite politique américaine selon laquelle « la fin du monde bipolaire marque naturellement l'avènement d'un monde unipolaire »⁷. C'est à la lumière de cette conclusion qu'il faut repenser les différentes stratégies successivement mises en œuvre par les Etats-Unis pour traiter avec l'Europe et le reste du monde.

La politique postérieure à la Guerre Froide : continuité et changement

A l'issue des années 1980, la fin de la Guerre Froide a marqué le début d'une ère nouvelle dans les relations entre les Etats-Unis et le reste du monde, caractérisée par un triomphalisme prudent, parfaitement retranscrit dans l'ouvrage qui a incarné les rêves non réalisés de cette période : « La Fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama. Pour affronter les événements à venir, l'administration de George H. W. Bush avait opté pour une stratégie destinée à encourager l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur les droits de l'homme, les valeurs démocratiques, l'économie de marché et l'autorité de la loi. Wilsonienne par ses intentions et idéaliste par ses concepts, cette stratégie visait à promouvoir la démocratie et la diffusion des valeurs de l'économie de marché afin de faire évoluer la nature des relations entre Etats. Cependant, au-delà de la rhétorique, Bush est dans l'ensemble resté cohérent avec les principes de politique étrangère précédemment définis par l'administration Reagan. A l'instar de Reagan, Bush n'a pas hésité à recourir à la force pour défendre les intérêts vitaux des Etats-Unis lorsqu'ils étaient en jeu. Il a aussi évincé le président panaméen Manuel Noriega lorsque les intérêts américains lui ont paru en cause en Amérique centrale. De la même manière, il a réuni la plus grande coalition internationale de l'après-guerre Seconde Guerre Mondiale, avec un mandat des Nations Unies, afin de défendre les intérêts américains au Moyen-Orient lors de la Guerre du Golfe. Si Bush bénéficiait du soutien actif de la communauté internationale, il faut noter que, dans ce cas, la volonté de l'administration de diffuser le « nouvel ordre mondial » s'est arrêtée aux frontières de l'Irak.

Parallèlement, la réunification allemande et la disparition rapide des tensions créées en Europe par la Guerre Froide ont justifié une nouvelle période d'activisme dans le domaine de l'intégration européenne après une longue période d'eurosclobose. Les perspectives d'une Union Economique et Monétaire et la perte d'influence des organisations de sécurité telles que l'OTAN ont contraint l'administration Bush à se montrer plus conciliante vis-à-vis de l'Union Européenne. Redoutant l'éventualité d'une « Forteresse Europe » et considérant l'UE comme une garante indispensable de la stabilité future de l'Europe orientale, le Secrétaire d'Etat James Baker a appelé de ses vœux un « Nouvel atlantisme »⁸. Même si les Etats-Unis continuaient de voir dans l'OTAN leur lien le plus important avec l'Europe, ils ont pour la première fois cherché à formaliser leurs relations avec l'Union Européenne. La logique qui présidait à ces nouvelles relations ne tenait guère à un engagement dogmatique en faveur d'un approfondissement de l'intégration européenne, mais avant tout au désir d'avoir voix au chapitre dans le processus décisionnel de l'Europe afin de préserver les intérêts américains⁹.

⁷ David Calleo, « Balancing America: Europe's International Duties », *Internationale Politik und Gesellschaft*, n° 1, 2003

⁸ James Baker, « A New Europe, A New Atlanticism: Architecture for a New Era », Press Office of the Department of State, 12 décembre 1989

⁹ Pour élargir le débat, lire Philippart & Winnand, « From Equal Partnership to the New Transatlantic Agenda » in Philippart & Winnand, *Ever Closer Partnership. Policy-Making in US-EU Relations*

Certains pays européens étaient fermement opposés à l'idée d'accorder aux Etats-Unis un rôle particulier dans les décisions prises par l'UE, risquant de compromettre l'indépendance européenne. Ils ont par conséquent vivement protesté. Sans surprise, le long processus de négociation entre les Etats-Unis et l'Europe s'est donc soldé en 1990 par la « Déclaration sur les relations entre la Communauté Européenne et les Etats-Unis », qui peut au mieux être considérée comme ambiguë. Cette déclaration a formalisé les sommets biannuels Etats-Unis/UE, a suggéré certains objectifs et défis communs et a encouragé les deux parties à « s'informer et à se consulter sur les questions importantes d'intérêt commun »¹⁰. Toutefois, si elle prônait une collaboration plus étroite, elle laissait aux deux parties une grande marge de manœuvre pour prendre des initiatives. Même si la formalisation des relations entre l'UE et les Etats-Unis a de fait marqué un coup d'arrêt de la politique de la Guerre Froide, les Etats-Unis ont réaffirmé leur engagement vis-à-vis de l'OTAN en tant que lien premier avec l'Europe et sont restés ambigus sur les tentatives d'autonomie européenne.

Constatant la montée du mécontentement face à ce qui était considéré comme une dérive dans le programme de politique étrangère de Bush, Clinton a abordé la politique étrangère avec une prudence toute particulière durant sa campagne électorale. Ainsi, ses premières propositions de politique étrangère étaient timides et se résumaient essentiellement à l'engagement de ne pas impliquer les Etats-Unis dans des guerres inutiles à l'étranger. Désirant trouver une formule symbolisant sa vision des affaires étrangères, l'administration Clinton a traversé une période d'introspection après les élections, avant que n'émerge la notion d'« élargissement démocratique ». Cette formule, qui a dans un premier temps été développée lors d'un discours prononcé par Anthony Lake, Conseiller en matière de sécurité nationale, à l'Université Johns Hopkins¹¹, engageait les Etats-Unis à profiter de l'occasion qui leur était donnée par la fin de la Guerre Froide pour répandre la démocratie et l'économie de marché dans le monde entier.

Contrairement à de nombreux responsables américains affichant un réalisme habile, Clinton était convaincu que la nature de la politique étrangère d'une nation reflétait ses valeurs fondamentales. C'est pourquoi il était selon lui nécessaire d'« abattre le mur qui dans notre pensée sépare politique intérieure et politique étrangère »¹². Les démocraties, affirmait-il, n'entraient pas en guerre les unes contre les autres. Par ailleurs, elles ne cautionnaient pas les actes terroristes, étaient des partenaires commerciaux fiables, protégeaient l'environnement mondial, respectaient le droit international et étaient susceptibles d'entretenir des relations politiques cordiales avec les Etats-Unis¹³. D'après l'administration Clinton, il était donc dans l'intérêt des Etats-Unis de promouvoir la diffusion du modèle démocratique dans le monde entier. Cependant, si Clinton considérait que les Etats-Unis étaient investis d'une mission spéciale de promotion de la démocratie dans le monde, il reconnaissait que cette politique n'irait pas jusqu'à encourager des croisades à l'étranger. Par conséquent, à certains moments, « les exigences en matière de sécurité ou les intérêts économiques » allaient prendre le dessus par rapport aux « engagements en faveur de la démocratie et des droits de l'homme »¹⁴. Tout en soulignant l'importance de l'économie et de la bonne

¹⁰ Déclaration sur les relations entre la Communauté Européenne et les Etats-Unis, 23 novembre 1990

¹¹ Anthony Lake, « From Containment to Enlargement », discours prononcé à l'Université Johns Hopkins, 21 septembre 1993

¹² Bill Clinton, cité dans Michael Cox, « Wilsonianism Resurgent? », discours à la Conférence de l'ISA (International Studies Association), mars 2000

¹³ Ibid.

¹⁴ Bill Clinton, « Democracy in America », discours prononcé à l'Université de Milwaukee, Wisconsin, 1^{er} octobre 1992

gouvernance, l'administration a concédé qu'en dernier ressort le monde était trop dangereux pour s'abstenir de recourir à la puissance militaire.

Compte tenu de ses difficultés à définir de nouvelles orientations de politique étrangère à l'issue de la Guerre Froide, l'administration Clinton peut donc être qualifiée d'hybride, c'est-à-dire « ni rigoureusement wilsonienne, ni classiquement réaliste »¹⁵. En effet, dans sa quête d'un nouveau paradigme, l'administration Clinton s'est davantage inspirée de leaders de la fin de la Seconde Guerre Mondiale tels que Truman et Kennedy. Tout en s'engageant à promouvoir la démocratie, ces leaders ont acquis une vision offensive et parfois impitoyable des affaires internationales, avec pour seul objectif de servir de contrepoids à l'Union Soviétique. En l'absence d'ennemi désigné, la logique sous-jacente de la politique de Clinton était de défendre ardemment le capitalisme de marché. La finalité de cette stratégie était de garantir aux entreprises américaines l'accès aux marchés émergents et, parallèlement, d'utiliser ces marchés comme un vecteur de défense de la démocratie. L'autorité de la loi et la démocratie étant indispensables au bon fonctionnement des marchés, on faisait valoir qu'une fois les marchés créés il était impossible d'échapper à leur logique à long terme.

Dans ce contexte, l'élection en 1994 d'un Congrès républicain pour la première fois depuis des décennies s'est révélée un obstacle majeur. La déception de l'opinion publique après les deux premières années du mandat Clinton et l'agressivité de Newt Gingrich ont conduit à une victoire des républicains. Ces derniers ont pris possession du Congrès et comptaient parmi eux un grand nombre de jeunes républicains radicaux, désireux d'affronter l'administration sur chaque question de politique étrangère. Par ailleurs, ces nouveaux membres républicains du Congrès avaient une vision isolationniste des questions internationales. Les deux tiers d'entre eux affirmaient ne pas détenir de passeport et un leader de la majorité, Richard Amey (R-Tex), a fièrement déclaré qu'il n'avait pas besoin de visiter l'Europe parce qu'il s'y était déjà rendu une fois. Sans surprise, le Congrès a réduit le budget alloué aux affaires étrangères, a tenté de sanctionner les entreprises étrangères traitant avec Cuba, a pris en otage les sommes dues aux Nations Unies, a traîné les pieds au sujet des engagements américains vis-à-vis du FMI et du processus de paix au Moyen-Orient etc.¹⁶. En outre, le Congrès est resté fermement opposé à une « Doctrine Clinton » qui semblait entraîner les Etats-Unis dans un nombre croissant d'interventions militaires à l'étranger.

Entre-temps, plusieurs différends opposant l'Europe et les Etats-Unis sur le plan du commerce, de l'expansion de l'OTAN, du conflit dans les Balkans et de la crise du peso mexicain avaient donné l'impression d'une dérive transatlantique accentuée. Afin de renouer des relations, Clinton a profité de son premier voyage en Europe en 1994 pour exprimer son soutien à l'intégration européenne et formuler l'espoir que l'UE devienne un « partenaire égal et fort »¹⁷. Au même moment, il a donné son accord pour la modification de la Déclaration Transatlantique de 1990, jugée très inefficace. Le désir d'approfondir et de formaliser les relations trouvait une nouvelle fois son origine dans des logiques différentes de part et d'autre. Ainsi, l'UE souhaitait ardemment remettre l'accent sur ses relations avec les Etats-Unis, dans un monde où l'importance stratégique de l'Europe était devenue moindre, et espérait gagner en crédibilité en tant qu'acteur international. Quant à eux, les Etats-Unis ont de nouveau tenté de prendre part au processus décisionnel de l'UE afin de se protéger contre le risque accru de conflits sur le plan commercial. Le désir commun d'approfondir leurs relations a finalement

¹⁵ Michael Cox, « Wilsonianism Resurgent? »

¹⁶ Stephen Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, n° 2

¹⁷ Discours de Bill Clinton aux « futurs leaders de l'Europe », 9 janvier 1994

conduit à l'adoption du «Nouvel Agenda Transatlantique » et du «Plan d'action conjoint »¹⁸ le 3 décembre 1995, ouvrant ainsi une période de dialogue plus structuré.

Si ces événements promettaient une collaboration plus étroite entre les alliés transatlantiques, d'autres ont été moins favorables. Ainsi, des divergences politiques majeures sont apparues d'abord en Europe puis de l'autre côté de l'Atlantique sur la manière de réagir à la Guerre Civile en ex-Yougoslavie. Dans un premier temps, les Etats-Unis ont refusé d'apporter leur soutien avant de fragiliser la position de l'Europe en rejetant le plan Vance-Owen et en défendant une stratégie de «lift and strike ». Par la suite, ils se sont impliqués mais avec beaucoup de réticences et uniquement à leurs propres conditions. Par ailleurs, des désaccords subsistaient dans plusieurs domaines, à commencer par l'Irak, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le traité sur les mines terrestres, l'élargissement de l'OTAN et le statut officiel de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD)¹⁹. Après avoir essuyé des revers douloureux en Bosnie et en Somalie, l'administration Clinton a finalement renoncé à sa politique d'engagement multilatéral au profit de la formule « multilatéralement si nous le pouvons, unilatéralement si nous le devons »²⁰. En fin de compte, les avis ont été partagés au sujet de la dimension réelle de l'engagement de Clinton en faveur d'une coopération multilatérale avec l'Europe et le reste du monde. Comme le soulignait Stephen Walt, « Clinton peut envelopper la politique américaine de la rhétorique de l'«ordre mondial » et des intérêts globaux, mais son essence même demeure l'exercice unilatéral du pouvoir souverain »²¹.

L'administration Bush et le 11 septembre

D'après Ivo Daalder et James M. Lindsey²², l'administration Bush a déclenché rien moins qu'une révolution dans les relations entre les Etats-Unis et le reste du monde. Selon eux, Bush est le premier président depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale à avoir pris ses distances avec la stratégie consistant à exercer le pouvoir en nouant des alliances et en collaborant avec les organisations internationales. « Terroristes, tyrans et technologies de destruction massive représentant un danger sérieux et croissant, il estime que la meilleure et peut-être seule chose à faire pour garantir la sécurité de l'Amérique est de se défaire des contraintes imposées par les amis, les alliés et les institutions internationales », ce qui implique que « les Etats-Unis agiront de la manière qui leur semble judicieuse pour protéger leurs intérêts »²³. Cette vision

¹⁸ La Nouvelle Déclaration Transatlantique définit quatre domaines dans lesquels les deux camps s'engagent à poursuivre leur collaboration :

- (I) promouvoir la paix et la stabilité et favoriser la démocratie et le développement dans le monde
- (II) relever de nouveaux défis internationaux
- (III) contribuer à l'essor du commerce mondial et à des relations économiques plus étroites
- (IV) construire des passerelles sociales et culturelles au-dessus de l'Atlantique.

Basé sur l'Agenda, le Plan d'action conjoint est un document plus global qui contient 150 objectifs spécifiques à long terme, parmi lesquels certains sont sélectionnés pour actualiser régulièrement l'Agenda. Pour élargir la discussion sur le Nouvel Agenda Transatlantique et sur le Plan d'action conjoint, lire Ann Mettler, « From Junior Partner to Global Player »

¹⁹ Bien que les Etats-Unis aient fini par consentir à donner une certaine marge de manœuvre à la PESD pour agir en toute indépendance dans le cadre de l'Accord Berlin Plus, le Secrétaire d'Etat M. Albright a indiqué que l'UE devait éviter les trois D, à savoir la duplication, le découplage et la discrimination, lors de la révision de ses systèmes de sécurité.

²⁰ Michael Cox, « Wilsonianism Resurgent? »

²¹ Stephen Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, n° 2

²² Daalder & Lindsey, « The Bush Revolution: The Remaking of America's Foreign Policy »

²³ Ibid.

des Etats-Unis et de leur rôle dans le monde, semble déjà avoir été partagée par Bush avant les attentats du 11 septembre. Si lors de sa campagne il avait montré une connaissance limitée et peu d'intérêt pour les affaires étrangères et s'il a reproché à Clinton d'avoir trop tourné les Etats-Unis vers le reste du monde, les affaires étrangères sont devenues une préoccupation voire d'une certaine façon une mission pour Bush au lendemain du 11 septembre.

La connaissance partielle du monde affichée par Bush et son expérience modeste à l'étranger²⁴ l'ont conduit à s'adjoindre les services d'une équipe d'anciens collaborateurs de Reagan, qui ont été ses conseillers en politique étrangère²⁵ pendant la campagne présidentielle. Le choix de ces républicains internationalistes et pour la plupart intransigeants, qui tranchait avec l'isolationnisme si présent sous l'ère N. Gingrich, semble avoir été un premier signe de son futur style de politique étrangère. Cependant, à l'instar des deux présidents qui l'ont précédé, Bush semblait prôner un compromis entre le wilsonisme et le réalisme à l'ancienne. Tout en faisant campagne pour « transformer cette période d'influence américaine en générations de paix démocratique », il recommandait à la fois la prudence et la confiance à l'égard des alliances dans la conduite des affaires étrangères. Toutefois, le nombre de réalistes prudents dans l'équipe des conseillers de Bush s'est réduit et la plupart d'entre eux soutenait un leadership fort des Etats-Unis dans le monde afin de « montrer que vos amis seront protégés et bien traités, que vos ennemis seront punis et que ceux qui refusent de vous soutenir le regretteront pendant longtemps »²⁶.

Toutefois, les premiers mois du mandat de Bush ont dans une large mesure créé la déception chez de nombreux républicains radicaux qui appelaient de leurs vœux une refonte de la politique étrangère américaine. Bush privilégiait alors l'application de son programme de politique intérieure et se montrait passif sur le plan international. C'est la raison pour laquelle il ne s'est pas précipité pour déployer un Système national de défense antimissile (NMD), a approuvé le projet de budget de la défense élaboré par l'administration Clinton, a instauré des relations commerciales normales avec la Chine et a laissé les troupes américaines engagées en Bosnie et au Kosovo. Parallèlement, l'administration était occupée à extraire les Etats-Unis de différents conflits dans le monde qu'elle jugeait dangereux pour les intérêts américains. Si le refus de tout engagement multilatéral s'est avant tout manifesté par le rejet d'accords internationaux tels que le Protocole de Kyoto, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Cour pénale internationale, un nouveau traité sur le trafic d'armes légères, cette nouvelle politique s'est également traduite par le retrait des Etats-Unis de deux conflits régionaux importants : le conflit israélo-arabe et la Corée du Nord²⁷.

Dans un premier temps, les attentats du 11 septembre ont semblé faire temporairement échec à la vision du monde de l'administration Bush et nécessiter une plus grande coopération internationale. De fait, l'administration a rapidement cherché à obtenir le soutien de ses alliés. Les Nations Unies ont voté une résolution à l'unanimité condamnant les auteurs des attaques et l'OTAN a pour la première fois de son histoire invoqué l'Article V. Ces réactions cadraient

²⁴ Hormis de fréquentes visites au Mexique, les voyages de Bush à l'étranger consistaient en un voyage de six semaines en Chine en 1975, une courte visite en Gambie en 1990, un voyage au Moyen-Orient en 1998 et quelques voyages en Europe dans les années 1990 avec des cadres d'entreprise (cf. Daalder & Lindsey).

²⁵ Parmi ces conseillers figuraient Condoleezza Rice, Paul Wolfowitz, Richard Armitage, Robert Blackwill, Stephen J. Hadley, Richard Perle, Dov Zakheim et Robert Zoellick.

²⁶ Paul Wolfowitz, « Remembering the Future », *National Interest*, n° 59, printemps 2000

²⁷ Au Moyen-Orient, l'administration n'a pas envoyé de soutien pour faciliter la signature d'un accord à Taba et a abandonné la position d'un envoyé spécial au Moyen-Orient, tandis qu'en Corée du Nord elle a rejeté le programme d'aide alimentaire de Clinton et la politique de la main tendue (« Sunshine Policy ») de Kim Dae Jung.

avec les exigences des Etats-Unis, pour qui la gravité des événements ne pouvait laisser place à la neutralité. Dans ses déclarations, Bush appelait chaque nation à faire un choix : «soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes ». L'Europe et la plupart des pays ont choisi le camp américain et ont notamment proposé d'envoyer des troupes et des services de renseignements afin de soutenir les Etats-Unis en Afghanistan et dans leur guerre contre le terrorisme. Si la volonté de l'administration de rallier les soutiens semblait constituer un infléchissement de la politique étrangère de Bush, les événements ont en réalité corroboré une certaine vision du monde déjà partagée par le Président et ses conseillers.

D'après ces derniers, les événements du 11 septembre ont confirmé que le monde demeurait dangereux et que la puissance militaire était la source de pouvoir la plus importante. Pour se libérer de ces nouveaux dangers, les Etats-Unis devaient selon eux libérer le monde et le débarrasser des derniers dictateurs en place. George Bush a de son plein gré suivi leurs conseils et semblé découvrir dans les défis qui se présentaient à lui une mission quasi-divine qu'il fallait remplir avec une très grande énergie et une indifférence pour les autres. Parallèlement, de nombreux membres de l'administration ont également vu dans les attentats une nouvelle confirmation de leur intuition que le déclin culturel était en train de miner la société américaine et que «la fragilité, l'indécision et le refus des Etats-Unis d'être aux côtés de nos amis » avaient alimenté les attentats²⁸. Le fait que la vision fondamentale du monde adoptée par l'administration n'ait pas varié mais qu'elle ait été renforcée a de nouveau été frappant lorsque les Etats-Unis ont rejeté la plupart des propositions visant à les épauler dans la guerre en Afghanistan, afin de conserver une totale liberté d'action. Ignorant l'essentiel de ces offres d'appui militaire, les Etats-Unis ont formé une coalition des Etats volontaires composée essentiellement de pays anglo-saxons²⁹.

Parallèlement, si pour de nombreux alliés l'Afghanistan semblait fixer les limites du recours à la force dans leur lutte contre le terrorisme, Bush n'était pas de cet avis. Dans son Discours sur l'état de l'Union³⁰, il a fait valoir que le danger était omniprésent et que c'était la conjugaison d'Etats hors-la-loi, de terroristes et d'armes de destruction massive qui représentaient un défi à relever pour les Etats-Unis. Il en concluait que les Etats-Unis devaient traiter le problème des Etats défailants et, en particulier des Etats hors-la-loi que sont l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. En approuvant l'usage de la force à titre préventif dans le cadre de la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale » de l'administration et en faisant une pierre angulaire de la nouvelle doctrine sécuritaire américaine³¹, Bush a de manière irrévocable jeté dans la poubelle de l'histoire la double stratégie de dissuasion et d'endiguement, qui pendant des décennies a été au centre de la politique étrangère transatlantique. Si la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie sécuritaire n'impliquait pas en soi de recourir à la force et si l'administration a au départ privilégié des mesures diplomatiques pour traiter avec Pyongyang et Téhéran, l'influence de certains conseillers intransigeants, des renseignements défectueux et le besoin de mettre au point une nouvelle stratégie pour le Moyen-Orient ont conduit à une stratégie de guerre préventive contre l'Irak.

²⁸ Dick Cheney sur NBC News, « Meet the Press », 16 mars 2003

²⁹ Toutefois, après les premiers combats et sous certaines conditions, les Etats-Unis ont accepté le soutien des troupes de 25 Etats et, en août 2003, l'OTAN a pris le commandement de la force de maintien de la paix ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité).

³⁰ George W Bush, « Discours sur l'état de l'Union » prononcé le 29 janvier 2002

³¹ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, septembre 2002. L'essentiel du contenu de cette stratégie repose sur un discours antérieur de Bush prononcé à West Point le 1^{er} juin 2002

Dans un premier temps, à l'issue d'un long débat interne sur les avantages de cette guerre, les modérés de l'administration Bush emmenés par Collin Powell ont paru l'emporter. Bush a choisi d'impliquer la communauté internationale et fait voter une nouvelle résolution des Nations Unies³². Cependant, il a simultanément mis au défi les Nations Unies et la communauté internationale, les prévenant qu'il leur faudrait désormais agir conformément à leurs propres résolutions sous peine de perdre leur pertinence. Le vote de la résolution 1441 a néanmoins constitué le point culminant de l'engagement multilatéral américain. Devant l'opposition mondiale à une attaque contre l'Irak, les Etats-Unis ont abandonné leur projet de dernière résolution visant à autoriser le recours à la force, ont réuni une petite coalition d'Etats et sont entrés en guerre contre l'Irak le 19 mars 2003. Cette décision a creusé un fossé profond entre les alliés transatlantiques et l'Union Européenne. Si les gouvernements du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne, de la Pologne et d'autres pays d'Europe orientale ont appuyé la stratégie américaine, l'Allemagne, la France, la Belgique et l'immense majorité de l'opinion publique européenne y sont restées catégoriquement opposées.

Sur la question de l'intégration européenne, l'administration Bush a de la même façon rompu avec les traditions établies. En effet, elle a renié, du moins temporairement, l'engagement des Etats-Unis en faveur d'une Europe intégrée. L'illustration la plus fragrante a été la publication de deux lettres ouvertes par certains pays européens afin de soutenir la politique de l'administration Bush en Irak. Le fait que l'instigateur de ces lettres était un responsable du Pentagone et que certains pays comme l'Allemagne, la Belgique et la France ont été sciemment exclus, sans même être informés, semble indiquer qu'une partie de l'administration Bush a soit approuvé silencieusement cette action soit l'a soutenue afin de provoquer une division au sein de l'Europe. D'autres faits démontrent un revirement conscient sur la question de l'intégration européenne : la division rhétorique entre une « vieille » et une « nouvelle » Europe, le désir de former une « coalition de volontaires » mettant l'OTAN à l'écart et la décision prise pendant la crise du soutien de l'OTAN à la Turquie de contourner l'opposition d'un allié, à savoir la France, en optant pour un forum de décision différent au sein de l'alliance³³. Si à l'issue de la guerre contre l'Irak les Etats-Unis ont cherché à rétablir des relations plus normalisées avec l'Europe, certaines choses semblaient avoir changé de manière irrévocable.

Après avoir examiné brièvement les changements de comportement et de conceptions politiques des administrations successives après la Guerre Froide, il est possible de discerner des signes de continuité et de changement dans les relations avec l'Europe et le reste du monde. La continuité peut être décelée *latu sensu* dans la relation ambiguë de l'Amérique avec l'Union Européenne et son attachement à la mission spéciale dont elle est investie dans le monde, laquelle implique l'élargissement de la communauté des Etats démocratiques et la diffusion de ses idées et valeurs. Même si les Etats-Unis ont signé d'autres traités avec l'Union Européenne afin de formaliser leurs relations et encouragé la création d'une force militaire européenne supplémentaire, leur engagement en faveur d'une Europe forte et

³² La résolution 1441 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été votée le 8 novembre 2002.

³³ A la veille de la crise irakienne, les alliés de l'OTAN étaient divisés sur la nécessité d'appuyer l'OTAN pour défendre la Turquie. La France, l'Allemagne et la Belgique ont fait valoir que cette décision donnerait une légitimité à l'invasion de l'Irak qu'elles n'étaient pas disposées à accorder. Contrairement aux habitudes de l'OTAN, ce différend interne n'a pas été réglé grâce à la procédure normale de négociations en coulisse mais a donné lieu à des fuites à la presse. Les trois pays ont donc été dénoncés pour avoir manqué à leurs responsabilités dans le cadre du traité. Comme les trois pays campaient sur leurs positions, des dispositions ont été prises pour transférer la décision du Conseil de l'Atlantique Nord au Comité des plans de défense (CPD), organe de l'OTAN dont la France n'est pas membre. L'Allemagne et la Belgique ont alors cédé aux pressions et ont soutenu l'opération dénommée Display Deterrence afin d'appuyer l'OTAN pour défendre la Turquie.

indépendante semble au mieux ambivalent. S'ils considèrent qu'il est dans leur intérêt que l'Europe soit forte et unie tant qu'elle se soumet aux exigences de leur propre leadership, les Etats-Unis rejettent toute proposition visant à déployer cette force de manière indépendante. Si Bush senior et Clinton ont veillé à préserver un équilibre fragile entre ces exigences opposées, George W. Bush semble avoir fini par le renverser. A ce titre, la nouvelle rhétorique employée par l'administration Bush n'est pas le seul élément ayant radicalement changé, comme en témoigne la préférence ouvertement affichée pour des négociations avec les pays européens pris individuellement plutôt qu'avec l'ensemble de l'Union Européenne, sur des questions aussi différentes que la Cour pénale internationale ou le soutien militaire dans la guerre contre l'Irak.

Parallèlement, l'Amérique reste attachée, et même plus fortement qu'auparavant, à sa mission spéciale dans le monde qui l'a chargée d'un fardeau spécifique mais qui, pour beaucoup, lui a également apporté certains privilèges. L'adhésion à la notion de destinée manifeste de l'Amérique est présente depuis très longtemps dans la politique américaine et fait partie intégrante de l'image de l'Amérique en tant que lieu radicalement différent du reste du monde. Toutefois, pendant la plus grande partie du 20^{ème} siècle, les responsables politiques américains ont décrit ces idéaux comme étant fondamentalement opposés à l'intérêt personnel. Une longue tradition de penseurs américains spécialistes de politique étrangère, de Morgenthau et Kennan à Kissinger, a fermement rejeté l'idée que les idéaux avaient un rôle à jouer dans les affaires étrangères et ont même lancé des mises en garde contre leurs implications dangereuses. Au contraire, la fin de la Guerre Froide a coïncidé avec un retour en force des valeurs dans les affaires internationales. Si Bush senior et Clinton ont adopté une politique étrangère qui, bien que wilsonienne sur le plan rhétorique, demeurait essentiellement réaliste dans sa conduite, tout paraît avoir changé avec la nouvelle administration Bush. Il semble que désormais «les idéaux et les intérêts personnels soient généralement considérés comme des ingrédients nécessaires de l'intérêt national»³⁴ et que les idéaux puissent même avoir joué un rôle majeur dans la décision d'une guerre contre l'Irak emmenée par les Etats-Unis. Pour déterminer si ces changements perceptibles ne sont que le résultat de la passion éphémère d'une seule administration ou s'ils incarnent une mutation plus profonde de la politique américaine, il pourrait être pertinent d'examiner plus attentivement l'opinion du public et des élites américains.

³⁴ Gelb & Rosenthal, « The Rise of Ethics in Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 82, n° 3

II. LES PARTIS POLITIQUES : VERS UN CONSENSUS ?

Les nouveaux démocrates

En ce début de millénaire, l'une des caractéristiques fondamentales de la vie politique aux Etats-Unis semble être le fait que les deux partis sont dominés de façon intermittente par un seul groupe. Cela est d'autant plus surprenant qu'en examinant de plus près ces groupes il apparaît que leurs origines sont en fait très proches et qu'ils ont en commun une vision et des objectifs pour l'avenir de la politique américaine. Dans le cas des démocrates, la lutte pour le leadership du parti a été très longue, ses membres ne remportant la victoire qu'au début de l'administration Clinton et rencontrant de fréquentes difficultés. Dans l'ensemble, l'accession au pouvoir des « Nouveaux démocrates » et de leur organisation, le « Democratic Leadership Council » (DLC), a été un processus lent dont l'origine remonte aux réformes des partis des années 1960 et à la montée progressive de la résistance face à la politique identitaire au sein du parti démocrate. En fait, le lien entre l'évolution actuelle du parti et l'expérience des démocrates au cours des années 1960 et 1970 demeure indispensable pour comprendre et analyser l'ascension des Nouveaux démocrates. Les changements décisifs qui ont précipité la disparition des démocrates pendant près de trois décennies trouvent leur origine dans la présidence de Lyndon B. Johnson.

La présidence de Johnson, qui a débuté avec la promesse d'une « Great Society » (Grande société), s'est achevée sur un désastre lorsque l'extension simultanée de la guerre au Vietnam et du conflit autour des droits civils à l'intérieur du pays a ébranlé la société américaine et provoqué le déclin électoral du parti. Pire encore, les réformes dites de McGovern-Fraser menées en 1972 ont ouvert la porte du parti à des groupes d'activistes défendant une cause unique³⁵ (one issue parties), ce qui a alors déterminé le sort et l'avenir du parti. Comme ces groupes se sont emparés du programme politique du parti, les démocrates ont commencé à se préoccuper de questions impliquant les droits civils et sociaux telles que les droits des homosexuels ou la protection de l'environnement. En prenant lentement possession du cœur du parti démocrate, ces « New Politics » ont progressivement entraîné la perte des bastions centristes composés de Blancs des classes ouvrières au Sud et à l'Ouest. Cet éloignement par rapport au centre a fait chuter le parti au point de devenir inéligible. Après avoir subi des défaites humiliantes avec les candidatures de George McGovern et de Walter Mondale, le parti démocrate était déchiré entre différents courants. Si un groupe d'intellectuels centristes bien en vue appelés néo-conservateurs³⁶ a du fait de la présidence de Carter définitivement quitté le parti, une petite coalition regroupant des néo-libéraux, des néo-conservateurs et des démocrates du Sud³⁷ a consolidé ses positions afin de réformer le parti de l'intérieur.

Ce petit groupe formé en 1985 après la défaite de Walter Mondale face à Ronald Reagan a pris le nom de Democratic Leadership Council (DLC), son but étant que les démocrates redeviennent un courant politique dominant. Dans un premier temps, l'objectif numéro un du

³⁵ Groupes de défense des droits civils et sociaux, attachés à une seule cause, par exemple l'avortement, le mariage des homosexuels, etc.

³⁶ En réalité, les néo-conservateurs rejetaient beaucoup des tendances sous-jacentes du parti démocrate, notamment le rapprochement permanent avec la gauche internationale, la défense d'une politique d'égalité des résultats, le relativisme culturel croissant et la défense d'un Etat grand et fort s'ingérant dans les affaires économiques.

³⁷ Des démocrates du Sud de premier plan tels qu'Al Gore, Chuck Robb et Sam Nunn.

DLC dirigé par Al From et Will Marshall et dont le premier président a été Richard Gephardt était de revenir sur les réformes de McGovern-Fraser³⁸, qu'il considérait comme la cause première du malaise démocrate. En outre, le DLC prévoyait d'attirer de nouveau les électeurs mécontents en faisant campagne sur des thèmes majeurs comme une armée puissante, une politique étrangère interventionniste et la défense de la croissance économique³⁹. Cependant, il a dû à contrecœur se rendre à l'évidence que les efforts visant à rassembler tous les membres du parti démocrate derrière une ligne commune étaient vains. Au moment de la défaite de Michael Dukakis en 1988, l'emprise des New Politics sur le parti démocrate semblait trop forte pour que le DLC puisse la réduire.

Néanmoins, les Nouveaux démocrates ont montré qu'ils avaient une capacité d'adaptation. Prenant conscience de leurs erreurs, ils ont renoncé à leur stratégie de « big tent »⁴⁰ et ont entrepris de bâtir une organisation nationale forte. Conscients de leurs faiblesses en matière de philosophie politique, ils ont fondé le Progressive Policy Institute (PPI) et décidé de mettre à l'épreuve et de réformer le parti démocrate. En s'appuyant sur le PPI pour corriger un nouveau programme ambitieux de politique publique, incarné par la « New Orleans Declaration » et la « New American Choice Resolution », le DLC s'est efforcé de différencier son organisation et son message de l'aile populiste du parti. En faisant siennes des valeurs traditionnelles et certaines positions conservatrices sur la criminalité, la réforme de l'aide sociale et le rôle de l'Etat, le DLC a commencé à ressembler de plus en plus aux éléments modérés de l'establishment républicain. Dans le domaine des affaires étrangères, les Nouveaux démocrates recherchaient activement un « nouveau paradigme » pour interpréter le monde postérieur à la Guerre Froide et renouer avec la politique étrangère musclée de l'ère Truman et Kennedy.

En se concentrant sur un seul candidat lors des élections de 1992, soutenu massivement par l'ensemble de leurs membres, les stratèges du DLC, au premier rang desquels Al From et Will Marshall, espéraient pouvoir l'emporter sur les autres groupes du parti démocrate et s'assurer de l'influence de la pensée des Nouveaux démocrates sur le processus électoral. Il s'est trouvé que le DLC a choisi son candidat avec beaucoup de succès : William Jefferson Clinton, ancien gouverneur de l'Arkansas. Grâce à l'important réseau bâti par le DLC au cours des années précédentes et à son programme politique centriste, il a pu reconquérir les bastions démocrates dans le Sud et l'Ouest, ce qui lui a valu de remporter la victoire dans la course à la Maison-Blanche. Toutefois, au cours de la campagne, Clinton a succombé à la tentation de faire appel à certains éléments populistes et a ainsi opéré un retour à une politique libérale traditionnelle lors des deux premières années passées à la Maison-Blanche. Cependant, les problèmes rencontrés pour appliquer son programme, les pressions croissantes du DLC et le succès électoral des républicains à l'époque de Newt Gingrich en 1994⁴¹ ont précipité le ralliement de Clinton au credo des Nouveaux démocrates. Le DLC a retrouvé son

³⁸ Le DLC a cherché à modifier la composition de la délégation de la Convention démocrate en y faisant entrer davantage de responsables et de bureaucrates élus. Autre mesure prise par les démocrates du Sud : l'organisation d'une primaire dans le Sud, le « Super Tuesday », afin que les électeurs blancs du Sud puissent davantage influencer sur le choix du candidat à l'élection présidentielle.

³⁹ Kenneth Baer (2000), *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*

⁴⁰ Idée que la réforme du parti devait être adoptée par toutes les ailes du parti démocrate.

⁴¹ Grâce à ce que les républicains ont présenté avec succès comme les antécédents libéraux de Clinton, les républicains ont enregistré de fortes progressions chez les catégories d'électeurs les plus importantes : les électeurs du Sud, les classes moyennes, les hommes blancs et les indépendants, catégories qui avaient voté majoritairement pour Clinton en 1992.

influence⁴² et a célébré son retour sur le devant de la scène en adoptant la «New Progressive Declaration». De plus en plus, Clinton optait pour des thèmes centristes dans des domaines tels que la réforme de l'aide sociale et a fini par déclarer en 1996 dans son Discours sur l'état de l'Union que «l'ère du *big government* est terminée »⁴³.

Au même moment, le DLC a commencé à privilégier ce qu'il considérait comme une nouvelle catégorie d'électeurs, les «wired workers »⁴⁴, et s'est progressivement aligné sur ce qui était en réalité les classes moyennes supérieures. Si les querelles intestines habituelles parmi les démocrates ont été mises en sourdine pendant la plus grande partie du mandat de Clinton, cette nouvelle allégeance aux classes moyennes supérieures a ouvert une brèche dans laquelle s'est infiltrée la gauche traditionnelle pour répliquer. La renaissance du groupe libéral au sein du parti démocrate a été décrite de la manière la plus éloquente par Rue Teixeira⁴⁵ dans «America's Forgotten Majority: Why the Working Class Still Matters »⁴⁶, qui a eu une influence considérable sur la campagne d'Al Gore. Si Teixeira s'oppose à un retour à la politique des groupes d'intérêt des années 1960 et 1970, il fait valoir de façon convaincante que les ménages à revenus faibles et moyens demeurent de loin la principale frange de la population américaine et représentent à ce titre une cible durable pour les démocrates. Comme une grande partie de cette frange de la population est avant tout préoccupée par des questions telles que les retraites, les frais médicaux et l'éducation, ces problèmes sont ceux que les démocrates devraient chercher à résoudre par le recours au *big government*. Ainsi, l'aile progressiste du parti démocrate, qui se situe dans les rangs de «Campaign for America's Future »⁴⁷ (CAF) et «Americans for Democratic Action » (ADA) ainsi que dans les pages de « American Prospect » et «the Nation », a réaffirmé son emprise sur la base du parti démocrate. Ces progressistes se forment leur propre opinion sur l'avenir de la politique américaine et du parti démocrate et s'opposent radicalement au centrisme et à l'attitude favorable à l'économie de marché du DLC. Ils affirment que les Etats-Unis sont empêtrés dans une «époque d'angoisse » résultant des inégalités croissantes⁴⁸ qui fragilisent la structure de la société américaine. Afin d'inverser la tendance, les progressistes comptent sur un renforcement du rôle de l'Etat et adhèrent aux valeurs culturelles dominantes de l'Amérique des classes moyennes.

Au final, les élections présidentielles de 2000, pour lesquelles une victoire décisive des Nouveaux démocrates était attendue depuis longtemps, ont en fait révélé l'influence durable de l'aile progressiste sur la politique du parti. Al Gore, favori de longue date du DLC, afin de se libérer du poids de la présidence de Clinton, a fait sienne une partie du programme progressiste et a perdu les élections d'une courte tête. Comme c'est le cas après la plupart des élections perdues, le consensus que Clinton et le DLC avaient imposé pendant les deux mandats présidentiels a commencé à voler en éclats, si bien que les différentes composantes

⁴² Depuis lors, le DLC est devenu le groupe le plus important au sein du parti démocrate. Il revendique un réseau comprenant 74 membres dans la Coalition des Nouveaux démocrates à la Chambre des Représentants et 20 membres dans la Coalition des Nouveaux démocrates au Sénat.

⁴³ Bill Clinton, « Discours sur l'état de l'Union » prononcé le 23 janvier 1996

⁴⁴ Frange de la population active qui tendait à dépendre progressivement d'Internet et des autres nouvelles technologies.

⁴⁵ Ruy Teixeira & John B. Judis (2002), *The Emerging Democratic Majority*. Rue Teixeira a récemment réaffirmé la validité de ses recherches, faisant valoir qu'à long terme les catégories d'électeurs qui votent habituellement pour les démocrates seront plus nombreuses, cf. Ruy Teixeira, «Deciphering the Democrats' Debacle », *The Washington Monthly*, mai 2003

⁴⁶ Ruy Teixeira & Joel Rogers (2001), *America's Forgotten Majority*

⁴⁷ « Campaign for America's future » a été créé par plus de 100 activistes et intellectuels en 1996 et revendique le soutien de plus de 100 membres de la Chambre des Représentants.

⁴⁸ Theda Skocpol, « Democrats at the Crossroads », *Mother Jones*, janvier/février 1997

du parti démocrate ont refait surface. Le débat qui a suivi entre les groupes « centriste » et « progressiste » domine aujourd'hui le camp des démocrates et a déclenché de nombreuses querelles sur les futures orientations du parti et notamment en matière de politique étrangère⁴⁹. Ces nouvelles dissensions ont d'abord été manifestes dans les analyses différentes de la campagne proposées par les deux groupes⁵⁰. Ainsi, si le DLC a jugé fatale la volte-face finale de Gore en direction d'un populisme de gauche et de la classe ouvrière, les progressistes ont fait valoir que seule la réaffirmation des principes de la classe ouvrière avait permis à Gore de réaliser un bon parcours et qu'il avait échoué en raison du poids des années Clinton. Si les conflits à l'intérieur du parti portaient au départ surtout sur l'économie et le rôle de l'Etat, la politique étrangère est ensuite devenue un thème encore plus controversé.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu l'effet d'une bombe sur les démocrates, faisant éclater leur opposition, au demeurant plutôt divisée, aux politiques de l'administration Bush. Dès le lendemain des attaques, les démocrates ont fait passer la politique étrangère au second plan, préférant une approche bipartite de la lutte contre le terrorisme et de la démonstration de l'unité nationale. En outre, comme toujours en cas de guerre, la Maison-Blanche est inévitablement devenue le centre de toutes les attentions au détriment du Congrès. Sachant que le président a pris la tête de la lutte contre le terrorisme, que la sécurité nationale⁵¹ est traditionnellement perçue comme un point faible des démocrates et que Bush pratiquait un franc-parler macho, jurant de « traquer ces individus »⁵² inlassablement, les élections à mi-mandat de 2002 ont conduit à un désastre pour les démocrates, incapables de faire bonne figure sur les questions économiques⁵³.

Le 11 septembre, l'échec aux élections à mi-mandat et l'évolution du contexte international ont eu pour effet de favoriser un changement de conception de la politique étrangère au sein du parti démocrate, prôné depuis longtemps par le DLC. Le DLC soutenait depuis quelque temps que les démocrates devaient se renforcer sur les questions liées à la défense⁵⁴ et se défaire de leur réputation de frilosité héritée de la Guerre du Vietnam. Cette affirmation s'appuyait sur la conviction qu'une nouvelle ère venait de débiter dans les affaires internationales, qui d'après Will Marshall, stratège principal du PPI, repose sur plusieurs piliers : « mondialisation, démocratie, prééminence américaine et résolution collective des problèmes ». Selon W. Marshall, cette ère nouvelle nécessite une nouvelle stratégie américaine de politique étrangère, qu'il appelle « réalisme démocratique », basée sur des « valeurs morales et intérêts en matière de sécurité ». Il s'agit d'une stratégie reposant sur « l'exercice confiant de la puissance américaine » et visant à défendre l'intérêt national de

⁴⁹ Concernant la politique étrangère, Al From et Bruce Reed du DLC font valoir qu'il existe un clivage entre l'aile McGovern-Mondale du parti démocrate, qui se définit par une certaine frilosité sur le plan extérieur et par un libéralisme élitiste de groupes d'intérêt à l'intérieur du pays, et la longue tradition allant de Roosevelt, Truman et Kennedy à Clinton, qui prône une défense forte et plus d'opportunités à l'intérieur du pays. Lire Al From & Bruce Reed, « The Real Soul of the Democratic Party », *DLC Memo*, 15 mai 2003

⁵⁰ Pour plus de détails, lire le débat sur la stratégie de campagne d'Al Gore entre les Nouveaux démocrates et les progressistes, Mark Penn, Will Marshall, Guy Molyneux, Robert Borosage, Stanley B. Greenberg, « The Democrats' Next Step », *The American Prospect*, Vol. 12, n° 8, 7 mai 2001

⁵¹ D'après Dana Allin, au moins 50 % des Américains interrogés dans le cadre de sondages pendant la campagne électorale ont déclaré que la sécurité nationale et le terrorisme étaient leurs principaux sujets de préoccupation. Sur ces sujets, les républicains devançaient les démocrates de 40 points de pourcentage à l'époque.

⁵² Déclaration du président Bush à la base aérienne de Barksdale, 11 septembre 2001

⁵³ Pour un débat sur l'impact des élections, lire Dionne, E.J. Jr., et al., « After the Mid-Terms: Congress, the President, and Policymaking in 2003 », *Brookings Policy Brief*, n° 115

⁵⁴ Avec environ 30 millions d'électeurs travaillant dans le secteur de la défense (industrie, militaires, retraités, etc.), sans compter leurs familles, dont beaucoup se situent dans des Etats clés, l'intérêt pour le DLC de marquer des points sur les questions liées à la défense est facilement compréhensible.

l'Amérique, qui « affirme la mission spéciale dont est investie l'Amérique en tant que modèle de liberté individuelle et de démocratie dans le monde entier ». Cette stratégie devrait être adoptée non seulement au nom de la défense des intérêts nationaux mais également pour dessiner les contours d'un « environnement international favorable aux intérêts américains en matière de sécurité et d'économie »⁵⁵.

De fait, d'après le DLC, les démocrates devraient se renforcer dans l'idée d'une démocratie en armes telle que préconisée sous Truman et Kennedy, de manière à redécouvrir ce qu'ils désignent comme « libéralisme nationaliste ». A ce stade, le DLC soutient l'idée fondamentale que les démocrates doivent prendre leurs distances avec les idéaux d'internationalisme libéral caressés depuis longtemps et pour lesquels, d'après Charles Krauthammer, « les seules interventions [militaires] justifiées sont celles qui sont irréprochables moralement, c'est-à-dire celles qui ne sont pas corrompues par un quelconque soupçon d'intérêt national »⁵⁶. Les experts du DLC font valoir que les démocrates doivent commencer à accepter « l'importance cruciale de la puissance, y compris la puissance militaire, dans la défense de la sécurité, des intérêts et des valeurs américains »⁵⁷. Reconnaissant que cette nouvelle stratégie de libéralisme nationaliste pourrait créer la confusion avec le revirement opéré auparavant par les néo-conservateurs⁵⁸ sur la politique étrangère, lorsqu'ils ont quitté le parti démocrate, ses défenseurs font valoir qu'elle différerait de la politique étrangère de Bush à deux titres. D'une part, leur politique ne serait pas conservatrice, ce qui veut dire qu'il n'y aurait aucun lien entre politique étrangère et intérêt national, lien qui a terni l'image de l'administration Bush à l'étranger. D'autre part, la rhétorique serait opposée à la brutalité des républicains et les alliés seraient de nouveau traités comme des alliés. Ce qui est frappant, c'est que ces deux différences constituent de légers changements qualitatifs par rapport au programme de politique étrangère de Bush. Plus précisément, le DLC propose d'accroître les dépenses consacrées à la défense⁵⁹ et d'utiliser la force quand cela est dans l'intérêt des Etats-Unis, même préventivement si nécessaire, mais ces suggestions sont assorties de la perspective d'une société globale et d'une aide internationale accrue.

Si les défenseurs de cette politique s'engagent fortement sur le plan rhétorique vis-à-vis des alliés de l'Amérique, il est difficile d'entrevoir comment ils comptent concilier cet engagement avec les politiques qu'ils proposent. Ainsi, des experts comme Will Marshall signalent que la ratification de traités internationaux tels que le Protocole de Kyoto et le traité sur l'interdiction des mines terrestres à l'échelle mondiale n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique et qu'elle ne devrait donc pas avoir lieu⁶⁰. De la même manière, la vision de politique étrangère qu'ont les Nouveaux démocrates semble parfois manquer de cohérence.

⁵⁵ Will Marshall, « Democratic Realism: the Third Way », *Blueprint Magazine*, 1^{er} janvier 2000

⁵⁶ Charles Krauthammer, « Liberal Democrats' Perverse Foreign Policy », *Washington Post*, 11 juillet 2003

⁵⁷ Allin, Gordon & O'Hanlon, « The Democratic Party and Foreign Policy », *World Policy Journal*, printemps 2003

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Will Marshall, « Closing the Defense Gap », *Blueprint Magazine*, 25 mars 2002. Ces programmes de dépenses vont si loin que certains candidats démocrates ont critiqué les allègements fiscaux de Bush au motif qu'ils menaceraient le niveau des dépenses militaires. De la même façon, ils ont développé une argumentation en faveur d'un bouclier de défense anti-missile limité, lire Steven J. Nider, « A Third Way on Missile Defense », *Blueprint Magazine*, 10 septembre 2001

⁶⁰ Dans « Blast from the Past », Will Marshall met en garde les lecteurs contre les conséquences d'un retour au McGovernisme, qu'il compare au « multilatéralisme mou de la gauche activiste, qui se méfie du recours à la force militaire et recherche le consensus international », et défend au contraire le passage à « l'internationalisme musclé des centristes, qui voient dans la puissance américaine une force progressiste et libérale dans les affaires internationales », lire Will Marshall, « Blast from the Past », *Blueprint Magazine*, 30 juin 2003

Ainsi, tandis que W. Marshall critique durement la nouvelle stratégie américaine d'anticipation en la qualifiant d'unilatérale et fondée sur la « vieille illusion isolationniste de la droite sous une nouvelle forme »⁶¹, il préconise une politique étrangère musclée se réservant le droit de frapper de manière préventive si nécessaire. Il est difficile de dire comment ces deux positions peuvent être rendues conciliables.

Concernant les relations avec l'Union Européenne, les Nouveaux démocrates ont relativement peu de choses à dire à ce stade. Toutefois, les querelles durant la crise irakienne ont créé beaucoup d'agitation dans leurs rangs. Il semble que d'une manière générale les analystes du DLC adhèrent à la thèse tristement célèbre de Robert Kagan sur les relations entre les Etats-Unis et l'UE, qui soutient que l'Europe et l'Amérique sont essentiellement divisées sur la nécessité et l'usage de la force dans les relations internationales⁶². S'ils sont d'accord avec l'analyse qui conclut qu'à la lumière des événements l'Occident semble être à la dérive⁶³ et affichent du mépris pour ce qu'ils considèrent comme un nouvel anti-américanisme en Europe, ils n'en tirent pas de conséquences précises. Marshall fait valoir qu'à terme l'Occident survivra avec une Amérique puissante en son centre, en raison de l'incapacité des Européens et des autres à endosser le rôle joué par l'Amérique dans les relations internationales.

Du côté de l'aile progressiste ou libérale du parti démocrate, la conception de la politique étrangère demeure très proche de celle de l'internationalisme libéral, traditionnellement au cœur de la vision du monde des démocrates. Ainsi, les deux principaux centres de réflexion progressiste, l'ADA et le CAF, ont une conception analogue de l'importance des alliés, du droit international et du recours à la force. L'ADA affirme par exemple dans l'une de ses Déclarations sur « les libéraux et le défi du terrorisme » son soutien à la guerre contre le terrorisme mais revendique également une opposition fondamentale aux « actions qui nuisent aux droits et aux libertés civils »⁶⁴ entreprises sous couvert de la guerre. En outre, il avance cinq principes essentiels pour la guerre contre le terrorisme, en phase avec les exigences européennes : les actions menées doivent être multilatérales et respecter le droit international, l'usage de la force doit être une solution de dernier recours, l'aide internationale doit jouer un rôle clé et les Etats-Unis doivent éviter de s'éparpiller dans le monde⁶⁵. Ils prônent donc de « diriger en coulisses » au moyen d'une « stratégie subtile et perspicace d'élargissement et d'encouragement de la démocratie »⁶⁶, en s'appuyant sur les projets d'aide internationale à long terme pour promouvoir la démocratie. Le CAF a adopté une position similaire, faisant valoir que « c'est nous que la doctrine de la guerre préventive et l'insistance sur l'intervention unilatérale des Etats-Unis (...) contribuent à isoler et non les terroristes »⁶⁷.

Pour savoir de quel côté pourrait pencher le parti démocrate à l'avenir, il serait pertinent d'analyser l'influence de ces deux groupes ainsi que le parcours des candidats à l'élection présidentielle. Concernant l'importance des deux groupes, il semble évident que le DLC

⁶¹ Will Marshall, « The Pitfalls of Preemption », *Blueprint Magazine*, 2 décembre 2002

⁶² Will Marshall, « Is the West Finished », *Blueprint Magazine*, 15 avril 2003

⁶³ Peter Ross Range fait valoir qu'outre la différence de puissance l'interprétation erronée par l'Europe de la mutation profonde de la politique américaine après le 11 septembre contribue à accroître cette différence. Lire Peter Ross Range, « They Still Don't Get It », *Blueprint Magazine*, 2 décembre 2002

⁶⁴ Americans for Democratic Action, « Liberals and the Challenge of Terrorism », septembre 2001, disponible sur Internet à l'adresse <http://www.adaction.org/Liberals%20and%20Terrorism.htm>

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Larry Diamond, « Promoting 'Real' Democracy », *Blueprint Magazine*, 1^{er} janvier 2000

⁶⁷ CAF, « It is time to Take Back America », disponible sur Internet à l'adresse www.ourfuture.org

reflète mieux la majorité des représentants du parti démocrate⁶⁸, dans la mesure où il compte davantage de membres et où ses politiques ont suscité un grand intérêt durant l'ère Clinton. S'il n'est pas surprenant que les élections perdues en 2000, la confusion qui a régné au sein du parti démocrate en l'absence d'un leadership fort et la guerre contre le terrorisme aient entraîné une renaissance de la gauche, il n'est pas du tout certain que ce retour sera durable. Comme l'ont montré les sondages Gallup successifs⁶⁹, la population américaine s'est montrée davantage encline à adhérer à un programme conservateur qu'à des idées libérales. Sur les questions sociales, 37 % des Américains se considèrent comme conservateurs et 23 % comme libéraux⁷⁰. De même, sur les questions économiques, les proportions sont respectivement de 43 % et de 15 %. Ces chiffres sont éloquentes. Parallèlement, d'autres indicateurs tels que le recul spectaculaire du soutien au mariage des homosexuels⁷¹, la résistance des valeurs religieuses et le soutien massif de l'opinion publique à la guerre en Irak pourraient signifier que certaines des politiques progressistes sont en décalage avec les attentes de la population.

Il est également judicieux de prêter attention à l'évolution de la campagne des candidats à l'élection présidentielle. Si elle en est encore à son premier stade, l'horizon paraît lentement s'éclaircir et il est possible de commencer à faire des prévisions. Le thème prédominant est actuellement la montée en puissance d'un candidat, le gouverneur Howard Dean, et ce que de nombreux journaux décrivent comme un coup de barre général à gauche. Toutefois, une lecture plus attentive des articles justifie une certaine prudence quant à l'hypothèse d'une victoire précoce de la gauche. En effet, dans les sondages nationaux, les candidats pratiquement toujours en tête sont Joseph Lieberman, John Kerry et Dick Gephardt⁷², le premier et le troisième étant d'anciens présidents du DLC⁷³. Il est cependant vrai que Howard Dean a créé la surprise en réunissant beaucoup de fonds et en s'attirant suffisamment de voix pour se placer dans le groupe de tête en compagnie des trois candidats cités ci-dessus (et même proche de la première place dans la primaire du New Hampshire et de l'Iowa⁷⁴). Jusqu'à présent, peu de signes montrent qu'Howard Dean séduit en réalité d'autres électeurs que les libéraux traditionnels du parti démocrate, qui cherchent une occasion d'exprimer leur colère à l'égard de l'administration Bush et de ce qu'ils ressentent comme les égarements de l'élite du parti. Il faut également se souvenir que Lieberman, Kerry et Gephardt, qui précèdent Dean dans les sondages nationaux, séduisent les mêmes catégories d'électeurs et qu'ils doivent donc se partager ces voix potentielles, du moins pour le moment⁷⁵. Ces trois candidats ainsi que John Edwards ont soutenu Bush dans la guerre contre l'Irak, même si certains d'entre eux ont récemment critiqué sa gestion de la guerre. Il semble cependant exagéré d'y voir un virage à gauche de la campagne car ces critiques portent sur des aspects mineurs de la guerre.

⁶⁸ Avec 74 membres au sein de la coalition des Nouveaux démocrates à la Chambre des Représentants et 20 membres au sein de la coalition des Nouveaux démocrates au Sénat, il s'agit du groupe de démocrates le plus important au Congrès.

⁶⁹ Cité dans Al From, « National Purpose », *Blueprint Magazine*, 30 juin 2003

⁷⁰ Sur les questions sociales, la différence entre conservateurs et libéraux aux Etats-Unis réside principalement dans le soutien des seconds en faveur de questions telles que l'avortement, le mariage des homosexuels, le contrôle des armes, etc.

⁷¹ Sondage Gallup du 30 juillet 2003

⁷² Voir par exemple le sondage FOX news des 12 et 13 août 2003, qui fait apparaître que Lieberman est en tête avec 18 %, suivi de Kerry avec 13 %, de Gephardt avec 12 % et de Howard Dean avec 11 %.

⁷³ Dick Gephardt a été l'un des fondateurs et des premiers présidents du DLC, tandis que Lieberman a présidé le DLC de 1995 à 2000.

⁷⁴ Primaires traditionnellement très importantes car censées donner le ton des primaires suivantes.

⁷⁵ D'après le sondage Fox news cité ci-dessus, à eux trois, ces candidats recueilleraient 43 % des suffrages, contre 11 % pour Howard Dean.

Parallèlement, il faut noter que les trois principaux candidats ont largement adopté la position du DLC en matière de politique étrangère. Ils préconisent tous dans une certaine mesure d'accroître les dépenses liées à la défense, continuent de soutenir la guerre contre le terrorisme, une politique étrangère musclée et des relations étroites avec Israël, se montrent hésitants quant à certains des accords internationaux dénoncés par Bush et s'engagent à travailler en collaboration avec les alliés de l'Amérique de manière plus intense⁷⁶. Si les positions des uns et des autres diffèrent légèrement, Lieberman étant notamment plus conservateur, le fond demeure identique. Nombre de leurs positions sont également partagées par Dean, qui par exemple ne rejette pas le principe du recours à la force lorsque les intérêts américains sont en jeu, et se décrit comme un modéré sur la plupart des questions.

Le débat permanent entre l'aile gauche et l'aile droite du parti démocrate revêt une importance majeure pour l'avenir du parti et la nation toute entière. Si ces discussions semblent dominer le parti démocrate depuis longtemps et ont fini par déterminer ses choix politiques, il est fort probable que cette situation va se prolonger. Pourtant, un virage prononcé vers l'une des deux ailes du parti pourrait trouver son origine dans la modification significative du tissu social de l'Amérique. Pour le moment, les démocrates doivent gagner le soutien des libéraux du parti et des centristes modérés. L'incapacité à attirer l'aile gauche du parti démocrate pourrait comme par le passé se traduire par une candidature indépendante de gauche et coûter au candidat les voix nécessaires à la victoire. L'avenir nous dira si « l'insurrection de l'aile gauche » menée par Howard Dean aura cet effet ou si le DLC parviendra une fois encore à réunir le parti autour de ses positions.

L'ascension des républicains

A l'instar des démocrates, le parti républicain a pendant l'essentiel de la période consécutive à la Guerre Froide été miné par des querelles intestines. Ces querelles sont principalement imputables au paradoxe de la doctrine conservatrice, à savoir le clivage politique et philosophique entre les « libertaires » et les « traditionalistes ». Comme on le sait, les libertaires, s'inspirant de la grande tradition de penseurs occidentaux d'Adam Smith à Friedrich von Hayek, considèrent le marché comme l'interlocuteur parfait de l'homme et célèbrent la liberté humaine comme étant la valeur suprême. La pensée conservatrice plus traditionnelle, issue d'un courant de pensée qui remonte à Edmund Burke, s'inquiète toutefois des « excès moraux » du monde moderne et s'inspire de la pensée communautaire et religieuse, mettant en avant « la communauté plutôt que l'individualisme, les valeurs plutôt que le profit [et] l'autodiscipline plutôt que le consumérisme »⁷⁷.

En raison de ce schisme, les succès électoraux républicains dépendent traditionnellement du rapprochement réussi des deux camps. Durant la Guerre Froide, leur union temporaire dans ce que William Buckley Junior a judicieusement appelé « the Responsible Right » (la droite responsable) a perduré du fait de leur opposition commune à la menace communiste à l'étranger et au « managerialisme » de gauche à l'intérieur du pays. Cette coalition électorale, unie par une rhétorique féroce anti-communiste, a duré jusqu'aux années 1960 et 1970, marquées par l'émergence de deux nouveaux groupes au sein du parti républicain. Paradoxalement, celle-ci n'est pas liée à une évolution interne au parti républicain mais a été

⁷⁶ Pour retrouver les discours de politique étrangère les plus importants de certains candidats démocrates, voir le compte-rendu spécial de politique étrangère, « If I were President... », disponible sur Internet à l'adresse : http://www.foreignpolicy.com/issue_marapr_2003/democrats.html

⁷⁷ Elizabeth Arens, « Republican Futures », *Policy Review*, n° 106

dictée par un changement radical de la vision politique des démocrates. Néanmoins, ces changements ont été si profonds qu'ils ont irrémédiablement transformé le parti républicain.

Pendant cette période de changements radicaux, Richard Nixon a été le premier à reconnaître combien la radicalisation du parti démocrate l'avait éloigné de sa base électorale originelle. Il a rapidement mis au point une stratégie afin d'attirer ce réservoir d'électeurs blancs issus des classes moyennes et adeptes du conservatisme social dans le Sud et l'Ouest des Etats-Unis. En remportant la victoire grâce à ces électeurs, Nixon a entrepris un réaligement géographique de fond de la politique électorale américaine, qui s'est achevé dans les années 1990 et a fait entrer un nouveau groupe de populistes véhéments du Sud dans les rangs du parti républicain. Beaucoup de ces nouvelles recrues étaient très critiques au sujet du « managerialisme » croissant du gouvernement fédéral et préoccupés par les changements culturels qu'ils considéraient comme une menace pour leurs valeurs chrétiennes traditionnelles. La deuxième catégorie d'électeurs ayant changé de camp durant l'administration Carter était un groupe relativement restreint d'intellectuels souvent désignés sous le nom de néo-conservateurs. Tout aussi préoccupés par le radicalisme de la gauche, ils ne partageaient pas le conservatisme social de certains populistes mais étaient néanmoins inquiets de ce qu'ils percevaient comme des effets négatifs de la modernité⁷⁸.

Ayant rejoint les rangs du parti républicain, ces deux groupes ont rapidement entrepris d'éliminer le comportement réactionnaire traditionnel des membres dits « paléoconservateurs »⁷⁹ et dans une certaine mesure l'anti-étatisme des néolibéraux. Les néo-conservateurs, qui ont créé une série de groupes de réflexion à succès à Washington, sont souvent parvenus à influencer l'orientation politique du parti républicain. Bien organisés et influents, ils sont bientôt devenus le centre d'une nouvelle « droite respectable » et ont contribué à un virage à droite de l'ensemble du centre politique. Reagan a été le premier à former une coalition regroupant les quatre groupes conservateurs au gouvernement mais il a fini par ébranler la droite conservatrice traditionnelle et par détruire l'aile paléoconservatrice du parti. Cependant, à la fin de sa présidence, la grande coalition électorale qu'il avait créée sur la base d'un anti-communisme agressif s'est dissoute devant le leadership fragile de George H. W. Bush.

Désabusés et divisés au sujet de la vision de Bush d'une « Amérique plus courtoise et plus modérée »⁸⁰ et de son concept de « nouvel ordre mondial », il manquait aux républicains un ennemi commun contre lequel s'unir. Ils étaient par ailleurs trop faibles pour s'opposer sérieusement à un Bill Clinton charismatique, qui a fait campagne sur un programme modéré. Devant la grande frustration causée par les modérés de l'administration Bush, la direction interne du parti a été dominée par des républicains agressifs du Sud et du Sud-ouest comme Newt Gingrich et Trent Lott. Gingrich, idéologue étroitement lié à l'aile droite du parti républicain, a déclaré : « la politique s'apparente à la guerre sans le sang » et a souvent dénoncé les libéraux comme étant « les ennemis des Américains normaux »⁸¹. Faisant campagne pour son « Contrat avec l'Amérique »⁸², il a développé une stratégie électorale axée sur les valeurs traditionnelles des classes moyennes américaines, un gouvernement de petite

⁷⁸ Emboitant le pas à Leo Strauss, certains néo-conservateurs estiment que la condition moderne est responsable des deux guerres mondiales et que le renforcement des valeurs américaines traditionnelles est nécessaire. Lire Ted McAllister (1995), *Revolt against Modernity. Leo Strauss, Eric Voeglin and the Search for a Postliberal Order*

⁷⁹ Autre nom pour désigner les conservateurs « traditionnels »

⁸⁰ Schaller & Rissing, *The Republican Ascendancy. American Politics 1968-2001*

⁸¹ Ibid.

⁸² Newt Gingrich, « Contract with America », in Gregory Schneider (2003), *Conservatism in America*

taille et transparent, un accroissement des dépenses militaires et une résurgence du patriotisme. Grâce à ce programme, les républicains ont remporté une victoire spectaculaire lors des élections à mi-mandat de 1994⁸³, faisant entrer au Congrès une nouvelle génération de républicains jeunes, dynamiques et radicaux.

Toutefois, la «révolution républicaine» tant acclamée s'est révélée prématurée et a de nouveau échoué. La tentative de faire voter certaines réformes sociales radicales a elle aussi échoué devant le poids croissant du militantisme de droite à l'intérieur du pays⁸⁴ et la nouvelle ligne politique plus centriste adoptée par Clinton. Au cours de cette période, la politique étrangère des républicains revêtait trois formes : la première, centrée sur la primauté à l'échelle mondiale, préconisait l'accroissement des dépenses liées à la défense et l'interventionnisme militaire⁸⁵, la deuxième, adoptée par les réalistes conservateurs traditionnels, reposait sur l'équilibre des pouvoirs et le rejet de l'idée de progrès dans les affaires internationales et la troisième était dominée par les nationalistes de droite, qui imaginaient un rôle moins engagé pour les Etats-Unis dans le monde⁸⁶. Si ces différents groupes n'étaient pas nécessairement antagonistes, ils symbolisaient certaines tendances de la politique étrangère des républicains qui restent encore valables.

Le camp «isolationniste» soutient l'idée qu'à l'issue de la Guerre Froide il était temps pour les Etats-Unis de se désengager du monde et de tenir compte de l'avertissement de Washington, qui préconisait d'éviter les alliances avec d'autres pays. Intellectuellement, cette tendance s'inspire de la tradition paléoconservatrice et a été influencée par une analyse historique de la situation de l'Amérique qui figure dans des ouvrages tels que «The Rise and Fall of the Great Powers» de Paul Kennedy. La figure emblématique de cette école est Pat Buchanan⁸⁷, l'un des premiers à prôner un retour à une politique étrangère de type «America First» (l'Amérique d'abord). Révulsé par l'engagement toujours plus important de l'Amérique dans le monde postérieur à la Guerre Froide, il a adressé cette mise en garde : «le nombre croissant d'engagements dans le monde, tandis que la puissance nationale décline, ouvre la voie à des guerres sans fin et à un désastre final»⁸⁸.

Buchanan s'est fermement opposé à la première Guerre du Golfe, faisant valoir qu'il n'était pas dans l'intérêt des Etats-Unis d'y participer et que les seuls qui en profiteraient seraient le lobby juif et l'industrie pétrolière. Il a critiqué une politique étrangère activiste, l'immigration et la mondialisation et estimé que l'Amérique semblait dans une guerre culturelle. Il faut cependant noter que Buchanan est parfois trop facilement accusé d'isolationnisme. Plus qu'isolationniste, sa vision politique est dictée par la volonté de ne pas s'empêtrer dans des alliances internationales afin de préserver la liberté d'action de l'Amérique. Des engagements superflus ne feraient qu'affaiblir les Etats-Unis. Comme il l'a écrit : «Serons-nous éternellement pris au piège d'alliances internationales qui nous impliqueront et nous enliseront dans tous les nouveaux grands conflits éclatant sur le

⁸³ Au cours de cette élection, les républicains ont gagné 52 sièges à la Chambre des Représentants et 9 au Sénat ainsi que 11 postes de gouverneur.

⁸⁴ Au milieu des années 1990, les Etats-Unis ont été confrontés à leur propre forme de terrorisme, issue de la droite de l'échiquier politique. Des événements tels que le bombardement d'un immeuble du gouvernement fédéral à Oklahoma City et une fusillade entre la police fédérale et une secte religieuse de droite à Waco ne présageaient rien de bon pour l'aile droite du parti républicain, décrite comme proche de ces groupuscules.

⁸⁵ Les néo-conservateurs emmenés par John McCain et leurs principaux penseurs comme Kristol, Kagan, Krauthammer et d'autres avec le soutien des conservateurs du Sud.

⁸⁶ Les isolationnistes au sein d'une petite minorité rassemblée autour de Pat Buchanan et de Jesse Helms.

⁸⁷ Lire l'ouvrage de Pat Buchanan, «A Republic, Not an Empire: Reclaiming America's Destiny»

⁸⁸ Buchanan, «A Republic, Not an Empire», in Gregory L. Schneider, *Conservatism in America since 1930*

continent eurasiatique, jusqu'à ce que nous soyons aussi diminués que les autres puissances du vingtième siècle ? ». De fait, Buchanan ne propose pas un isolationnisme conventionnel mais un retour à la politique étrangère américaine du vingtième siècle qui, selon lui, n'était pas isolationniste : « le message du Discours d'adieu à la nation de Washington n'était pas d'isoler l'Amérique de l'Europe mais de préserver son indépendance par rapport à l'Europe »⁸⁹.

Le deuxième courant de pensée au sein du parti républicain, les « néo-conservateurs », bien que très discuté et souvent cité, est plutôt difficile à définir. L'école néo-conservatrice originelle trouve son fondement dans les guerres culturelles des années 1960 et dans la radicalisation du parti démocrate. Au départ, les membres de cette école se distinguaient par la force de leurs convictions anti-communistes, leur opposition à la modernité et leur défense inflexible des valeurs américaines dans le monde entier. En passant dans le camp républicain sous l'administration Carter et en occupant des positions gouvernementales importantes pour la première fois sous Reagan, cette école, à la fin de la Guerre Froide, était devenue un courant dominant du parti républicain et avait perdu beaucoup de sa force originelle. La nouvelle modération affichée par les néo-conservateurs est véritablement devenue évidente à l'occasion d'un long débat interne parmi leurs fondateurs à la fin de la Guerre Froide. S'ils continuaient à défendre l'exception américaine et son rôle particulier dans le monde, ils ont lancé des mises en garde contre la tentation de partir en croisade pour la liberté. Ainsi, Robert W. Tucker a par exemple préconisé l'adoption d'un « cadre de stabilité et de modération dans lequel les institutions démocratiques pourraient prendre racine et se développer », les Etats-Unis agissant comme « une force d'autonomie simplement à titre d'exemple »⁹⁰. De la même façon, Jeane Kirkpatrick a affirmé qu'« il n'existe pas de mission ou de finalité mystique de l'Amérique »⁹¹ et que, par conséquent, les Etats-Unis devraient essentiellement se préoccuper de leurs problèmes intérieurs. Toutefois, à mesure que de nombreux néo-conservateurs « de la vieille école » reculaient pour prôner la modération et le gradualisme, une nouvelle génération de néo-conservateurs se préparait à prendre la tête du mouvement.

Le premier signe visible de ce mouvement a été la théorie du « moment unipolaire » de Charles Krauthammer. L'auteur fait valoir que l'ancien ordre mondial bipolaire a laissé la place à un nouveau monde unipolaire dominé par l'Amérique. Dans ce monde, les Etats-Unis doivent selon Krauthammer continuer à agir unilatéralement afin de défendre leurs intérêts et « l'ordre mondial ». En outre, dans l'intérêt du monde, l'Amérique doit faire preuve d'indifférence à l'égard des alliances et du droit international puisqu'elle exerce son pouvoir « avec bienveillance » et n'a donc pas besoin de s'empêtrer dans des lois internationales élaborées uniquement par des pays désireux de contenir sa liberté d'action⁹². D'après Krauthammer, il faut que les Etats-Unis adoptent cette démarche afin de défendre le pays contre les dangers d'un monde nouveau tels que le terrorisme et le nationalisme agressif. L'un des premiers à adhérer à ce point de vue a été Elliott Abrams⁹³, qui a préconisé d'axer le rôle

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ Robert W. Tucker, « Exemplar or Crusader », in John Ehrman (1995), *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs 1945-1994*

⁹¹ Jeane Kirkpatrick, « A normal country in a normal Time », in John Ehrman (1995), *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs 1945-1994*

⁹² La théorie originelle de Charles Krauthammer a été développée dans son article de politique étrangère de 1990/91 intitulé « The Unipolar Moment » et très récemment réitérée dans « The Unipolar Moment Revisited », *The National Interest*, hiver 2002/03 et ses contributions régulières dans les pages éditoriales du Washington Post.

⁹³ Elliott Abrams est actuellement Conseiller principal du président et Directeur des affaires du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale.

de l'Amérique sur l'utilisation de sa prépondérance pour faire appliquer des normes internationales de conduite, à l'image de ce qu'avaient fait les Britanniques au cours du dix-neuvième siècle⁹⁴. Ainsi, il y avait et il continue dans une certaine mesure d'y avoir des tensions au sein du mouvement néo-conservateur au sujet du bien-fondé des « croisades démocratiques ». Toutefois, dans le courant des années 1990, une nouvelle génération de néo-conservateurs affichant un goût prononcé pour une politique étrangère « à la Krauthammer » a progressivement émergé.

Appuyée par des cercles de réflexion tels que the American Enterprise Institute, the Heritage Foundation, the Center for Security Policy et the Project for the New American Century, exposée dans le *Weekly Standard*, le *National Review* et dans les pages éditoriales du *Wall Street Journal*, cette nouvelle forme de néo-conservatisme plus radical a séduit de plus en plus d'individus. Trouvant une première expression dans le texte *Defense Planning Guidance*⁹⁵ rédigé en 1992 par Paul Wolfowitz et Scooter Libby, elle n'a pas alors recueilli un soutien massif mais a été présentée à nouveau dans l'article de William Kristol et Robert Kagan intitulé « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy » à l'automne 1996. Dans ce dernier, Kristol et Kagan appellent vivement les républicains à prendre leurs distances avec le réalisme conservateur de Henry Kissinger dans les affaires étrangères et à adopter une nouvelle « morale dans la politique étrangère » ancrée dans les années Reagan. Ils font valoir qu'il n'est plus possible d'appliquer le programme néo-conservateur dans le pays sans avoir de programme cohérent à l'extérieur et lancent une mise en garde : « Le fait pour les conservateurs de prôner l'importance des éléments fondamentaux de la tradition occidentale à l'intérieur du pays mais d'afficher une indifférence face au sort des principes américains à l'étranger constitue une incohérence qui ne peut que nuire aux fondements du conservatisme »⁹⁶.

Afin de donner à cette politique étrangère néo-reaganienne une dimension nationale, Will Kristol et David Brooks ont fait renaître le thème de la « grandeur nationale », qui associe une politique étrangère interventionniste des institutions nationales inspirées d'Alexander Hamilton et Theodore Roosevelt et de l'héritage moral de Lincoln. Ils font valoir que la classe politique devrait redonner à la politique des objectifs de grande envergure en intégrant à ses programmes de grands projets nationaux tels que la bibliothèque du Congrès, des réserves naturelles et des édifices culturels. Ils rejettent non seulement la tradition du réalisme conservateur mais également la tradition ancienne de la doctrine libertaire au sein du parti républicain. Forts de leur attachement aux trois M, puissance militaire, moralité et maîtrise, et de leur croyance en une alliance d'intérêt entre l'Etat d'Israël et les Etats-Unis, les néo-conservateurs possèdent encore certains traits des libéraux d'autrefois, à l'exception de leur opposition au droit international et à l'interdépendance économique.

Enfin, le troisième courant de pensée parmi les conservateurs, de loin le plus important à l'époque probablement, était le réalisme pragmatique auquel s'opposaient les néo-conservateurs. Le réalisme a été introduit aux Etats-Unis par des émigrés européens comme Morgenthau et Carr et amené à la perfection par Henry Kissinger. Issus d'une tradition remontant à Machiavel et Hobbes, les réalistes demeurent méfiants quant à la possibilité du progrès humain et perçoivent la politique internationale comme une simple lutte de pouvoir. Si d'après cette conception l'instauration prudente d'un équilibre entre les Etats peut se

⁹⁴ Elliott Abrams, « Why America must Lead », in John Ehrman

⁹⁵ Le texte DPG de 1992 n'a pas été adopté en raison de fuites dans la presse qui ont fait apparaître une nouvelle doctrine radicale fondée sur la primauté et l'anticipation.

⁹⁶ Kagan & Kristol, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 75, n° 4, juillet/août 1996

traduire par des périodes de stabilité temporaire, il s'agit généralement du mieux qui peut être espéré. Les réalistes américains sont comme le dit Tucker «exemplaires », c'est-à-dire qu'ils « se méfient du coût d'une politique étrangère messianique et se montrent sceptiques quant à la capacité des Etats-Unis à changer réellement la donne politique dans d'autres pays »⁹⁷. Ainsi, plutôt que de se mettre en quête de monstres à abattre à l'étranger, les réalistes militent pour une application sereine du pouvoir militaire lorsque cela est dans l'intérêt des Etats-Unis.

Si les réalistes croient au rôle joué par les alliances temporaires, ils rejettent foncièrement l'éventualité d'institutions internationales indépendantes. D'après eux, les institutions internationales sont toujours garantes du statu quo et ne peuvent être considérées comme des acteurs indépendants sur la scène internationale. Par conséquent, l'idée que les Etats doivent se soumettre partiellement à leur autorité leur est globalement étrangère. Après la Guerre Froide, les réalistes américains affirmaient que l'éclatement du système bipolaire, considéré par la majorité des réalistes comme la forme la plus stable de gouvernance internationale, risquait de donner naissance à un monde multipolaire de moins en moins stable. Cette crainte a été exprimée avec beaucoup de force dans l'ouvrage de Mearsheimer⁹⁸, qui a fait remarquer qu'il pouvait en résulter la réapparition d'une rivalité entre les grandes puissances européennes. Les réalistes ont donc soutenu en masse une présence permanente des Etats-Unis en Europe ainsi que l'expansion de l'OTAN pour garantir une certaine stabilité en Europe orientale, région traditionnellement en crise. Le soutien permanent des réalistes à l'égard de l'Union Européenne, même s'ils n'y voient que l'affirmation de la domination de l'Allemagne et de la France, peut être interprété de la même manière. En dernière analyse, en comparant réalisme et néo-conservatisme, il semble possible d'adhérer au point de vue de Gideon Rose, pour qui « les réalistes américains recherchent l'ordre et espèrent qu'il débouchera sur la justice, tandis que les néo-conservateurs américains recherchent la justice et espèrent qu'elle favorisera l'ordre »⁹⁹.

Les divisions entre ces différents courants ont été à l'origine de certaines incohérences dans le programme républicain de politique étrangère. Les républicains ont rejeté la coopération internationale et ont bloqué le paiement des sommes dues aux Nations Unies, des engagements en faveur de l'aide alimentaire, la réduction du nombre d'ogives nucléaires ainsi que la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils ont accusé Clinton d'avoir vendu des secrets nucléaires aux Chinois et d'avoir engagé les forces américaines dans des missions périlleuses qui n'étaient pas dans l'intérêt de la nation. Toutefois, l'initiative de loin la plus surprenante a été prise lorsque les républicains siégeant à la Chambre des Représentants ont massivement voté contre la participation des troupes américaines à une force de maintien de la paix de l'OTAN au Kosovo et lorsque de nombreux républicains siégeant au Sénat se sont même opposés à des frappes aériennes de l'OTAN contre les forces serbes¹⁰⁰. Une attitude dogmatique et parfois excessive a atténué la portée des accusations lancées par certains républicains, pour qui Clinton était lui-même coupable d'incohérence en matière de politique étrangère et n'avait pas de véritable programme. C'est pourquoi les républicains ne possédaient pas un net avantage en matière de politique étrangère à la veille de la campagne pour les élections de 2000.

⁹⁷ Robert W. Tucker in John Ehrman (1995), *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs 1945-1994*

⁹⁸ John Mearsheimer (2001), *The Tragedy of Great Power Politics*

⁹⁹ Gideon Rose, « Present Laughter or Utopian Bliss », *The National Interest*, n° 58, hiver 1999/2000

¹⁰⁰ Robert Kagan, « Kosovo and the Echoes of Isolationism », *The New York Times*, 24 mars 1999

Contrairement à ce que l'intuition pourrait nous inciter à penser, Bush s'est présenté comme un modéré lorsqu'il a été investi comme candidat du parti. Faisant campagne autour d'un programme de «conservatisme compatissant », sur les questions de politique étrangère, sa position semblait davantage teintée de réalisme conservateur. Prônant la modération dans la conduite de la politique étrangère, il a lancé des mises en garde contre un accroissement excessif des engagements militaires américains, affirmant : « Si nous ne cessons pas de déployer nos troupes dans le monde entier dans le cadre de missions de construction de nations, nous allons être confrontés à un grave problème »¹⁰¹. La nomination de Collin Powell au poste de Secrétaire d'Etat et la publication de deux articles rédigés par Condoleezza Rice et Robert Zoellick¹⁰², largement perçus comme les déclarations fondamentales de politique étrangère de sa campagne, ont semblé confirmer cette vision. Cependant, Bush est également resté proche des républicains controversés et de la droite chrétienne. A un autre moment, alors qu'il avait le soutien total et entier de la coalition libertaire du « laissez-nous seuls », il n'était pas toujours cohérent avec son opposition à l'importance de l'Etat. Ainsi, il déclarait : « trop souvent, mon parti a confondu la nécessité d'un gouvernement limité avec un mépris pour le gouvernement lui-même » ou « la main invisible fait beaucoup de miracles mais elle ne peut toucher le cœur humain ».

La stratégie de conservatisme compatissant de Bush semblait mélanger les théories de la société civile et le communautarisme chrétien du début des années 1990. Elle prétend combiner « les idées économiques de Hayek, qui croit en un Etat limité et une fiscalité peu élevée, et la pensée sociale de James Q. Wilson, pour qui les valeurs morales et la responsabilité personnelle font partie intégrante d'une société saine ». Au cœur de cette stratégie se trouvait la confiance dans le fait que des organisations communautaires enracinées dans la foi se substitueraient à l'Etat providence. Bush avait expérimenté certaines de ces stratégies lorsqu'il était gouverneur du Texas et n'a pas opéré de retour au programme libertaire durant la campagne électorale. Toutefois, les idées du conservatisme compatissant ont progressivement cédé du terrain et il est difficile de dire que Bush s'est appuyé sur elles uniquement pour se présenter davantage comme un candidat modéré et séduire les électeurs centristes. Actuellement, certaines stratégies de la Maison-Blanche telles que l'initiative en faveur des organisations enracinées dans la foi et le soutien à l'Afrique dans la lutte contre le sida peuvent être considérées comme le prolongement de la stratégie de conservatisme compatissant.

Cependant, les positions commençant à se durcir, Bush a de nouveau privilégié le thème de la « grandeur nationale »¹⁰³ évoqué ci-dessus et prôné par le journal néo-conservateur « Weekly Standard » et son rédacteur en chef William Kristol. Ce thème combinait une politique étrangère interventionniste et coercitive avec la croyance en un patriotisme fondé sur les idéaux américains traditionnels. Pour Kristol, plutôt que la religion¹⁰⁴, le patriotisme serait un ciment pour unir l'Amérique. Néanmoins, le thème de la grandeur nationale a au départ été lancé avec beaucoup de succès par John McCain lors des primaires. Bien que méprisé par la direction du parti républicain, McCain a fait entrer de nombreuses personnes en politique pour la première fois et a notamment trouvé un écho auprès des plus jeunes¹⁰⁵. Sans surprise, Bush s'est enthousiasmé pour l'essentiel de la rhétorique de McCain dans la suite de la campagne

¹⁰¹ Bush cité dans David Boaz, « Bush's Third Way betrays true Conservatism », *The Australian*, 31 janvier 2003

¹⁰² Robert Zoellick, « Campaign 2000 – A Republican Foreign policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, n° 1, janvier/février 2000 ; Condoleezza Rice, « Campaign 2000 – Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, Vol. 79, n° 1, janvier/février 2000

¹⁰³ Arens, « Republican Future », *Policy Review*, n° 106

¹⁰⁴ Le conservatisme compatissant voit quant à lui dans la religion le moyen d'unir l'Amérique.

¹⁰⁵ Tod Lindberg, « Bush's Achilles Heel. In Search of Greatness », *Blueprint Magazine*, mai/juin 2002

électorale. Un troisième thème a été lancé au cours de la campagne de 2000, celui de la « new investor class »¹⁰⁶, libertaire à l'origine et davantage tourné vers les besoins de ceux qui investissent en Bourse.

A l'image de Reagan, Bush a tenté de reproduire un amalgame de ces approches, en mélangeant les religieux, les réalistes et les néo-conservateurs avec les libertaires et les conservateurs sociaux de la vieille école. S'efforçant de fusionner tous ces courants, il a dans son discours d'ouverture mis en avant le slogan de « civilité, courage, compassion et caractère »¹⁰⁷. Mêlant allègements fiscaux et tarifs douaniers protecteurs, nationalisme exacerbé sur la scène internationale et discours moral et religieux à l'intérieur du pays et se présentant comme le valeureux défenseur de la patrie américaine, Bush a pu préserver une coalition fragile de ces différents groupes. Cependant, le thème le plus fédérateur d'entre tous était celui de la grandeur nationale. Pendant la campagne déjà, le thème de la grandeur nationale a beaucoup apporté à ses partisans. Satisfaisant avant tout les désirs des néo-conservateurs, il promettait également des fonds aux entreprises, la suprématie militaire aux réalistes et le patriotisme et les valeurs traditionnelles à la droite chrétienne. Les événements du 11 septembre n'ont pu que contribuer à valoriser la notion de « grandeur nationale », écrasant l'isolationnisme et coupant l'herbe sous le pied des néo-libéraux opposés à la prise en charge de l'économie par le gouvernement. Depuis lors, les différences entre les groupes conservateurs sont plus théoriques que réelles.

A l'évidence, les questions qui demeurent posées sont les suivantes : la grandeur nationale (ou néo-conservatisme) est-elle devenue l'expression globale des ambitions républicaines en matière de politique étrangère ? Quel est le rôle joué par l'Europe dans ce contexte ? Il semble possible de répondre par l'affirmative à la première question. En effet, les événements du 11 septembre ont fortement contribué à la diffusion de certains des principes fondamentaux du néo-conservatisme. Ainsi, les notions d'activisme en matière de politique étrangère, de pertinence des valeurs et de liberté d'action non entravée des Etats-Unis sont devenues des principes reconnus par l'ensemble des républicains. Néanmoins, certaines différences subsistent entre les partisans de la grandeur nationale et l'école du réalisme traditionnel. Si les réalistes recommandent la prudence et consentent au recours à la force militaire uniquement au motif qu'un intérêt national crucial est en jeu, les néo-conservateurs acceptent que la force militaire soit utilisée dans les situations où seules des questions morales sont en cause. Cette différence semble toutefois tenue car elle repose sur une définition de l'intérêt national qui exclut la défense de certains principes moraux, ce qui ne semble plus être adapté à la situation actuelle.

Sur la question de l'intégration européenne, les experts du parti ont généralement été moins véhéments, jusqu'à l'apparition d'un désaccord concernant la conduite de la guerre contre le terrorisme. Face à ces événements, les voix suggérant une démarche sélective vis-à-vis de l'Union Européenne ont certainement étouffé les voix les plus amicales. En outre, au sein d'une certaine frange de l'establishment conservateur, il est devenu un lieu commun de préconiser des relations plus étroites avec ce que l'on désigne communément sous le nom de « Anglosphère »¹⁰⁸ ainsi qu'avec d'autres pays de l'Union Européenne, plutôt qu'avec l'UE

¹⁰⁶ Les défenseurs de cette approche officient dans le National Review, à savoir Richard Nadler et Ramesh Ponnuru, et dans les pages commentaires du Wall Street Journal, à savoir Lawrence Kudlow et Paul Gigot

¹⁰⁷ George W. Bush, « Discours d'ouverture », 20 janvier 2001

¹⁰⁸ L'idée d'une Anglosphère a d'abord été développée par James C. Bennet, également fondateur du Anglosphere Institute, présidé par Mme Thatcher. Lire James C. Bennet, « An Anglosphere Primer », Foreign Policy Institute, 2001

prise dans son ensemble. L'indifférence à l'égard de l'Europe semble partiellement imputable au fait que certains points du nouveau programme républicain de politique étrangère sont diamétralement opposés à ce pour quoi milite l'Union Européenne. Ainsi, la vision des affaires étrangères fondée sur la confiance en des normes internationales négociables, le désir de conserver une voix indépendante et l'adhésion à un relativisme moral va à l'encontre des fondamentaux du consensus républicain dominant en matière de politique étrangère.

Vers un consensus inter-partis ?

En comparant les débats internes au sein des partis républicain et démocrate, il est possible de distinguer une évolution intéressante qui s'est produite de manière analogue dans les deux camps. En effet, chacun des deux partis a progressivement donné naissance à un groupe d'intellectuels plus ou moins incontesté, qui détermine sa vision de la politique étrangère. Cela est d'autant plus intéressant que les deux groupes se sont lentement développés à partir de l'opposition au mouvement contre-culturel au sein du parti démocrate. Si l'origine de leurs idées et l'influence prépondérante qu'ils exercent sur la politique des partis demeurent assurément sujettes à débat, la similitude frappante de certaines des idées qu'ils avancent ne semble faire aucun doute. De fait, il pourrait bien exister un nouveau consensus inter-partis en matière de politique étrangère, issu des restes de l'ère postérieure à la Guerre Froide. Par conséquent, tout comme l'ensemble des gouvernements démocrates et républicains ont adhéré aux deux stratégies d'endiguement et de dissuasion à l'époque de la Guerre Froide, une nouvelle stratégie double, dictée par une nouvelle menace et reposant sur les principes d'anticipation et d'élargissement démocratique, pourrait lentement revendiquer sa place dans la conception de la politique étrangère des deux partis. Si cette affirmation peut sembler controversée, l'évolution progressive des stratégies des partis en matière de politique étrangère semble amplement la justifier. Ainsi, la comparaison directe entre les fondamentaux des deux stratégies fait apparaître de nombreux points communs dans les domaines suivants :

- Un consensus global a été trouvé sur le principe général de l'activisme en matière de politique étrangère, contrairement aux sirènes d'un nouvel isolationnisme américain qui pouvaient parfois retentir dans la période qui a immédiatement suivi la Guerre Froide ;
- Un accord existe concernant la primauté de la force militaire dans les affaires internationales, s'opposant à toute une série de théories qui ont proliféré dans les années 1990 au sujet de l'incapacité de la force militaire à influencer sur les affaires internationales et insistaient sur la supériorité de l'économie et de la diplomatie dans un monde interdépendant ;
- Un engagement en faveur de la préservation du leadership incontesté de l'Amérique dans le domaine des affaires militaires ;
- L'application de la force militaire de manière préventive afin de défendre les intérêts américains, bien qu'encore contestée par certains membres de l'establishment démocrate, a lentement commencé à relever du domaine de l'acceptable ;
- L'idée d'une Amérique dotée d'une nouvelle destinée manifeste et devant chercher activement à promouvoir ses idéaux et valeurs a été réactivée par les dangers de la Guerre du Vietnam ;
- La référence fréquente des deux partis au programme de politique étrangère de Truman et Theodore Roosevelt et leur engagement à adopter le style de ces deux présidents en matière de politique étrangère.

Toutefois, sur la question décisive de l'utilité du droit international et des alliances permanentes, certaines différences subsistent entre les deux partis. Ainsi, si la plupart des républicains contestent l'utilité des deux éléments, hormis en vue d'obtenir une approbation internationale pour les plans d'action américains, les démocrates y demeurent attachés du moins sur le plan rhétorique. Sans surprise, ce point semble toujours être le facteur déclencheur de la plupart des querelles entre les deux partis sur les questions de politique étrangère. La différence semble néanmoins parfois plus ténue qu'elle n'est communément décrite et on peut se demander jusqu'où sa coexistence avec une politique étrangère qui met sur le même plan les intérêts nationaux de l'Amérique et ceux du reste du monde est possible. Ainsi, sur des questions telles que les droits de l'homme internationaux, l'avenir du réchauffement planétaire ou la guerre contre l'Irak, les experts au sein du parti démocrate semblent disposés à ne pas respecter au moins temporairement leurs engagements dans le cadre d'alliances internationales. Le plus souvent, ils considèrent ces engagements comme un obstacle à la défense des intérêts de l'Amérique et par extension du monde entier. La capacité d'une équipe démocrate, qui approuve la plus grande partie du programme républicain de politique étrangère, à conduire une politique étrangère qualitativement différente de celle de l'administration Bush sur le fond demeure donc très incertaine.

III. L'OPINION PUBLIQUE ET L'IDENTITE NATIONALE AMERICAINE

L'exception américaine et son identité nationale

Comme nous avons essayé de le montrer dans les deux premières parties de cette étude, si la politique étrangère et l'opinion des élites américaines ont été caractérisées par une certaine continuité pendant l'ère postérieure à la Guerre Froide, elles ont également considérablement évolué. Ainsi, nous pouvons affirmer que les attentats du 11 septembre ont entraîné un changement perceptible de l'attitude en matière de politique étrangère et une convergence croissante de l'opinion des élites sur le rôle futur des Etats-Unis dans le monde. Toutefois, ces changements laissent présager une possible évolution de la politique américaine, à savoir une modification de l'opinion de la population fondée sur le lien étroit qui unit la politique étrangère américaine et le nationalisme américain. L'affirmation de l'existence de ce lien exige néanmoins une attention toute particulière. Ainsi, s'il est communément admis que les élites politiques exercent une grande influence sur l'évolution de l'opinion publique, la réciproque est contestable dans de nombreux cas, sachant que la population influe souvent très peu sur le processus décisionnel en matière de politique étrangère. Cependant, dans le cas des Etats-Unis, le lien entre l'opinion publique et les décisions en matière de politique étrangère est peut-être plus étroit qu'ailleurs. Ce lien étroit s'explique généralement par le fait que la nation américaine est exceptionnelle de par son caractère et se définit par un credo américain unique et l'existence d'une religion civile forte. Comme l'a fait remarquer Arthur Schlesinger, « le penchant de l'Amérique à s'attribuer une valeur transcendante et à se définir comme exceptionnelle reflète la confluence de courants intellectuels et religieux qui ont été canalisés par des circonstances historiques accidentelles et se sont renforcés alors que l'Etat devenait plus puissant »¹⁰⁹. Si tel est le cas, cela suppose que l'évolution perceptible de la politique étrangère américaine depuis la fin de la Guerre Froide doit s'être accompagnée d'une transformation profonde de la manière dont l'Amérique se considère comme une nation, les attentats correspondant à « un moment de clarification dans la conscience collective de la nation »¹¹⁰.

Afin d'étudier l'évolution de l'opinion publique américaine et de savoir si elle coïncide avec l'opinion des élites, il faut donc comprendre pourquoi les Américains perçoivent généralement les Etats-Unis comme un pays qualitativement différent et, dans une certaine mesure, meilleur que les autres. Dans son sens le plus général, le concept d'« exception américaine », utilisé pour la première fois par Alexis de Tocqueville¹¹¹, renvoie à la perception des Etats-Unis comme une nation différente des autres en raison de son histoire, de son tissu social et de ses institutions politiques uniques. Parallèlement, en tant que nation exceptionnelle, l'Amérique est souvent considérée comme investie d'un rôle spécifique dans le monde, celui de diffuser ces valeurs uniques dans l'intérêt de tous. Cette vision d'un pays exceptionnel doté d'une destinée particulière a été traditionnellement approuvée, adoptée et répétée dans l'histoire américaine et, comme le souligne Koh, « elle se retrouve dans la rhétorique de pratiquement tous les présidents américains, du Discours d'adieu à la nation de Washington, au Discours de Gettysburg de Lincoln, à l'image de Reagan d'une cité brillante

¹⁰⁹ Arthur Schlesinger cité dans Paul McCartney, « The Bush Doctrine and American Nationalism »

¹¹⁰ Paul McCartney, « The Bush Doctrine and American Nationalism »

¹¹¹ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1848.

sur la colline et à pratiquement tous les discours postérieurs au 11 septembre prononcés par George W. Bush »¹¹².

D'après Seymour Martin Lipset, les Etats-Unis sont avant tout exceptionnels car ils ont été la « première nouvelle nation ». Grâce à sa détermination, l'ancienne colonie est en effet devenue une démocratie. En outre, dans sa lutte pour l'indépendance, cette nouvelle nation ne s'est pas définie en fonction de critères ethniques ou d'attribution mais en fonction d'un credo américain unique¹¹³, reposant sur une construction idéologique de la nation américaine. Ainsi, comme le brillant historien américain Richard Hofstadter l'a décrit, « notre destin de nation était de ne pas avoir d'idéologies mais d'en être une »¹¹⁴. Il est généralement admis que l'origine de ce credo américain, qui en est venu à définir ce qu'être américain signifiait, remonte au libéralisme classique des dix-huitième et dix-neuvième siècles. D'après Tocqueville, c'est l'essence de cette doctrine qui définit le credo américain, à savoir les principes de liberté, de l'égalitarisme, de l'individualisme, du populisme et du laissez-faire. Cette définition a été largement approuvée par toutes les générations suivantes d'intellectuels américains. Sous leur forme originelle, ces nouvelles valeurs s'affirmaient automatiquement en opposition directe à l'esprit de clocher du vieux continent contre lequel l'Amérique luttait. Par conséquent, le credo soulignait l'absence de structures féodales, de monarchies et d'aristocraties et donnait aux Américains le sentiment d'une nation libre et indépendante.

Parallèlement, ce credo américain, fondé sur les principes sous-jacents de la première forme de libéralisme, a fusionné avec les valeurs et les croyances des colons puritains pour définir les fondements de l'identité nationale américaine. Ainsi, la religion américaine elle-même revêtait une forme unique et a eu un impact durable sur la politique américaine. Si les groupes religieux américains s'inspirent des traditions théologiques du protestantisme européen, la forme la plus courante de religion aux Etats-Unis est la secte. Les sectes sont une fois encore radicalement différentes des églises européennes bien établies et centralisées, avec des habitudes de culte uniformes et hiérarchiquement déterminées. Contrairement à leurs traditions dogmatiques, le sectarisme repose d'une manière générale sur des croyances et des interprétations personnelles de la Bible. En outre, le sectarisme américain a mis en évidence la perfectibilité des êtres humains, donnant naissance à un moralisme distinct du relativisme moral souvent rencontré dans les pays catholiques, ce qui, affirme-t-on, a également eu une incidence sur la perception américaine de la guerre. Ainsi, pour que les Américains puissent appuyer une guerre, ils doivent l'approuver sur le plan moral, en présentant l'autre camp comme un mal en soi. Les Américains ont donc coutume de faire valoir qu'ils entrent en guerre pour de grandes raisons morales et non pour satisfaire de bas désirs matérialistes. Avec l'avènement du Siècle des lumières, l'origine religieuse de la croyance en des principes moraux absolus et en la mission de l'Amérique s'est transformée en une religion civile fondée sur la croyance en la raison, le progrès et la supériorité de la science, qui s'est affirmée dans la Déclaration d'Indépendance et sa référence aux principes des « droits naturels »¹¹⁵.

Ensemble, les caractéristiques du credo américain et les valeurs morales de sa religion civile transmises par les colons puritains définissent l'essence de l'exception américaine, qui a fait de l'Amérique une nation qualitativement différente des autres pays à plusieurs titres.

¹¹² Harold Hongju Koh, « On American Exceptionalism », *Stanford Law Review*, Vol. 55

¹¹³ L'idée d'un Credo américain a d'abord été formulée par Gunnar Myrdal. Si Myrdal a au départ défini le constitutionnalisme, l'individualisme, le libéralisme, la démocratie et l'égalitarisme comme les fondements de ce credo, Martin Seymour Lipset a également inclus le populisme (ou anti-élitisme démocratique).

¹¹⁴ Hostadter cité dans Seymour Martin Lipset (1997), *American Exceptionalism: A double-edged Sword*

¹¹⁵ Paul McCartney, « The Bush Doctrine and American Nationalism »

Avant tout, il a souvent été dit que l'exception américaine était responsable de l'absence de radicalisme de la classe ouvrière. Ainsi, d'après Lipset, l'attachement au credo américain et l'absence de système féodal ont dès le départ eu deux conséquences : la structure européenne de classes sociales ne pouvait être reproduite dans le nouveau monde et l'Amérique s'est constituée essentiellement comme une nation de classes moyennes. Une autre illustration est la création des deux principaux partis politiques. Bien que les démocrates et les républicains soient souvent décrits comme libéraux ou conservateurs, ils se fondent concrètement sur la première forme de libéralisme qui a défini le credo américain. Autre effet de l'exception américaine sur la politique américaine : pour reprendre les mots de Seymour Martin Lipset, elle fait figure d'arme à double tranchant car « elle favorise un grand sens de la responsabilité personnelle, les initiatives indépendantes et le volontarisme, tout en encourageant un comportement intéressé, l'atomisme et l'indifférence à l'égard du bien commun »¹¹⁶. Toutefois, outre ces effets communément admis de l'exception américaine, cette dernière a également exercé une influence durable sur la politique étrangère américaine et sur la perception par les Américains du rôle de leur nation dans le monde. Cette influence est visible au cours des différentes étapes de l'histoire de la politique étrangère américaine.

Les premières références à l'exception américaine peuvent être trouvées dans les écrits des pèlerins et des puritains qui avaient migré aux Etats-Unis pour « fonder une Nouvelle Sion libérée de toute corruption et oppression »¹¹⁷. Selon eux, le nouveau monde était radicalement différent de l'ancien monde, miné par le système féodal et la corruption. Toutefois, non seulement ont-ils prétendu avoir créé une société différente de ce qui existait ailleurs mais ils ont également fait valoir que leur société devait servir d'exemple éclatant pour tous ceux qu'ils avaient laissés derrière eux. Cette vision du monde a été formulée par le Gouverneur Winthrop, qui a célébré le caractère unique des Etats-Unis dès 1630 en déclarant : « nous devons considérer que nous serons comme une Cité sur une Colline, les regards de tous les peuples tournés vers nous »¹¹⁸. Cette façon de considérer les Etats-Unis comme un exemple pour le reste du monde et les implications pour leur politique étrangère d'une défense passive de leurs principes ont dans une certaine mesure perduré jusqu'à aujourd'hui et relèvent d'une tradition de la politique étrangère américaine souvent qualifiée d'isolationniste. Cependant, alors qu'au début de la colonisation de l'Amérique l'exception américaine, résumée dans la formule « cité sur la colline », exigeait la protection de l'Amérique et la réunion de conditions propices à son développement, les choses ont fini par changer.

La vision d'une Amérique qualitativement différente et « exemplaire » a fait naître un nouvel optimisme après le succès de la révolution contre la Grande-Bretagne. Si l'objectif premier de cette révolte était d'obtenir une plus grande liberté pour eux-mêmes, les Américains partageaient le sentiment que la victoire des colons marquerait le début d'une ère nouvelle. L'optimisme de l'époque a été bien saisi dans la déclaration de Thomas Paine : « nous avons le pouvoir de recommencer le monde »¹¹⁹. Ce premier triomphe a eu un impact durable sur l'identité américaine et a assorti le caractère hautement exemplaire de l'identité américaine du type « une cité sur la colline » d'un nouveau dynamisme d'une nature plus expansionniste. Persuadés du bien-fondé de leur mission et habités de la volonté et du besoin fondamentaux d'explorer et de conquérir, les Etats-Unis ont étendu leur influence sur le

¹¹⁶ Seymour Martin Lipset (1997), *American Exceptionalism: A double-edged Sword*

¹¹⁷ Michael Adas, « From Settler Colony to Global Hegemon: Integrating the Exceptionalist Narrative of the American Experience into World History »

¹¹⁸ Winthrop cité dans Michael Thomas, « Who We Are: Constructivism and the Dual Personality of American Nationalism »

¹¹⁹ Thomas Paine, *Common Sense*, dans Walter McDougall

continent. Comme l'a souligné John O'Sullivan en 1845, le droit pour l'Union de se développer était «le droit de notre destinée manifeste à s'élargir et à investir l'ensemble du continent que la providence nous a donné pour accomplir la grande mission de liberté et de développement fédérateur de l'autonomie qui nous a été confiée »¹²⁰. Cependant, l'idée d'une destinée manifeste de l'Amérique et son caractère exemplaire ne se sont pas arrêtés sur les rivages du Pacifique. La notion de «destinée manifeste » a été utilisée à maintes reprises par les présidents américains pour justifier l'expansionnisme et la défense activiste des idéaux américains.

Par conséquent, de manière progressive, cette nouvelle variante de l'exception américaine ouverte sur l'extérieur a permis de justifier la mission globale de l'Amérique et la nécessité de répandre les valeurs américaines. A l'époque, cette tendance était représentée par Monroe, qui évoquait une sphère d'influence américaine en Amérique latine, puis par Theodore Roosevelt, qui rêvait de construire le premier empire américain. Pourtant, la promesse d'une Amérique prenant le contrôle du monde par le feu et l'acier n'a pas duré longtemps et est vite tombée à l'eau. Les ambitions de construction d'un empire ont été balayées par le projet de Wilson d'un monde fondé sur l'autodétermination et la justice et arbitré par la Société des Nations (SDN). Toutefois, le wilsonisme lui-même peut être décrit comme rien de plus qu'une forme de l'exception américaine des colons établie de longue date. Fait révélateur, le discours religieux et sans concession de Wilson a entraîné les Etats-Unis dans la Première Guerre Mondiale et dans une nouvelle période d'isolationnisme relatif durant l'entre-deux-guerres.

Si la période qui a immédiatement suivi la Seconde Guerre Mondiale a créé l'incertitude sur la forme que prendrait l'engagement américain dans le monde, les choses se sont précisées lorsque le Congrès a adopté en 1950 le rapport NSC 68 du Conseil de sécurité nationale, qui appelait de ses vœux un accroissement substantiel des dépenses liées à la défense afin d'endosser davantage de responsabilités dans le monde. L'Amérique est redevenue le phare du monde, menant une campagne internationale contre la Russie soviétique autoritaire, et sa « destinée manifeste » dans le monde a de nouveau été accomplie. Cependant, l'exception américaine a parallèlement été transformée par la doctrine naissante du réalisme dans la conduite de la politique étrangère. Développé principalement par des émigrés européens aux Etats-Unis, qui n'avaient pas une haute opinion des missions de civilisation et de l'idéalisme dans la politique étrangère, le courant réaliste était dirigé par Hans Morgenthau, pour qui la moralité dans les affaires étrangères découlait uniquement de l'intérêt de la nation. En outre, l'ordre dans les affaires internationales, hypothèse de toute façon peu probable, était tributaire d'un ordre moral à l'intérieur du pays, à savoir un nationalisme moral qui « prendrait conscience des valeurs morales dans les limites de leur pouvoir ». Si le réalisme était censé insuffler de la prudence dans la conduite de la politique étrangère, l'Amérique continuait à se décrire comme investie d'un rôle particulier, quoique limité et étroitement lié au reste du monde occidental.

Comme l'a fait remarquer McEvoy-Levy¹²¹, la croyance de plus en plus forte en une alliance d'intérêts et de valeurs avec l'Europe occidentale a parallèlement conduit à la transformation d'une exception américaine se définissant à l'origine par opposition à l'Europe en une exception incluant l'Europe : la communauté de valeurs transatlantique largement saluée. Cette transformation est en partie imputable au fait que l'Amérique estimait que l'Europe occidentale imitait lentement l'expérience américaine, ce qui veut dire que le vieux continent était ouvert et réceptif aux idées et institutions américaines et surtout aux fonds

¹²⁰ John O'Sullivan dans the Democratic Review, cité par Paul McCartney

¹²¹ Siobhan McEvoy-Levy (2001), *American Exceptionalism and US Foreign Policy*

américains. Toutefois, comme nous l'avons dit plus haut, l'intégration européenne, réalisée avec le soutien actif des Américains, a porté ses fruits, que l'Amérique a jugés non conformes à sa conception de l'exception américaine, comme son goût pour le « managerialisme » économique et le relativisme moral. En outre, alors que l'Europe acquérait une maturité, les Européens ont même commencé à croire en leur propre modèle, le considérant comme un bon projet pour le monde, au grand mécontentement des Américains. Après la fin de la Guerre Froide et la disparition de l'ennemi commun, ces différences n'en ont paru que plus exagérées.

A l'époque de son développement, l'exception américaine a été sévèrement mise en difficulté dans le pays pendant la Guerre du Vietnam du fait de la révolution contre-culturelle. La jeunesse américaine elle-même rejetait la doctrine du *melioralism* (croyance selon laquelle le monde tend à s'améliorer et l'homme peut contribuer à cette amélioration), qui, selon elle, n'était pas exempte de bas intérêts. A ce stade, Daniel Bell a dans son célèbre article prononcé la fin de « l'exception américaine », affirmant que comme tout le monde l'Amérique n'avait guère échappé à la maxime de Lord Acton « le pouvoir corrompt ». En proie au désarroi, Carter a chargé les Etats-Unis d'une nouvelle mission plus humble, fondée sur l'engagement multilatéral et les missions humanitaires. Cependant, la vision de Carter demeurait un compromis et seul Reagan est parvenu à faire renaître la lumineuse exception américaine avec ses formules « la cité brillante sur la colline » et « une nation de destinée ».

A partir de cette brève étude des tendances dans les affaires étrangères américaines, on peut affirmer que l'identité nationale américaine est intimement liée à la politique étrangère nationale. L'identité américaine, incarnée dans l'idée de l'exception américaine, a donc revendiqué à maintes reprises une forte influence sur les décisions en matière de politique étrangère en utilisant un discours énergique parfois à des fins opposées. Ainsi, l'exception américaine dans les affaires étrangères a revêtu deux formes, celle de la « cité sur la colline » (Winthrop) et celle de la « destinée manifeste » (O'Sullivan) ou, comme l'a dit McDougall, celle de l'exemple et celle de la croisade. En préservant sa nature sous-jacente, l'identité nationale américaine a donc justifié des périodes de relatif isolement et de relatif essor ou, comme l'a souligné Paul McCartney¹²², « l'impact cumulé de l'idée de nationalisme américain sur la politique étrangère américaine a été de combiner altruisme et instinct de possession ». Néanmoins, les idées qui sous-tendent l'exception américaine sont toujours restées les mêmes. L'idée de l'Amérique en tant que phare sur la voie du progrès contrastait avec un monde qui reste empêtré dans la tyrannie et la corruption. Selon ce point de vue, la diffusion des valeurs américaines dans d'autres pays, parfois à titre d'exemple, parfois pour les défendre activement, demeure la mission de l'Amérique.

Tout au long de leur histoire, les Etats-Unis sont parvenus à réconcilier les principes de l'exemple et de la croisade, dans la mesure où l'Amérique a considéré la diffusion des valeurs et intérêts américains comme contemporaine du progrès de la mission de l'Homme. Les idées qui sous-tendent ces tendances de la pensée américaine peuvent donc à nouveau se retrouver dans la vision de Clinton, pour qui la défense du capitalisme américain à l'étranger doit permettre de faire avancer la démocratie, ou dans la pensée néo-conservatrice, qui affirme qu'en accomplissant leur mission les Etats-Unis ne sont pas tenus de se soumettre aux règles et réglementations qui lient les autres Etats car ils sont un « pays bienveillant ». Pour analyser la politique étrangère américaine d'après la Guerre Froide, il est donc important de déterminer jusqu'où l'identité nationale américaine a penché dans un sens ou dans l'autre.

¹²² Paul McCartney, « The Bush Doctrine and American Nationalism »

L'identité nationale américaine après la Guerre Froide

La fin quelque peu soudaine et inattendue de la Guerre Froide a eu un impact majeur sur la manière dont les Américains considéraient leur rôle à l'échelle mondiale. Après avoir défini sa mission et sa politique pendant plusieurs décennies par rapport à l'"Empire du mal", l'identité nationale américaine a semblé connaître une longue période de vide. Les américains avaient pendant plusieurs dizaines d'années suivi l'appel de leur "Mission déclarée". Cependant, ce qui à l'origine était apparu comme le triomphe des idées américaines et la "fin de l'histoire", s'est rapidement apparenté à une sorte de confusion et de cacophonie pour les Etats-Unis. Incapables de choisir une mission appropriée à leur puissance et à leurs ambitions, les Etats-Unis semblaient désespérés et se sont repliés sur eux-mêmes. Afin de trouver un point référence historique, des experts américains ont rapidement comparé cette période de confusion avec deux autres phases du vingtième siècle¹²³, à savoir les années entre les deux guerres et la période qui a immédiatement suivi 1945. Ils laissaient entendre que l'inaction était à exclure et que de nouveaux défis allaient rapidement se profiler à l'horizon. Néanmoins, même l'élite de la politique étrangère américaine, qui faisait bloc afin de définir l'intérêt américain, fut incapable de s'accorder sur une vision consensuelle¹²⁴. Ainsi, sans grande surprise, après une courte période d'adhésion populaire pendant la Guerre du Golfe, le public américain n'est pas parvenu à mesurer l'utilité du rôle que les Etats-Unis ont joué dans des lieux tels que la Bosnie ou Haïti. Par ailleurs, la confusion qui caractérisait le rôle international des Etats-Unis semblait alimenter une confusion à propos de l'essence même de l'Américanisme, dont l'expression la plus claire fut évoquée par les mots de Rabbit Armstrong, célèbre personnage des romans inoubliables de John Updike : 'Sans la Guerre Froide, à quoi cela sert-il d'être américain ?'

Sans une nouvelle mission à l'étranger susceptible de captiver l'esprit des Américains et, dans la mesure où la part essentielle de la mission déclarée semblait accomplie, cette question a déclenché des signaux d'alarme parmi l'intelligentsia américaine qui considérait l'essence même du projet américain en danger. De nombreuses personnes, notamment parmi l'élite conservatrice, à qui cela rappelait de manière préoccupante la fin de l'Empire Romain, envisageaient avec inquiétude ce qu'ils considéraient comme la désagrégation éventuelle des Etats-Unis¹²⁵. Deux tendances préoccupantes, qui ont lentement mis à mal le tissu de l'identité nationale américaine, sont devenues perceptibles : le multiculturalisme et l'anti-gouvernementalisme. Alors que le symbole de la lutte américaine contre le Communisme – à savoir la menace d'une guerre totale contre l'Union Soviétique - avait disparu, le gouvernement central perdit progressivement le soutien dont il bénéficiait. Ce contexte fut propice à la montée en puissance de la politique identitaire et des mouvements contestataires opposés au gouvernement. Cette situation a été exacerbée par le gouvernement Clinton et son soutien marqué aux politiques multiculturelles, rompant avec la ligne politique historique des chefs d'Etat américains de tout faire pour contenir la diversité, en vue de garantir l'unité des Etats-Unis.

¹²³ Commission on America's National Interest (2000), "America's National Interest"

¹²⁴ En 1994, le Council on Foreign Relations (le Conseil des Relations Etrangères), la première grande organisation américaine consacrée à la politique étrangère, rassembla 100 intellectuels afin qu'ils examinent en détail l'essence même d'un nouvel intérêt national à la suite de la Guerre Froide. Après une année de travail, ces intellectuels étaient incapables de se mettre d'accord sur le moindre fondement d'un tel intérêt national. Voir: Council on Foreign Relations: Project on US National Interest after the Cold War.

¹²⁵ Exemples de travail prévoyant la fragmentation et la désunion : Arthur Schlesinger Jr., *The Disuniting of America*; Peter Brimelow, *Alien Nation*; Robert Reich, *The Worth of Nations*; Gerturde Himmelfarb, *One Nation, Two Cultures*

Comme cela a été évoqué plus haut, l'identité américaine a été principalement définie par des principes politiques libéraux et non par des critères ethniques. Cependant, les premiers colons du continent Nord-Américain étaient très proches les uns des autres en termes de langue et de milieu culturel et, alors que la majorité des Anglo-Saxons semblait réellement convaincue que tout immigrant européen pouvait être assimilé et devenir un Américain à part entière, selon l'image que nous en avons qu'aujourd'hui, ce processus ne s'est pas appliqué durant de longues années aux immigrants non-européens (à savoir, les Chinois, les Noirs, etc). Ainsi, lorsque les vagues successives d'immigration en provenance des pays non-européens se sont amplifiées au 18^{ème} siècle, s'est répandue comme une traînée de poudre l'idée selon laquelle 'l'Américanisme authentique exigeait une conformité étroite avec la majorité culturelle en termes de coutumes, langages et religion'¹²⁶. Subitement, l'Américanisme a intégré un certain élément culturel qui devait être adopté outre les principes de son dogme. Les pressions qui étaient exercées pour intégrer non seulement les croyances nationales dominantes mais également pour adopter certaines caractéristiques culturelles, étaient dissimulées par la rhétorique du *melting pot*, dans lequel selon Israel Zwingwill, 'toutes les races se mélangent et se recomposent'¹²⁷. Après la seconde Guerre Mondiale, les premiers défis vis-à-vis de cette acculturation sont apparus dans les années 1960, avec le mouvement *black power*. Ce dernier, ainsi que d'autres mouvements identitaires, rejetaient le *melting pot* assimilationniste de par sa nature oppressive et aspiraient à une "mosaïque" de cultures. Selon cette logique, la société est constituée d'une myriade de groupes ethniques qui doivent coexister dans un équilibre harmonieux, et dans laquelle le gouvernement, en tant qu'interlocuteur, garantit l'égalité de statut. Néanmoins, cette conception différente du gouvernement était souvent considérée par la grande majorité des Américains blancs de classe moyenne comme une menace au tissu de la société américaine, incarnée depuis si longtemps par la devise 'e pluribus unum'. Alors que la reprise des tensions de la Guerre Froide durant le mandat du Président Reagan avait dissipé les premières exigences de représentation ethnique, la fin de la Guerre Froide a d'une certaine manière conduit à la reprise de la politique identitaire.

Avec le soutien apporté par le gouvernement Clinton à la notion de diversité¹²⁸, il semble que certains groupes d'immigrants qui sont arrivés aux Etats-Unis se soient de plus en plus détournés de l'assimilation et qu'ils aient privilégié le principe d'identité ethnique. En l'absence d'une stratégie de politique étrangère clairement établie, ces groupes ont cherché à peser sur le processus de politique étrangère afin d'orienter la politique américaine en faveur de leur patrie. Ces dernières années, les diasporas ont influencé la politique américaine envers 'la Grèce et la Turquie, le Caucase, la reconnaissance de la Macédoine, le soutien à la Croatie, les sanctions contre l'Afrique du Sud, l'aide accordée à l'Afrique noire, l'intervention à Haïti, l'expansion de l'OTAN, les sanctions contre Cuba, la controverse en Irlande du Nord et les relations entre Israël et ses voisins'¹²⁹. De plus, comme le déclare Yossi Shain¹³⁰, dans le cas d'Haïti et de l'Afrique du Sud, il semble que les groupes de pression ethniques aient eu une influence décisive sur le processus même de décision. Ainsi, il est généralement admis dans le

¹²⁶ Jack Citrin, et al., 'Is American Nationalism Changing? Implications for Foreign Policy', *International Studies Quarterly*, Vol. 38, No. 1

¹²⁷ Zwingwill in Citrin et al., 'Is American Nationalism Changing? Implications for Foreign Policy', *International Studies Quarterly*, Vol. 38, No. 1

¹²⁸ Selon Huntington, le soutien accordé par le Président Clinton aux identités raciales et ethniques traduisait le fait que les Américains ne faisaient pas l'objet des mêmes pressions de la part des précédents immigrants quant à leur intégration et qu'en conséquence, l'existence des identités ethniques revêtait un caractère légitime. Voir: Samuel Huntington, 'The Erosion of American National Interest', *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5

¹²⁹ Samuel Huntington, 'The Erosion of American National Interest', *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5

¹³⁰ Yossi Shain, 'Multicultural Foreign Policy', *Foreign Policy*, No. 100

cas d'Haïti que l'élite de la politique étrangère n'avait pas donné son feu vert quant à la ligne de conduite à adopter, alors que dans le cas des sanctions contre l'Afrique du Sud, l'accord du Sénat avait été donné malgré la résistance farouche de certains membres du gouvernement Reagan. Au même moment, et outre l'assurance grandissante des groupes partisans de la reconnaissance identitaire, l'influence accrue des groupes d'intérêt commerciaux s'est faite ressentir, soutenus par la politique du gouvernement Clinton concernant l'appui aux entreprises américaines à l'étranger. Paradoxalement, alors que ces tendances se faisaient de plus en plus évidentes, certains observateurs prônaient la nécessité de désigner un nouveau concurrent contre lequel l'Amérique pourrait définir son identité nationale. Ainsi, Irving Kristol déclarait que 'compte tenu de la fin de la Guerre Froide, ce dont nous avons vraiment besoin c'est un ennemi idéologique menaçant, qui soit à la hauteur de notre courage, qui nous pousse à le combattre. (...) Où sont nos étrangers quand nous avons tant besoin d'eux ?'¹³¹.

L'une des évolutions fondamentales ayant eu des répercussions importantes sur l'identité nationale américaine à la suite de la Guerre Froide a donc été la perte de "l'Autre". En d'autres termes, depuis ses premiers pas en tant qu'Etat-Nation, l'Amérique a toujours été en mesure de se définir par rapport à un autre, symbole du mal et de la malhonnêteté. Il y eut tout d'abord le Royaume-Uni contre lequel le souhait de liberté et d'autonomie de l'Amérique dut se faire entendre. Par la suite, cela a concerné l'Europe dans sa globalité, que l'Amérique définissait comme le berceau de tous les maux, de l'oppression et de l'autorité, alors que le caractère exceptionnel de l'Amérique en tant que nation libre en faisait un exemple à suivre. L'Europe à ensuite connu des évolutions, et l'entité géographique source du mal fut remplacée par les idéologies de fascisme et de communisme et l'Amérique commença à se définir non seulement comme un exemple mais également comme le chef de file du monde libre, combattant et vainquant le fascisme puis déclarant la guerre au communisme. Il semble donc que la persistance d'un ennemi, dont l'Amérique devait se méfier, avait favorisé le développement d'une identité commune. Face à l'absence d'une menace extérieure, cette identité commune s'est modifiée au cours des années 1990, au grand regret des conservateurs faucons qui se sont retrouvés confrontés aux mêmes tendances que leurs aïeux une génération auparavant. Huntington déclarait à cette époque que 'le remplacement du particularisme nécessiterait l'engagement du public américain dans de nouveaux intérêts nationaux qui seraient prioritaires et conduiraient à la subordination des intérêts commerciaux et ethniques'¹³². Les responsables américains, à cette époque, ne furent pas en mesure d'exprimer clairement ce nouvel intérêt national.

Il semble qu'au fil du temps la plupart des conditions préalables à l'apparition d'une identité nouvelle et forte se soient véritablement établies. Ainsi, depuis les événements du 11 septembre, les Etats-Unis ont une nouvelle préoccupation internationale majeure qui supprime les intérêts spécifiques des groupes commerciaux et ethniques, du moins selon la rhétorique nationale¹³³. Il semble que les tendances antérieures de multiculturalisme et d'anti-gouvernementalisme aient été écartées au moment où le public accorde un soutien inconditionnel à la puissance du rôle du gouvernement dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, au sentiment patriotique et aux premières idées des croyances américaines. Bien que l'on puisse être sceptique quant à la dissipation du désir de diversité, dans ce contexte si

¹³¹ Irving Kristol, 'A Post-Wilsonian Foreign policy', *American Enterprise Institute on the Issue*, August 2, 1996

¹³² Samuel Huntington, 'The Erosion of American National Interest', *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5

¹³³ Certaines voix cyniques argueront néanmoins que les intérêts ethniques continuent d'influencer la politique étrangère américaine, de manière flagrante au sujet d'Israël et de la Palestine, alors que les intérêts commerciaux déterminent la plupart des décisions en matière de défense et politique étrangère.

particulier, l'Amérique a décidé d'opter pour la cohésion et de laisser derrière elle ses anciens conflits.

Dans ce nouvel environnement de post-Guerre Froide, on peut donc avancer que l'identité américaine a connu de nombreuses évolutions. En d'autres termes, comme cela a été souligné, l'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis juste après la fin de la Guerre Froide a été irrégulière. Cela est dû en partie au fait que dans une démocratie, où l'opinion publique influe fortement sur les décisions politiques, mener une politique cohérente n'est pas chose aisée¹³⁴. De plus, les Etats-Unis ont connu une période de confusion pendant laquelle ils ont déterminé une nouvelle stratégie de grande ampleur pour cette nouvelle ère, devant se substituer à la lutte mondiale contre l'Union Soviétique. Devant l'absence de cette mission, on remarque que l'Amérique a connu une certaine érosion de son identité nationale. Comme Calleo l'a souligné 'les Etats-Unis en tant que centre d'un monde unipolaire, ne peuvent plus trouver d'auto-justification morale à l'idée de ne pas être souillé par un monde corrompu'¹³⁵. Il semble que l'unique superpuissance qui demeure vienne de se réveiller d'un sommeil long de dix ans et marqué par des engagements multilatéraux, et qu'elle ait repris son bouclier et son épée, des armes qui lui servent depuis bien longtemps dans son rôle d'état guerrier.

Preuve empirique

Les éléments susmentionnés laissent supposer que l'identité nationale américaine a connu des périodes de continuité et de changement depuis la fin de la Guerre Froide, évolutions qui étaient déjà perceptibles dans l'attitude politique réelle des Etats-Unis. Ainsi, alors que la perte de l'Union Soviétique en tant qu'"autre" a semé la confusion dans le véritable contenu de la politique étrangère américaine, la croyance en un caractère hors du commun spécifique aux Américains et en une mission particulière a survécu et continue à influencer fortement la politique étrangère des Etats-Unis. Cependant, afin d'analyser plus en profondeur les récents changements du regard que l'Amérique porte sur le monde, il semble nécessaire de conjuguer les résultats des travaux théoriques sur l'identité nationale et l'opinion de l'élite avec une analyse détaillée de la manière dont est perçue la politique du gouvernement par les Américains, à l'aide des derniers sondages concernant les affaires internationales. L'étude de ces sondages fait ressortir les résultats suivants :

Attitudes concernant la famille et le pays¹³⁶

Pendant les années 1980, la confiance des Américains dans le gouvernement central a connu plusieurs changements radicaux. Alors qu'au début des années 80 cette confiance était relativement faible (25 %)¹³⁷, la rhétorique nationaliste du gouvernement Reagan a permis une hausse régulière jusqu'en 1983 (51 %). Par la suite, l'implication du gouvernement Reagan dans l'Iranguate a conduit à une relative baisse de confiance dans le gouvernement central vers 1986 (35 %), qui s'est poursuivie jusqu'à son point le plus bas en 1992 (19 %), exception faite d'une courte période de nationalisme pendant la Guerre du Golfe. D'une manière générale dans les années 1990, la confiance dans le gouvernement a diminué, progressant légèrement

¹³⁴ Irving Kristol, 'A Post-Wilsonian Foreign Policy', *AEI On the Issue*, August, 2nd, 1996

¹³⁵ Calleo, David, 'Balancing America: Europe's International Duties', *Internationale Politik und Gesellschaft*, No. 1, 2003

¹³⁶ Sauf indication contraire, les données citées sont issues du sondage Pew 'Views of a Changing World 2003', the Chicago Council on Foreign Relations poll 'Worldviews 2002' et du rapport de sondage PIPA 'Seeking a new Balance'

¹³⁷ All data taken from: Scott McLean, 'Land That I Love'

en 1998 (33 %) et atteignant son apogée (64 %) après le 11 septembre. La foi patriotique, quant à elle, n'a pas fait l'objet des mêmes évolutions. Le patriotisme a regagné du terrain depuis 1987, période où 43 % du public se sentait très patriotique, l'apogée se situant en 1991, avec 65 % de l'opinion se déclarant très patriotique pendant la Guerre du Golfe. Après une baisse modeste pendant le mandat du Président Clinton, en janvier 2001 un autre sondage¹³⁸ fit ressortir que 55 % des Américains se sentaient extrêmement fiers et 32 % très fiers des Etats-Unis. Dans le contexte des attentats de septembre 2001 et de la guerre en Irak, ces chiffres ont augmenté progressivement pour atteindre un nouveau record de 70 % du public qui se disait extrêmement fier d'être Américain et 20 % déclarant qu'ils étaient très fiers, en juin 2003.

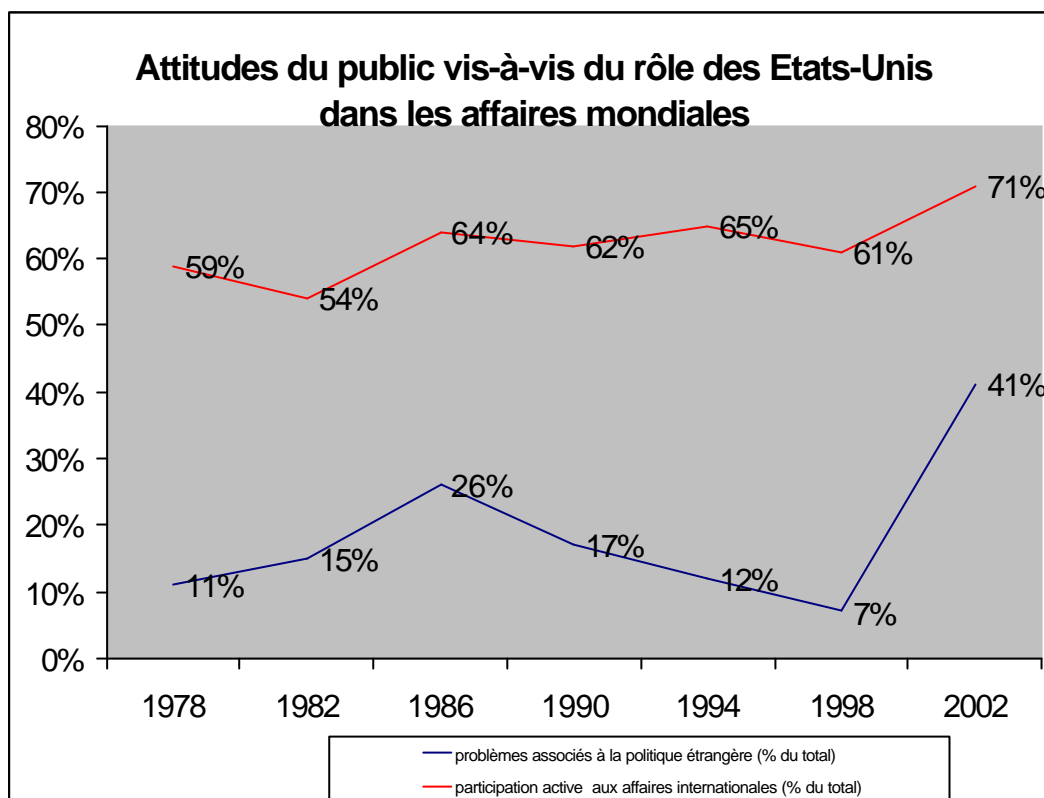
En ce qui concerne le rôle de la religion dans la vie publique, il semble que la description de G.K. Chesterton des Etats-Unis comme 'une nation pourvue d'une âme d'église' soit toujours vraie. Ainsi, les chiffres des sondages montrent qu'en 2002, 67 % des Américains considéraient leur pays comme une nation chrétienne et une majorité (44 %) avançait que la religion devrait avoir une plus grande influence sur la vie publique, une minorité (21 %) s'y opposant. En outre, une majorité des Américains (54 %)¹³⁹ estiment qu'il est tolérable que la religion soit soutenue par l'Etat américain. Les mesures en faveur de la religiosité se sont accrues à la suite du 11 septembre, mais ont depuis retrouvé leurs niveaux précédents¹⁴⁰. Le poids de la religion aux Etats-Unis coïncide avec les résultats d'une étude réalisée à l'Université de Princeton en 2002, qui indiquait que 58 % du public pensait que la force de la société américaine reposait sur la foi religieuse. Dans une étude similaire menée par le Pew Center en 1999, 75 % des Américains déclaraient que la réussite des Etats-Unis à l'étranger était due en partie à la volonté de Dieu, démontrant ainsi que la croyance américaine en un rôle spécifique de Dieu dans le monde était bien vivante.

Contrairement aux commentaires de certains observateurs pendant les années 1990, une courte période d'isolationnisme n'a pas perduré et le public américain a régulièrement manifesté son engagement pour un rôle actif de la part des Etats-Unis dans le monde, 83 % des personnes en 2002 déclarant très souhaitable ou assez souhaitable que les Etats-Unis exercent un rôle prépondérant à l'échelle mondiale. Alors qu'une majorité des Américains (66 %) considère la force de domination internationale des Etats-Unis comme un élément positif, 62 % affichent également une aversion au fait de jouer trop régulièrement le rôle de gendarme du monde. Ce développement du caractère international s'est amplifié parallèlement à l'importance grandissante des problèmes internationaux pour les Américains, car selon les estimations, 41 % des problèmes les plus importants sont considérés comme liés à la scène internationale (voir graphique).

¹³⁸ Sondage Gallup , 'Seven in 10 are Extremely Proud to Be Americans This Independence Day', July 3, 2003

¹³⁹ Public Perspective, 'God and Country', January/February 2003

¹⁴⁰ Scott McLean, 'Rally-'Round-Religion'



Attitude des Etats-Unis vis-à-vis des questions politiques

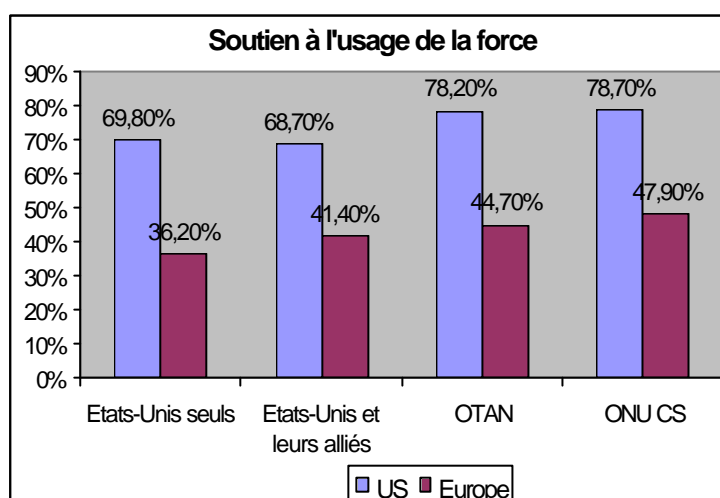
Alors que le public perçoit de nouveau la nécessité pour les Etats-Unis de jouer un rôle actif et prédominant sur la scène internationale, contrairement aux idées reçues, 76 % du public déclare qu'ils préféreraient que les Etats-Unis coopèrent avec les autres pays lors de la résolution des problèmes internationaux. Bien que l'ampleur réelle du soutien de l'opinion en faveur de l'engagement multilatéral américain soit souvent minimisée, des chiffres quelque peu contradictoires montrent cependant que la part des Américains souhaitant que les Etats-Unis agissent seuls en cas de crise internationale a augmenté, passant de 21 % en 1998 à 31 % en 2002. En même temps, la part de ceux qui ne veulent pas que les Etats-Unis agissent seuls a reculé, passant de 72 % en 1998 à 61 % en 2002.

En ce qui concerne l'utilisation de la force militaire, les Américains soutiennent un large éventail d'interventions avec, par exemple, 73 % tolérant l'usage de la force pour renverser des régimes qui soutiennent des terroristes et qui menacent les Etats-Unis et 66 % qui prônent des assassinats ciblés pour les chefs terroristes. Une majorité approuve également l'usage de l'armée américaine pour des missions humanitaires, par exemple en cas de génocide (77 %). En ce qui concerne l'accord international pour l'usage de la force, 61 % du public (66 % avant la guerre) souhaiterait que les Etats-Unis obtiennent l'accord des Nations Unies avant d'utiliser la force, alors que 35 % (29 % avant la guerre) déclare que les Etats-Unis ne devraient pas accepter les contraintes voulues par les organisations internationales. Ces chiffres démontrent donc une évolution des idées depuis le début de la guerre contre l'Irak. De plus, une récente enquête¹⁴¹ a montré qu'afin d'empêcher l'Irak ou la Corée du Nord de se procurer des armes nucléaires, une majorité des Américains continue de soutenir l'usage de la force, dans toutes les circonstances (voir tableau). En conséquence, il semble que le penchant américain pour le

¹⁴¹ German Marshall Fund of the United States, 'Transatlantic Trends 2003 – Topline Data', June 2003

multilatéralisme ne soit valable que pour les domaines où aucun intérêt américain essentiel n'est en jeu.

Dans la mesure où une majorité des Américains (68 %) reconnaît que maintenir une puissance militaire de premier ordre dans le monde est très important, le soutien aux dépenses militaires parmi les Américains reste élevé, ne subissant qu'une légère baisse juste après la fin de la Guerre Froide¹⁴². Néanmoins, l'opinion selon laquelle les dépenses militaires n'étaient pas suffisantes s'était déjà propagée à la fin des années 1990 avant les événements du 11 septembre, mais avait de nouveau reculé après l'augmentation du budget de la défense par le Président Bush. A la veille de la guerre en Irak en février 2003, 25 % des Américains continuaient à penser que le budget de la défense était trop faible, et 34 % déclaraient que la défense nationale des Etats-Unis devait être renforcée¹⁴³.



Le soutien aux principes démocratiques à l'étranger est un objectif largement partagé par les Américains, 34 % d'entre eux le considérant comme un objectif crucial de la politique étrangère et 49 % comme assez important. Cependant, seulement 38 % du public soutient le principe que les Etats-Unis ont le droit et la responsabilité de renverser des dictatures, et seulement 29 % sont d'accord pour exercer davantage de pressions sur les pays du Moyen Orient afin qu'ils poursuivent les réformes démocratiques, par rapport à 40 % en 2001. La méthode de promotion des principes démocratiques à l'étranger qui a bénéficié du plus grand soutien a été l'aide d'urgence à l'étranger.

Malgré le soutien général du public américain au multilatéralisme, les Américains continuent de soutenir l'invasion de l'Irak, 57 % estimant qu'il était nécessaire de mener cette guerre. Les Américains restent engagés dans la reconstruction du pays, une forte majorité (69 %) se prononçant en faveur du maintien de troupes américaines en Irak¹⁴⁴. Cependant, 76 % du public est très ou assez inquiet quant aux risques d'enlèvement dans une mission de maintien de la paix interminable en Irak¹⁴⁵. Pour ce qui est des armes de destruction massive,

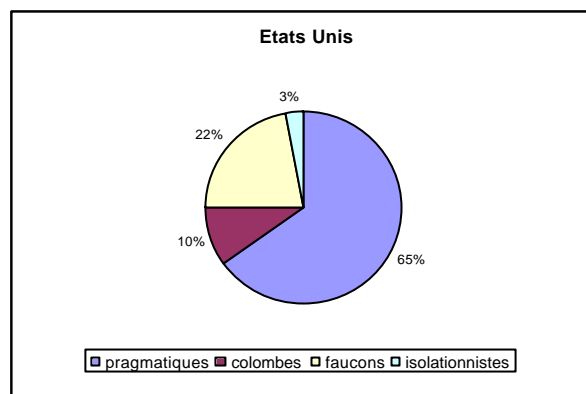
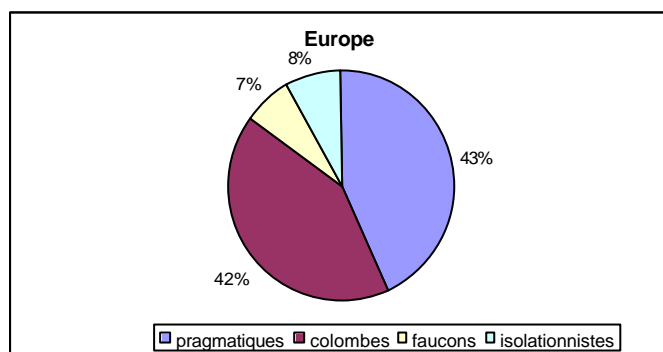
¹⁴² Public Perspective, 'America in the World', August/September 1997

¹⁴³ Gallup Poll, February 3-6, 2003

¹⁴⁴ ABC News Poll, August 20-24, 2003

¹⁴⁵ ABC News Poll, August 20-24, 2003

67 % des Américains continuent à penser que l'Irak possédait ce type d'armes au début de la guerre, bien que leur opinion au sujet de la précision des renseignements américains soit désormais variable ¹⁴⁶.



Afin de résumer ces résultats et de les comparer avec les comportements européens concernant les problèmes liés à la politique étrangère, des experts du Fonds Marshall allemand ont conçu une typologie intéressante sur les problèmes de politique étrangère qu'il semble intéressant de reproduire afin d'avoir une meilleure compréhension de la conduite de la politique étrangère américaine. Cette typologie distingue différents groupes - faucons, pragmatiques, colombes et isolationnistes – en termes d'attitude vis-à-vis de la politique étrangère. Alors que le principe de multilatéralisme et de solution pacifique aux conflits reste essentiel pour les colombes de la politique étrangère, les faucons ne se préoccupent guère des compromis avec les autres nations, évitent les organisations internationales et préconisent l'usage de la force afin d'obtenir la justice. Les vues des pragmatiques se situent souvent entre celles des colombes et des faucons, alors que les isolationnistes rejettent purement et simplement tout engagement en matière de politique étrangère. Grâce à cette classification, une récente étude des attitudes transatlantiques a montré que la population américaine était composée essentiellement de faucons et de pragmatiques, alors que l'Europe compte autant de colombes que de pragmatiques ¹⁴⁷.

Attitudes des Etats-Unis vis-à-vis des Nations Unies et de l'Europe

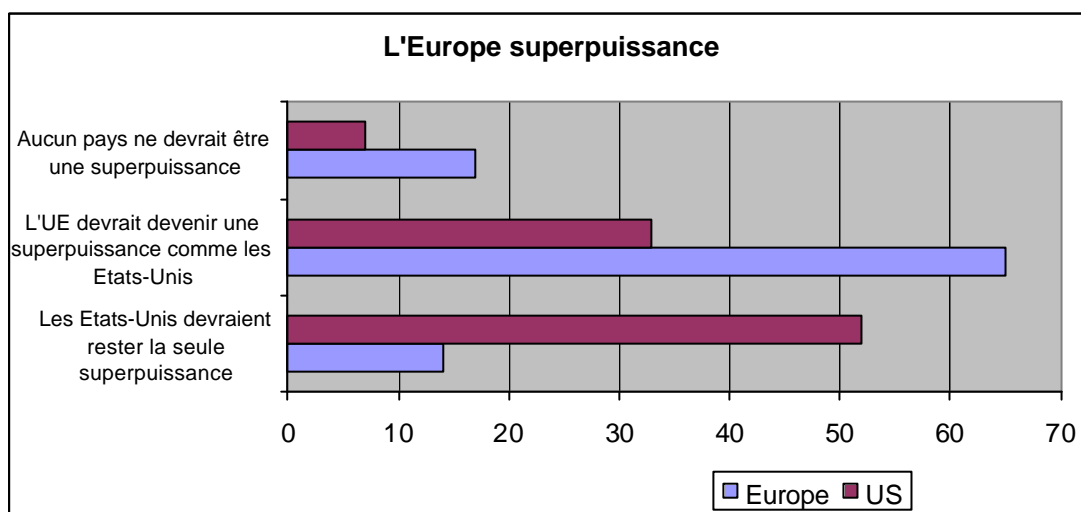
En ce qui concerne les attitudes des Américains vis-à-vis de l'ONU, il est frappant de constater que le public reste indécis quant à savoir s'il souhaite que les Etats-Unis ou l'ONU prennent en charge le rôle d'administrateur par intérim en Irak : seulement 47 % sont en faveur des Etats-Unis et 50 % pour l'ONU. Cela est difficilement compréhensible dans la mesure où, selon un sondage réalisé par Pew Poll en mai 2003, 60 % des Américains pensent que l'ONU a désormais une place moins importante. Dans l'ensemble, cependant, le soutien américain à l'ONU a baissé en termes relatifs. Ainsi, alors que durant presque toute la fin des années 1990, plus de 50 % des Américains considéraient que l'ONU remplissait correctement sa mission, cette proportion a rapidement chuté à 37 % en mars 2003 ¹⁴⁸.

¹⁴⁶ Harris Poll, August 12-17, 2003

¹⁴⁷ German Marshall Fund of the United States, 'Transatlantic Trends 2003'

¹⁴⁸ Sondage CNN/USA Today/Gallup, 14-15 mars, 2003

Le public américain continue à afficher un fort soutien à l'intégration européenne, une vaste majorité (80 %) plaçant un rôle dirigeant plus important pour l'Union Européenne (UE) à l'échelle mondiale et une majorité (65 %) même si cela impliquait que les Etats-Unis devraient parfois trouver un compromis avec leur homologues européens. Cependant, lorsqu'on leur demande s'ils soutiendraient une UE agissant tel un pays unique, seule une faible majorité (47 %) considère cela comme une bonne idée, alors que quasiment la même proportion (41 %) écarte cette idée. De même, le soutien à une force militaire commune européenne est ambigu, 50 % étant en faveur et 45 % opposés ; la proportion chute encore au cas où cette force militaire serait en mesure d'agir indépendamment (44 % contre 51 %). Par ailleurs, à la question "l'Union Européenne devrait-elle devenir une superpuissance à l'instar des Etats-Unis ?", seuls 33 % sont en faveur et 52 % préfèrent que leur pays demeure la seule et unique superpuissance.



A l'exception de la confiance à long terme des Etats-Unis envers l'intégration européenne, dans l'ensemble le soutien au maintien d'une relation étroite avec l'Europe a faibli, passant de 62 % avant la guerre à 53 % après la guerre. La confiance envers la relation avec l'Allemagne et la France a particulièrement souffert avec, en mars 2003, seulement 27 % des Américains considérant l'Allemagne comme un allié, par rapport à 44 % en 2000, et seulement 20 % pour la France, par rapport à 50 % en 2000¹⁴⁹. En revanche, le Royaume-Uni conserve une relation particulière avec les Etats-Unis, 72 % des Américains le considérant comme un allié proche. Alors que l'OTAN continue à jouer un rôle spécifique pour les Américains, 65 % d'entre eux étant en faveur de conserver cette organisation, le partage du fardeau constitue toujours un problème dans les relations transatlantiques. Ainsi, 77 % sont convaincus qu'en matière de sécurité, les Etats-Unis supportent une charge trop importante, alors que seulement 13 % pensent que l'UE effectue son travail aussi bien qu'elle le peut.

Malgré une très faible sensibilité au sujet de l'unification européenne, une majorité (65 %) admettant qu'ils ne savent grand chose voire rien du tout à ce sujet et seulement 35 % déclarant avoir entendu quelques informations à ce sujet, il n'est pas surprenant que certaines fausses idées circulent aux Etats-Unis au sujet de l'Europe. Ainsi, de manière générale,

¹⁴⁹ Sondage CNN/USA Today/Gallup, 14-15 mars 2003

l'opinion américaine surestime la taille relative de l'économie américaine et pense que sa proportion dans le PIB combiné Europe–Etats-Unis est de 60 %, alors que la part des Etats-Unis n'est que de 46 %¹⁵⁰. De même, les Américains pensent que leur pays assure 60 % de l'ensemble de l'aide au développement fourni par les Etats-Unis et l'Europe, alors que la part réelle n'est que de 22 % ; ils exagèrent également la part relative de leur pays concernant des domaines tels que les contributions à l'ONU ou le nombre de militaires présents en Bosnie. Le public américain continue d'exprimer nettement une croyance en la supériorité américaine selon divers facteurs tels que les normes de travail et la protection de l'environnement. Ce phénomène se traduit également dans le domaine du commerce, une majorité (71 %) pensant que les Etats-Unis restent plus ouverts aux marchandises européennes que l'UE ne l'est aux produits américains.

Après avoir étudié certaines données provenant de sondages récents, il est possible de tirer des conclusions plus générales sur la manière dont le comportement des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe et du monde dans son ensemble a évolué. Certaines tendances se dégagent et confirment la persistance de certaines positions historiques américaines, alors que d'autres orientations semblent indiquer que l'opinion publique américaine a connu une réelle évolution. Ainsi, les Américains sont restés extrêmement internationalistes et continuent de soutenir un rôle actif de leur pays dans un monde d'après Guerre Froide, ce qui est le cas depuis longtemps. La vigueur du patriotisme américain est particulièrement forte, la religiosité est toujours ardente et souvent considérée par les Américains comme la source de leur puissance nationale. Parallèlement, la conviction que l'Amérique est unique est toujours très marquée et les Américains dans leur majorité continuent à penser que leur pays bénéficie d'un destin exceptionnel. Alors que le soutien accordé au gouvernement central diminua durant les années 1990, rongé de nouveau par la propagation des politiques identitaires, il retrouva son dynamisme après être redevenu le centre d'intérêt de la lutte des Etats-Unis contre un mal encore plus abominable. Les Américains continuent à soutenir la politique générale du gouvernement, notamment au sujet de l'Irak et des dépenses en matière de défense, mais restent tout de même méfiants vis-à-vis des politiques unilatéralistes et préfèrent obtenir le soutien de la communauté internationale pour l'usage de la force. Néanmoins, ce souhait d'une approbation internationale n'est pas important au point d'empêcher les Etats-Unis de recourir à la force, afin de défendre ce qu'ils considèrent comme des intérêts légitimes en matière de sécurité.

Par ailleurs, il semble que les querelles fréquentes entre les Etats-Unis et certains Etats européens aient ébranlé les relations transatlantiques. Alors que les relations des Etats-Unis avec l'Allemagne et la France sont sensiblement affectées et qu'une proportion croissante du public semble prête à agir seule afin de relever les défis internationaux, les Américains se demandent de plus en plus si le multilatéralisme et les alliances constituent réellement les réponses appropriées aux défis auxquels ils sont confrontés. En revanche, les attitudes envers l'UE restent ambivalentes. Alors que le soutien à l'intégration européenne demeure élevé, les Américains hésitent à soutenir l'idée d'une éventuelle force militaire européenne ou d'interventions unilatérales. Ainsi, la constance de leur soutien reposerait sur le fait qu'ils estiment que le niveau actuel d'intégration européenne n'évoluera pas dans un avenir proche. Parallèlement, la connaissance de l'Europe et de ses politiques est toujours très faible et a encouragé certaines méprises à propos du poids relatif de l'Europe dans le monde. Dans l'ensemble, l'opinion américaine semble soutenir une politique étrangère très active, reposant sur la persistance du *leadership* américain dans le monde. Ils sont prêts à utiliser la force militaire pour défendre les intérêts américains dans des circonstances particulières, et lorsque

¹⁵⁰ Mesures effectuées en 1999.

leur sécurité est en jeu, ils soutiennent même l'usage unilatéral de la force. Finalement, leur soutien à l'intégration européenne n'est en aucun cas dogmatique et semble traduire une préférence pour la position actuelle de l'UE, c'est-à-dire avec une marge de manœuvre limitée en matière d'intervention unilatérale.

IV. DES VISIONS DU MONDE OPPOSEES

Comment rapprocher l'opinion publique et l'élite

La relation entre l'opinion publique américaine et les responsables de la politique étrangère nationale fait l'objet de vives discussions dans les milieux politiques américains et reste une pomme de discorde depuis que le célèbre journaliste Walter Lippmann souleva le premier la question dans son ouvrage «Public Opinion» dans les années 1920. Etant donné que la politique étrangère reste une préoccupation secondaire des électeurs et n'a donc jamais vraiment joué un rôle décisif dans les élections présidentielles, les responsables de la politique étrangère ne se sont jamais beaucoup souciés de l'opinion publique. Ainsi, alors que, des années 1950 aux années 1980, les questions internationales occupaient une place inhabituelle dans la société américaine, depuis la fin de la guerre froide, l'intérêt pour les affaires étrangères et la connaissance des dossiers ont à nouveau chuté et l'influence du public sur la politique étrangère est discutable. Pourtant, certains comme Ole Holsti¹⁵¹ prétendent qu'après la guerre froide, l'opinion publique est susceptible d'exercer une influence plus marquée sur les décisions de politique étrangère. Selon lui, la survie des Etats-Unis n'étant plus en jeu, les agences du gouvernement fédéral ne peuvent plus prétendre que le secret en politique étrangère est un impératif et que les décisions vitales doivent être prises par les responsables politiques du fait de l'importance des enjeux. C'est pourquoi, d'après Holsti, la politique étrangère des Etats-Unis pourrait se rapprocher progressivement de la politique intérieure, domaine dans lequel l'opinion publique a depuis longtemps voix au chapitre.

Toutefois, la relation entre l'élite de la politique étrangère et l'opinion publique dans les années 1990 reste pour le moins confuse. Aussi, Kull & Destler¹⁵² ont décrit dans une étude célèbre ce qu'ils nomment l'énigme centrale de la politique étrangère américaine au cours de cette période. Cette énigme est caractérisée par trois phénomènes différents. Premièrement, les décideurs politiques américains ont constaté à la quasi-unanimité qu'après la guerre froide, le public américain était devenu plus isolationniste et attendait de son pays qu'il se retire du reste du monde. Deuxièmement, on constatait un réel et notable désengagement des Etats-Unis du reste du monde, émanant en partie de cette perception. Enfin, les sondages et études n'ont cessé de montrer qu'en réalité, cette volonté isolationniste n'existait pas au sein du public à cette période. Par conséquent, la question est de savoir pourquoi les responsables de la politique étrangère américaine pensaient que le public demeurerait isolationniste. Dans le même temps, on peut se demander pourquoi les électeurs ont voté pour des responsables politiques tellement éloignés de leurs convictions en matière de politique étrangère et leur ont renouvelé leur confiance. L'explication fournie par Kull & Destler pour justifier la différence entre l'isolationnisme du Congrès et le désir d'engagement de la part du public repose sur le simple fait que ni les responsables politiques, ni les journalistes n'accordaient alors beaucoup d'attention aux préoccupations du public en la matière.

¹⁵¹ Holsti, Ole R. (1996), *Public Opinion and American Foreign Policy*

¹⁵² Kull & Destler (1999), *Misreading the Public*

Toutefois, avec les attentats du 11 septembre, la relation entre les perceptions du public et celles de l'élite quant au rôle international de l'Amérique a profondément changé. Tous soutiennent aujourd'hui une politique étrangère active. Face à la menace terroriste, l'opinion américaine s'est constamment alignée sur les analyses de l'élite sur tout une série de questions. Bien qu'au début, le public ait demandé un soutien sans équivoque des Nations Unies en faveur de l'intervention américaine en Iraq, il s'est ensuite rallié à son gouvernement, même en l'absence d'un tel soutien. Bien que le public ait longtemps plébiscité un engagement multilatéral aux côtés des alliés américains et soutenu le rôle de l'ONU, il a désapprouvé le comportement de l'ONU lorsqu'elle s'opposait à ce qu'il jugeait être l'intérêt des Etats-Unis, et a sanctionné les alliés américains - la France et l'Allemagne - pour leur politique d'obstruction. Bien que l'opinion ait à maintes reprises exprimé sa préférence pour une politique étrangère multilatérale, il a apporté le plus souvent un appui massif à la politique étrangère unilatérale de Bush. Toutefois, et dans le même temps, la nouvelle position de l'administration Bush traduisait également des tendances profondément ancrées dans l'opinion. Ainsi, le souhait d'une politique étrangère active et de leadership des Etats-Unis dans les affaires mondiales, la nécessité perçue d'accroître les dépenses militaires et la promotion des pratiques démocratiques à l'étranger rejoignaient les souhaits d'une grande partie de l'opinion. Pourtant, des divergences importantes subsistaient entre l'opinion et une partie des responsables, partisans d'une politique étrangère interventionniste. La plus notable est le rôle des alliances et l'utilisation de la force militaire dans les affaires internationales. Comme je l'ai souligné précédemment, s'il existe un consensus timide sur l'utilisation préventive de la force militaire parmi les responsables politiques, un tel consensus est rarement perceptible au sein de l'opinion publique. De même, l'opinion américaine est largement favorable aux alliances multilatérales et au recours à la diplomatie plutôt qu'à l'action militaire unilatérale, tandis que l'élite américaine nourrit de plus en plus de doutes à propos de l'utilité d'alliances permanentes.

Face aux éléments ainsi rassemblés, il semble utile d'examiner deux questions importantes : comment peut-on concilier l'aversion du public américain pour l'action unilatérale et son soutien massif à l'invasion de l'Iraq, et en quoi ces événements préfigurent-ils le comportement futur de l'opinion américaine dans des situations similaires ? Pour expliquer l'incohérence entre les instincts multilatéraux et le comportement unilatéral, il est nécessaire de rappeler la nature de la société américaine, ainsi que les croyances et les valeurs sous-jacentes qui conditionnent son opinion publique. Si l'on applique la typologie des attitudes en matière de politique étrangère élaborée par Ronald Asmus et par d'autres du Fonds Marshall allemand (GMF), on constate que, comparée à d'autres sociétés, l'Amérique se compose en majorité de pragmatiques et de faucons. Comme ces deux catégories sont généralement prêtes à recourir à la force militaire dans les relations internationales, quitte à agir seuls, la décision des Américains d'utiliser les armes dépend des préférences de l'élite responsable de la politique étrangère. En revanche, le public européen se compose principalement de colombes et de pragmatiques et l'approbation du recours unilatéral à la force y est donc beaucoup plus difficile à obtenir¹⁵³.

¹⁵³ Ronald Asmus, 'Power, War and Public Opinion'

Concernant la relation entre l'élite et l'opinion publique, Roberta Coles a souligné avec pertinence que « le discours public en temps de guerre offre une occasion pédagogique unique aux dirigeants américains de sensibiliser leurs ressortissants à la place de leur pays dans la communauté mondiale, aux valeurs américaines et aux manières d'agir qui suscitent l'estime »¹⁵⁴. Il est probablement plus facile pour les responsables politiques américains d'insuffler certaines valeurs au public lorsque les circonstances imposent l'unité en laissant de côté les divergences politiques. En outre, le désintéret général de l'opinion américaine pour les affaires étrangères explique pourquoi les Américains se soucient beaucoup moins des détails, mais veulent préserver des idées et des valeurs qui leur tiennent à cœur. Cela implique que « si les dirigeants poursuivent et formulent une politique d'engagement international qui reflète ces valeurs communes, ils ont plus de chances de pouvoir compter sur l'appui du public »¹⁵⁵. C'est apparemment ce qu'a fait Bush en martelant le caractère unique des valeurs américaines afin de gagner un soutien en faveur de la guerre contre l'Iraq. En affirmant, comme il le fait dans la plupart de ses discours, que l'Amérique est un pays d'exception ayant une destinée particulière et en traduisant ces tendances dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, il semble avoir touché la corde sensible du public. Son discours à la nation juste avant le début de la guerre contre les Talibans en est un exemple, puisqu'il déclare :

« Je félicite le peuple américain pour son courage dans cette épreuve. Nous traversons un moment unique de l'histoire américaine, une période de redécouverte de l'héroïsme, du sacrifice, du devoir et du patriotisme. Ce sont des valeurs fondamentales de notre pays qui retrouvent toute leur actualité. (...) Nos ancêtres reconnaîtraient l'esprit d'unité et de patriotisme qui se manifeste partout dans notre pays. (...) Les Américains se tournent vers le monde pour lui dire : nous menons une guerre contre les coupables, et pas contre les innocents (...) Les Américains savent que nous devons agir maintenant. Nous devons faire cesser le mal pour que nos enfants et nos petits-enfants connaissent la paix, la sécurité et la liberté dans le plus grand pays au monde ».

Même si la politique de l'administration en place a trouvé cette fois-ci un terreau fertile dans le sillage des attentats terroristes, on peut se demander si cela fonctionnera de nouveau à l'avenir. Les sondages montrent que le public américain n'est pas devenu partisan résolu de la guerre préventive dans d'autres régions du monde ni d'une politique unilatérale qui tente d'affirmer l'hégémonie américaine. Toutefois, il semble également évident que l'opinion américaine en général n'a jamais eu qu'une influence minimale sur les décisions de politique étrangère. C'est pourquoi, même si les lobbies parviennent à infléchir parfois la politique américaine, comme dans le cas d'Haïti, ou de façon constante, comme envers Israël, les responsables de la politique étrangère semblent généralement accorder moins d'importance à l'opinion générale du public. On peut en conclure que l'élite américaine a modifié sa vision du monde et l'importance qu'elle accorde aux alliances, et que le public américain soutient un certain nombre de ces changements, mais reste réservé sur d'autres. Néanmoins, il reste réceptif à la thèse des missions spéciales dévolues aux Etats-Unis dans le monde et continue de vouloir que son pays joue un rôle de leader. En réitérant ces positions, les responsables de la politique étrangère ont souvent réussi à rallier l'opinion publique à leurs vues.

¹⁵⁴ Roberta Coles, 'War and the contest over national identity', *Sociological Review*, 2002

¹⁵⁵ Kull & Destler (1999), *Misreading the Public*

Des visions divergentes du monde ?

Ayant passé en revue l'évolution de l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis du reste du monde et de l'Union européenne à différents niveaux, la question primordiale subsiste : les Etats-Unis et l'Union européenne ont-ils bâti des visions différentes du monde qui rendront toute coopération future de plus en plus difficile ? Alors que cette question pèse depuis un certain temps sur l'avenir des relations entre l'Europe et les Etats-Unis, les événements du 11 septembre et la guerre contre le terrorisme lui confèrent une nouvelle importance qui a entraîné une prolifération de théories s'ingéniant à prévoir une réponse. On peut à ce jour discerner deux grandes approches à cette question. Elles s'appuient toutes deux sur des théories des relations internationales de différentes obédiences et aboutissent à deux conclusions différentes, l'une prévoyant une convergence de vues à long terme, et l'autre une divergence.

La première approche qui a récemment bénéficié d'un retentissement considérable, du fait de l'actualité internationale, est l'approche systémique popularisée par Robert Kagan et par d'autres théoriciens néoconservateurs. D'un point de vue systémique, les différences de puissance relative ont été exacerbées après la fin de la guerre froide et ont entraîné des divergences inexorables dans les valeurs et dans la perception des menaces de part et d'autre de l'Atlantique, qui se solderont à terme par l'éclatement de l'Alliance atlantique. Selon Robert Kagan, la supériorité militaire contraint les Etats-Unis à agir d'une certaine manière, tandis que la faiblesse militaire pousse les Européens à agir d'une autre manière, le plus souvent diamétralement opposée. Toujours selon lui, l'héritage européen de l'intégration continentale, de la pensée sociale-démocrate et de siècles de guerre accentue le recours de l'Europe aux moyens pacifiques. A l'inverse, l'expérience des Etats-Unis aux premières lignes de la lutte contre le communisme aurait renforcé sa tendance à utiliser la force. Selon Kagan, du fait de ces évolutions, les Etats-Unis et l'Europe «ne partagent plus une vision commune du monde, ou même (...) ne vivent plus dans le même monde »¹⁵⁶ et la coopération entre eux s'avère donc de plus en plus impossible.

Une autre approche pour analyser les relations entre les Etats-Unis et l'Europe, axée sur les Etats, aurait tendance à corroborer une évaluation plus optimiste de la situation. Dans cette approche, les divergences actuelles sont uniquement la conséquence de politiques nationales et d'échecs diplomatiques qui auraient très bien pu être évités si la personnalité des dirigeants du monde et les circonstances avaient été différentes. Mettant de côté la répartition internationale du pouvoir, cette approche vise à évaluer les positions de l'opinion de part et d'autre de l'Atlantique afin de déterminer si elles révèlent des tendances convergentes ou divergentes. Parmi les travaux les plus marquants entrepris sur cette question, citons le 'Worldview Survey' du Chicago Council on Foreign Relations et 'Global Attitudes Project' du Pew Research Center. Réalisées en 2002, ces deux études concluent qu'Américains et Européens continuent de partager des valeurs similaires et une perception commune des menaces dans le monde.

¹⁵⁶ Robert Kagan, 'Power and Weakness', *Policy Review*, n° 113, juin 2002

Aperçu des principales conclusions des enquêtes Worldviews Survey et Global Attitude Project :

- Américains et Européens continuent de soutenir une approche multilatérale plutôt qu'unilatérale de la politique étrangère.
- Le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive sont considérés comme deux des principales menaces de part et d'autre de l'Atlantique.
- Les Européens et les Américains sont également favorables au recours à la force militaire dans différentes circonstances, les Européens étant généralement plus enclins à préconiser son utilisation à des fins humanitaires, tandis que les Américains y voient une riposte contre le terrorisme.
- Les Européens et les Américains ont une sympathie mutuelle, comparable aux sentiments qu'éprouvent les Européens entre eux ou les Américains pour leurs voisins canadiens.
- Européens et Américains soutiennent résolument les Nations Unies et l'OTAN et sont favorables à l'extension des responsabilités de ces organisations.
- Européens et Américains sont également des partisans résolus de l'Union européenne et souhaitent qu'elle joue un plus grand rôle dans les affaires internationales.
- Les Européens et les Américains continuent d'afficher des différences mineures en termes de soutien apporté à tel ou tel pays ou à telle ou telle politique.

L'évaluation des opinions américaine et européenne montre donc que, sur un plan général, leurs visions respectives sur les thèmes importants demeurent étonnamment similaires. Toutefois, ces enquêtes masquent le caractère souvent malléable de l'opinion. Comment expliquer sinon le fait que différents sondages réalisés en 2002 aux Etats-Unis révélaient un soutien massif pour les actions multilatérales, ainsi qu'à l'ONU et à une volonté d'agir de concert avec les partenaires européens, et une opposition farouche à déclarer la guerre à l'Iraq en l'absence d'une nouvelle résolution de l'ONU ? Alors qu'en fin de compte, l'opinion américaine a soutenu en grande majorité la guerre contre l'Iraq, en l'absence de preuves crédibles d'ADM, d'une nouvelle résolution de l'ONU et malgré une opposition internationale ? La conclusion qui s'impose est que les attitudes nationales n'ont pas d'influence décisive sur le processus décisionnel et sont inconstantes. A cet égard, le fait qu'une majorité d'Américains appuie de nouveau les institutions internationales, l'ONU et des alliances fortes n'est pas forcément rassurant quand il s'agit de prévoir s'il est possible que le public américain reste fidèle à ces principes à l'avenir.

Pour approfondir ce point, il est nécessaire de rappeler les différences de fond entre attitudes et valeurs. Les attitudes, comme celles exprimées par le public dans différents sondages, ont tendance à varier avec le temps et selon les circonstances, et évoluent au gré de l'environnement social, de la situation économique et des événements marquants. En revanche, les valeurs, comme Lipset nous le rappelle, sont «des sentiments culturellement déterminés, générés par des institutions ou par des événements historiques majeurs, par exemple, une société de colons, une Déclaration des droits, le sectarisme protestant, les guerres et autres événements similaires. Elles engendrent des convictions profondes, comme la soumission ou l'opposition à l'autorité, l'individualisme, l'importance conférée au groupe,

l'égalitarisme ou l'élitisme, qui constituent les principes d'organisation des sociétés »¹⁵⁷. Les valeurs sont donc des éléments profondément ancrés qui ne changent pas aussi facilement que les attitudes. Lorsqu'on examine l'état actuel des relations américano-européennes, il est donc utile de considérer les attitudes qu'expriment les deux parties l'une envers l'autre, et lorsqu'on tente de prévoir l'avenir des relations transatlantiques, il semble plus judicieux de comparer les valeurs sous-jacentes et les vues des élites politiques.

Ainsi, concernant les sondages, en vérité, l'opinion s'avère très souvent perméable à l'influence des décideurs politiques. Cela vaut notamment pour les Etats-Unis, où le niveau de connaissance des dossiers internationaux par le public reste relativement faible. Pour parvenir à une conclusion sur l'évolution future des relations entre l'Amérique et l'Europe sans tomber dans le piège des sondages ni endosser le fatalisme d'une approche systémique, il serait peut-être bénéfique d'appréhender l'opinion de l'élite en comparant les valeurs sous-jacentes qui influencent le comportement américain et européen au plan de la politique étrangère. Les différences qui subsistent entre les responsables de la politique étrangère en Europe et aux Etats-Unis, sachant qu'un consensus perdure sur ces questions, comme nous l'avons montré dans la deuxième partie de cette enquête, sont bien connues et n'ont pas besoin d'être examinées. Les responsables de la politique étrangère américaine restent beaucoup plus enclins à utiliser la force militaire pour défendre les intérêts américains et ont moins d'égards pour les alliances permanentes, l'action multilatérale, les institutions et traités internationaux que leurs homologues européens¹⁵⁸. Dans le cas de la guerre contre l'Iraq, l'élite de la politique étrangère américaine a su, à l'évidence, imposer son point de vue à l'opinion, qui s'est par la suite montrée largement favorable à cette action.

Concernant les valeurs qui sous-tendent la politique étrangère en Europe et aux Etats-Unis, il semble nécessaire de tenir compte de l'avis de Moravcsik qui affirme, même si c'est aujourd'hui un cliché, qu'il est « néanmoins exact de prétendre que les relations occidentales reposent sur un socle de valeurs communes : démocratie, droits de l'homme, économie de marché et une dose de justice sociale »¹⁵⁹. Ces valeurs communes semblent offrir des garanties quant à la pérennité du rapport privilégié entre Europe et Etats-Unis, mais il ne faut pas oublier d'autres valeurs américaines solidement ancrées qui sont opposées à certaines valeurs défendues en Europe. Comme nous l'avons vu plus haut, la foi de l'Amérique en sa destinée manifeste et dans les idéaux qui l'accompagnent traduit un attachement à des absolus moraux et à l'universalité des valeurs américaines, qui est en franche opposition avec le relativisme moral et avec les stratégies d'engagement constructif européens¹⁶⁰. La confrontation entre ces deux visions est inévitable lorsque l'Amérique part en croisade pour affirmer son identité unique ou lorsque sa foi en l'universalité de ses valeurs exige des Européens qu'ils remettent en cause les leurs.

Dans ce contexte, il semble que, face à une menace externe d'un genre nouveau, les responsables de la politique étrangère américaine se soient largement soumis aux valeurs américaines qui impliquent activisme, comportement unilatéral et utilisation impérieuse de la force, afin de défendre les intérêts de l'Amérique et de promouvoir ses valeurs. Bien que ces

¹⁵⁷ Seymour Martin Lipset (1997), *American Exceptionalism: A double-edged Sword*

¹⁵⁸ Il faut toutefois constater que des divergences d'opinion considérables perdurent au sein de l'UE concernant les relations avec les EU, le recours à la force, etc. Voir : Anand Menon & Jonathan Lipkin, 'European Attitudes towards Transatlantic Relations 2002-2003', *Notre-Europe, Research and European Issues*, n°26,

¹⁵⁹ Andrew Moravcsik, 'Striking a New Transatlantic Bargain', *Foreign Affairs*, Vol. 82, n° 4

¹⁶⁰ L'idée qu'au lieu de punir les « Etats hors-la-loi » et les pays qui violent les accords internationaux, l'UE devrait utiliser des méthodes « douces » afin de persuader ces Etats d'engager des réformes, sans pour autant renoncer à utiliser la « force coercitive » en dernier ressort et pour peser lors des négociations.

tendances ne coïncident pas toujours avec les instincts de la population américaine, l'opinion est très souvent perméable à l'influence de ses décideurs, et certains éléments laissent penser qu'elle peut se rallier à l'esprit de croisade qui marque les valeurs américaines. Par conséquent, cette atmosphère semble propice à des conflits transatlantiques à court terme, tandis que l'incertitude plane sur l'avenir à long terme de l'Alliance transatlantique. Dans sa réflexion sur les conséquences possibles à long terme des évolutions actuelles, Kenneth Moss, de la National Defense University, prétend que « les Américains ont vécu dans l'ombre d'un Etat sur le pied de guerre pendant la guerre froide, mais [qu'] en dépit des graves menaces pour la sécurité durant cette période, l'Amérique n'a jamais franchi le pas ». Par conséquent, Moss juge difficile d'imaginer que les Etats-Unis puissent basculer dans la situation actuelle. Il pense donc que le désir américain d'action sans entrave, fondé sur « l'idée du caractère exceptionnel du destin américain, sa mission spéciale et le droit à l'action autonome » restera, à terme, bridé par la croyance tout aussi forte de l'Amérique dans les vertus d'un petit Etat, et de libertés et de droits civils affirmés. L'avenir à long terme de l'Alliance transatlantique dépendra donc de l'éventualité que ce scénario se concrétise.

Domaines possibles de confrontation ou de coopération

S'il ressort de ce qui précède que les perspectives à long terme pour l'Alliance transatlantique sont plus encourageantes que les litiges actuels le laissent penser, le potentiel de nouveaux conflits transatlantiques reste également élevé dans certains domaines. Toutefois, la transformation de la politique américaine et de l'environnement international ouvre également de nouveaux domaines de coopération inattendus entre l'Europe et les Etats-Unis. De nouveaux conflits apparaîtront, notamment dans des secteurs où le désir américain d'agir sans entrave et sa foi dans le caractère universellement applicable de ses valeurs se heurteront à l'attachement des Européens au droit international et à leur croyance en la relativité des valeurs. On peut donc espérer que l'Europe et les Etats-Unis continueront de coopérer dans des domaines qui soient compatibles avec les valeurs et les intérêts qu'ils continuent à partager. Sur cette base, les nouveaux conflits et les nouvelles tentatives de coopération dans un avenir proche devraient concerner les domaines suivants :

Domaines de conflit

- **Multipolarité contre unipolarité** : Américains et Européens sont aujourd'hui de plus en plus divisés sur le principe fondamental d'organisation du système international. Les Américains pensent que leur pays abrite une civilisation dont les valeurs se sont avérées universellement applicables et s'opposent de plus en plus au principe d'un ordre mondial multipolaire au motif qu'il serait le ferment de conflits. Ainsi, Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale, a déclaré lors d'une conférence récente de l'International Institute for Security Studies que « la multipolarité n'a jamais été une idée ou une vision fédératrice », mais que « la multipolarité est une théorie de la rivalité, d'intérêts conflictuels et, au pire, de valeurs conflictuelles »¹⁶¹. C'est pourquoi les Etats-Unis rejettent les principes d'un monde multipolaire et promettent au contraire de créer « un équilibre des pouvoirs favorable à la liberté », les Américains occupant un rôle central. De son côté, l'Union européenne, qui a renoncé aux absolus moraux au cours des deux guerres mondiales et qui est basée en grande partie sur l'acceptation de la diversité et sur la relativité de différentes valeurs, s'oppose largement à ces préceptes. C'est pourquoi,

¹⁶¹ Discours prononcé par Condoleezza Rice à l'International Institute for Security Studies, 26 juin 2003

compte tenu de visions morales divergentes du monde, on peut s'attendre à la persistance de conflits de part et d'autre de l'Atlantique sur le visage futur du monde.

- **Recours à la force** : La propension de l'Amérique à employer la force pour éliminer ce qu'elle considère comme des obstacles potentiels à la sécurité reste forte. Les Américains sont en général de plus en plus fiers de la supériorité de leurs soldats, ils semblent maintenant disposés à nouveau à accepter la perspective qu'ils pourraient encourir des pertes, et contrairement à ce que fut leur position pendant une grande partie de l'après-guerre froide. En outre, ils ont acquis la conviction que l'organisation de leur armée a atteint un tel degré de d'élaboration que la coopération militaire avec d'autres pays serait excessivement compliquée et pourrait même brider le potentiel américain et mettre en danger leurs troupes. Par conséquent, ils n'ont pas vraiment besoin, ni envie, de transiger sur leur politique étrangère uniquement pour bénéficier d'un appui militaire relativement accessoire de leurs partenaires européens, compte tenu du soutien de principe pour les missions de maintien de la paix. Aussi, en l'absence d'une position européenne unifiée, l'approche sélective dans le choix de partenaires militaires et la constitution de coalitions devraient se poursuivre et seront une source permanente de litiges transatlantiques et intra-européens. On pourrait croire que le potentiel de conflit dans ce domaine a diminué après la guerre contre l'Iraq, sachant que la guerre contre le terrorisme est loin d'être gagnée, mais il serait trop optimiste d'exclure l'éventualité d'événements militaires futurs.
- **Institutions internationales et droit international** : Bien que leur crédibilité et leur importance aient peut-être souffert pendant la guerre contre l'Iraq, le droit international et les institutions internationales semblent aujourd'hui avoir regagné une place de choix dans une Amérique qui nourrit après tout le désir sincère d'obtenir un soutien international pour sa mission et qui reconnaît que la guerre contre le terrorisme exige une coopération internationale dans certains domaines. Toutefois, l'Amérique aborde souvent ces institutions, animée de la ferme conviction que ses propres intérêts rejoignent ceux de l'humanité et demande le soutien et l'appui du monde pour le défendre contre de nouveaux fléaux. La réticence américaine à restreindre sa souveraineté et l'application extraterritoriale de ses propres lois remonte certes aux années 1950¹⁶², mais le climat actuel ravive ces tendances. Cette vision des choses semble avoir conféré aux Etats-Unis une attitude du tout ou rien à l'égard des accords internationaux, car ils rechignent à faire des compromis sur ce qu'ils considèrent être leurs intérêts et ceux du monde. Si le monde ne devait pas y souscrire, l'opinion publique et l'élite américaines ont montré qu'elles entendaient contourner l'ONU et d'autres organisations internationales, et solliciter l'approbation internationale par d'autres moyens.

Domaines de coopération

- **Intervention humanitaire** : Le nouvel activisme de la politique étrangère qui anime Washington et sa volonté d'intervenir à l'étranger non seulement dans des domaines où il juge que ses intérêts vitaux sont en jeu, mais aussi pour promouvoir ses valeurs, ont peut-être ouvert la voie à un nouveau domaine de coopération entre l'Europe et les Etats-Unis. Pendant la majeure partie des années 1990, les Européens se sont fréquemment plaints du désintérêt relatif de l'Amérique pour des crises internationales

¹⁶² Par exemple, l'application élargie de la législation anti-trust américaine à des entreprises britanniques et de la *Trading with the Enemy Act* aux filiales américaines.

n'impliquant pas ses intérêts vitaux, et de sa réticence à déployer son énorme puissance militaire pour des missions humanitaires et de maintien de la paix (« les superpuissances ne lavent pas les vitres »). Toutefois, l'évolution de la situation intérieure et les nouvelles priorités américaines dictées par la guerre contre le terrorisme pourraient inciter l'Amérique à accroître sa participation aux missions d'aide humanitaire et de maintien de la paix, afin de mettre un terme aux conflits dans le Tiers Monde et surtout en Afrique du Nord et sub-saharienne qui, à défaut, pourraient devenir un terrain fertile pour les terroristes. Le soutien américain à la mission de maintien de la paix au Liberia et son programme de lutte contre le sida sont des premiers pas dans cette direction. Cette évolution recèle un potentiel positif et, si elle rencontre l'appui de l'Europe, pourrait déboucher sur un nouveau domaine de coopération.

- **Antiprolifération** : Dans le cas de la prolifération des armes de destruction massive, on peut considérer que l'Europe s'est lentement rapprochée du point de vue des Etats-Unis. Cette évolution se fait jour dans les attitudes sous-jacentes du public ou dans la nouvelle stratégie de sécurité de l'UE¹⁶³, qui voit dans la prolifération des ADM l'une des plus grandes menaces que l'UE connaît actuellement. Même si de grandes divergences subsistent sur la meilleure manière de procéder, empêcher la prolifération des ADM continue de revêtir un intérêt vital pour l'Europe comme pour les Etats-Unis et, faute de coopération, il sera difficile d'y parvenir. C'est pourquoi, même si l'on peut s'attendre à ce que les Etats-Unis et l'UE restent divisés sur le recours à la force pour empêcher la prolifération des ADM, leur coopération dans d'autres domaines connexes devrait se poursuivre.
- **Commerce international** : Bien que l'on ait assisté, ces dernières années, à de nouveaux différends transatlantiques, comme l'illustrent le désaccord sur les dossiers agricoles, ainsi que l'affrontement sur la sidérurgie et les questions fiscales¹⁶⁴, et que la tendance soit, de part et d'autre de l'Atlantique, au renforcement de l'intervention de l'Etat dans l'économie, les perspectives restent néanmoins positives, principalement pour deux raisons : d'une part, si l'on fait la distinction entre les différends d'ordre financier et ceux d'ordre idéologique, il s'avère que ces derniers portent sur un nombre relativement réduit de litiges et n'ont qu'une incidence faible sur les relations commerciales¹⁶⁵. Ainsi, les différends du côté de l'UE sont généralement motivés par des préoccupations touchant l'environnement et la sécurité biologique, tandis que du côté américain, ils ont leurs origines dans des initiatives diplomatiques et dans l'application extraterritoriale du droit américain. Le volume des échanges transatlantiques concernés reste faible, mais ils reçoivent souvent une attention exagérée de la part des médias, du fait de l'influence de groupes d'intérêt. Deuxièmement, dans les affaires commerciales, l'UE a longtemps parlé d'une seule voix et sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis, et ne peut donc pas faire l'objet de l'approche sélective qui caractérise la politique américaine concernant les questions de sécurité. La coopération entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur les dossiers commerciaux devrait donc probablement se poursuivre, les incidences des difficultés rencontrées dans d'autres domaines restant limitées. Si toutefois l'atmosphère

¹⁶³ Conseil européen, *A Secure Europe in a Better World*, Thessalonique, 20 juin 2003

¹⁶⁴ Les principaux litiges concernent la décision prise en 2002 par les Etats-Unis d'imposer des droits de douane pouvant atteindre 30 % sur les importations d'acier, le désaccord persistant sur l'impôt sur les sociétés relatif aux ventes à l'étranger (aujourd'hui ETI) et le moratoire de l'UE sur l'importation d'organismes génétiquement modifiés.

¹⁶⁵ Selon Hufbauer et Neumann, seulement 5 % environ des échanges entre l'Union européenne et les Etats-Unis sont concernés, si l'on considère l'ensemble des litiges récents. Voir Hufbauer et Neumann, 'US-EU Trade and Investment: An American Perspective'

délétère devait perdurer entre les deux parties, tout renforcement de la coopération apparaîtrait improbable, alors que c'est, pour certains, la condition nécessaire¹⁶⁶ pour qu'elles jouent un rôle efficace de comité directeur sur les affaires économiques mondiales.

Hormis ces grandes questions, plusieurs problèmes concrets se profilent dans un avenir proche et devraient mettre à l'épreuve la coopération transatlantique. Au moment de la rédaction de ce document, il existait un désaccord permanent sur le rôle de l'ONU dans le processus de reconstruction de l'Iraq et sur le soutien européen à la gestion américaine de la crise, mais le test crucial à brève échéance, comme l'affirme Steven Everts¹⁶⁷ du CER, devrait être la question de savoir comment les deux parties réagiront aux rapports selon lesquels l'Iran aurait accéléré son programme nucléaire. Les Etats-Unis, déjà inquiets du rôle de l'Iran en Iraq et de son soutien aux Hezbollah, ont récemment enjoint l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de déclarer que l'Iran violait ses engagements de non-prolifération. Si les Etats-Unis, dans le cadre de leur stratégie pour le Moyen-Orient, décident d'accroître leur pression sur l'Iran et sur l'UE pour que celle-ci réexamine ses relations avec l'Iran, cela pourrait jeter une nouvelle pierre dans le jardin des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. La stratégie américaine, si l'on excepte une courte période pendant la guerre en Afghanistan, consiste à isoler l'Iran et à imposer des changements dans la structure de son gouvernement. L'UE, pour sa part, privilégie une stratégie « d'engagement conditionnel », offrant des incitations sous forme d'un accord commercial et de coopération, en vue de provoquer des changements dans ce pays. L'Iran constitue donc un autre exemple flagrant où les stratégies américaine et européenne pourraient s'affronter. Si les avertissements de prolifération nucléaire iranienne devaient se révéler fondés (ce qui sera difficile à établir compte tenu de l'échec total de ces tests dans le cas de l'Iraq), les Etats-Unis, invoquant les engagements de non-prolifération pris dans la nouvelle Stratégie de sécurité européenne, feront probablement pression sur l'UE pour sévir¹⁶⁸. Une politique active envers l'Iran visant à désamorcer ce risque est donc absolument nécessaire, à tout le moins pour prouver que « l'engagement conditionnel » européen constitue une alternative valable à l'utilisation « préventive » de la force américaine. Une approche attentiste de l'UE pourrait à nouveau conduire à une situation dans laquelle les Etats-Unis décideraient d'intervenir auprès de certains Etats membres pour qu'ils soutiennent une position plus ferme vis-à-vis de l'Iran, laissant les autres recoller les morceaux. Cela n'implique nullement que l'UE devra s'aligner sur la politique américaine envers l'Iran, mais au contraire qu'elle doit élaborer sa propre stratégie pour faire face au problème. En conclusion, avec la transformation considérable du regard que les Etats-Unis posent sur le monde depuis la fin de la guerre froide, des conflits entre l'Europe et les Etats-Unis sur certaines questions seront inévitables. Toutefois, en fonction de la capacité de l'UE à trouver des approches communes dans les domaines potentiellement conflictuels, ces pommes de discorde seront ou non la source d'un regain de tension au sein de l'Europe.

¹⁶⁶ Par exemple, l'appel de Fred Bergsten en faveur d'un G-2 dans 'The Transatlantic Century', Washington Post, 25 avril 2002 ; ou celui de Jacques Delors pour un Conseil de sécurité économique dans 'Pour un Conseil de Sécurité économique mondial', *Nouvel Observateur*, 17-23 septembre 1998

¹⁶⁷ Steven Everts, 'Iran will be the test for European foreign policy', *Financial Times*, 1^{er} juin 2003

¹⁶⁸ Certains Etats membres de l'UE ont déjà averti que si l'Iran ne signait pas un protocole additionnel au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et n'améliorait pas son comportement général, ils cesseraient les négociations en vue d'un accord commercial et de coopération. Voir : BBC News, 'EU envoy warns Iran', 30 août 2003

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Sur la base des principaux résultats de cette enquête, il semble désormais possible de tirer des conclusions provisoires sur le visage futur de la politique étrangère américaine et ses implications pour l'Union européenne. Comme nous l'avons montré, on peut discerner une convergence de vues à long terme parmi les responsables de la politique étrangère américaine depuis la fin de la guerre froide, le 11 septembre et la guerre contre le terrorisme ayant servi de moment de vérité. Comme l'a montré l'analyse des responsables de la politique étrangère américaine, un timide consensus, basé sur les stratégies de prévention et d'élargissement démocratique, existe déjà de part et d'autre du clivage politique¹⁶⁹. En outre, le public américain soutient largement le pivot de cette stratégie. Plus patriotique que jamais, il est convaincu que les Etats-Unis, dépositaires d'une mission spéciale, doivent jouer un rôle de chef de file incontesté dans les affaires du monde. Bien qu'il soit sceptique sur les vertus d'une politique étrangère unilatérale et favorise en général des solutions multilatérales, il se laisse facilement influencer par une administration qui en appelle à ses valeurs et à ses traditions, et donne le plus souvent son aval aux actions unilatérales lorsqu'il juge que les intérêts vitaux américains sont en jeu (Iran et Corée du Nord). Dans leurs relations avec l'Europe, les Etats-Unis restent ambivalents car ils sont fondamentalement favorables à l'intégration européenne, mais s'opposent à une plus grande indépendance en Europe. C'est pourquoi le soutien inflexible à une Europe unie, qui a dominé la politique étrangère américaine pendant la plus grande partie de la guerre froide, a cédé la place à un engagement plus sélectif, et l'Amérique n'hésite pas à se mêler aux affaires intra-européennes ou à sélectionner ses partenaires de coalition.

On perçoit également, depuis la fin de la guerre froide, une montée de l'idéalisme dans la politique étrangère américaine, au détriment des traditions américaines de réalisme et d'isolationnisme. Comme d'autres évolutions dans la sphère de la politique étrangère, cette nouvelle emprise d'idées et de concepts moraux sur l'orientation des politiques s'est exercée graduellement avant de s'imposer avec une nouvelle vigueur lors des événements du 11 septembre. Cela signifie qu'elle n'est pas simplement imputable à l'influence pernicieuse que les néoconservateurs exerceraient sur la politique américaine. S'arrêter à cette explication serait contradictoire avec les critiques souvent adressées à la « politique étrangère à la Mère Teresa »¹⁷⁰ de l'administration Clinton. En outre, réalisme et idéalisme ont en réalité toujours rivalisé pour imposer leur influence sur la politique étrangère américaine et, réciproquement, leur emprise sur l'identité américaine. La véritable question n'est donc pas de savoir si l'idéalisme a remporté une victoire déterminante comme principe de la politique étrangère américaine, mais de déterminer précisément où idéalisme et réalisme se rejoignent. Il semble, pour le moment, que le réalisme a cédé beaucoup de terrain depuis la guerre froide. Comme nous l'avons montré, la croyance des Américains en la destinée manifeste de leur nation existe depuis que l'Amérique est devenue la « première nouvelle nation ». Comme, à cette époque, les Etats-Unis étaient contenus par de grandes puissances étrangères et par leurs propres contrepois nationaux, on jugeait insensé de tenter de changer le monde par une politique autre que celle de l'exemple. Mais cette situation changea au 19^e siècle, lorsque les Etats-Unis s'affirmèrent et que « la moralité d'une confiance en soi absolue animée par l'esprit de croisade », pour citer Fulbright, s'empara de la politique étrangère américaine. On

¹⁶⁹ Même Howard Dean n'échappe pas complètement à ce consensus, car il a martelé qu'il ne rejetait pas le recours à la force militaire par principe, mais uniquement qu'il la jugeait inadaptée dans le cas de l'Iraq.

¹⁷⁰ Michael Mandelbaum, 'Foreign Policy as Social Work', *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 1

ne jugeait plus insensé de vouloir changer le monde, mais insensé, voire immoral, de ne pas le faire.

Au début du 21^e siècle, l'esprit de croisade décrit par Fulbright est exacerbé par le fait que les Etats-Unis restent la seule superpuissance au monde. La tendance à l'activisme dans les affaires étrangères et à la diffusion des valeurs américaines est également renforcée par le nouveau défi posé par le terrorisme international et la menace qu'il constitue pour la sécurité américaine. Plus que jamais, l'idéalisme a pris l'avantage dans sa lutte permanente avec le réalisme pour s'imposer dans les affaires étrangères américaines. Tout changement à court terme est improbable, car la guerre contre le terrorisme, surtout si elle s'appuie sur la stratégie actuelle, devrait se poursuivre. L'équilibre constitutionnel d'origine élaboré par les Pères Fondateurs, qui met ces deux valeurs en concurrence, est aujourd'hui rompu, ce qui risque de livrer les Etats-Unis, du moins dans certaines situations, à son esprit de croisade¹⁷¹. Dans ce contexte, l'Europe doit réviser en urgence le rôle qu'elle compte jouer face à une Amérique transformée. A l'heure actuelle, l'Union européenne est divisée. Certains pensent que l'Europe doit continuer de manifester une loyauté et une fidélité absolues à ce qui demeure après tout la « nation indispensable », en vertu de la convergence de certaines valeurs, tandis que d'autres demandent à l'UE de ne pas oublier ses obligations internationales et de compenser ce qu'ils considèrent comme de dangereuses tendances à l'expansionnisme américain.

Bien que la méthode de la discussion ouverte ait progressivement permis une convergence de vues au sein de l'Europe sur les relations de l'UE avec les Balkans et le Moyen-Orient, une évolution similaire concernant ses relations avec les Etats-Unis semble encore éloignée. En outre, les divergences politiques de part et d'autre de l'Atlantique ont traditionnellement provoqué des réactions diverses dans les capitales européennes et ont souvent été le motif de différends intra-européens. L'époque où une position européenne commune à tout prix était importante pour les Etats-Unis est depuis longtemps révolue et, en l'absence d'un soutien global de l'UE pour ses plans, les Etats-Unis se rabattront encore sur des coalitions sélectives avec les volontaires parmi les Etats membres de l'UE, sapant ainsi la possibilité d'une position européenne commune. Le grand perdant des tensions Etats-Unis-Europe reste donc l'Union européenne. Comment, dans ces conditions, l'UE réagira-t-elle aux nouvelles initiatives politiques américaines qui sont susceptibles d'engendrer des réponses différentes de la part des partisans de l'Europe et de ceux de l'Alliance atlantique¹⁷²? Il est probable que la relation entre Europe et Etats-Unis restera asymétrique, les Etats-Unis jouant un rôle fédérateur, en dictant les conditions d'engagement à une Union européenne qui doit parvenir à une politique étrangère commune au prix de douloureux compromis. Bien que la marge de manœuvre de l'UE reste limitée, il est vital qu'elle tente d'adapter sa politique étrangère aux réalités de la nouvelle Amérique. Bien que ce document n'ait pas pour objectif principal de formuler des propositions de politique spécifiques à l'Union européenne, mais d'évaluer les transformations de la politique étrangère américaine envers l'Europe et le monde, certains domaines d'action semblent apparaître spontanément.

¹⁷¹ Walter McDougall (1997), *Promised Land, Crusader State. The American Encounter with the World Since 1776*

¹⁷² Pour une bonne définition de ce que recouvrent ces termes, voir : Menon, Anand et Jonathan Lipkin, 'European Attitudes towards Transatlantic Relations 2002-2003', *Notre-Europe*, Research and European Issues, n° 26, mai 2003

1. Les Etats membres de l'UE doivent intensifier leurs efforts pour consolider leurs positions sur des problèmes extérieurs communs.

Les Européens doivent admettre qu'à chaque fois qu'ils échouent à trouver une position commune concernant un problème international pour lequel les Etats-Unis, animés par leur idéologie actuelle, se sentent tenus d'agir, ces derniers sont contraints d'opérer une sélection parmi les Etats membres de l'UE afin de ne pas se priver d'un soutien international. Les Etats membres de l'UE doivent donc s'efforcer de parvenir à une perception commune de la menace afin de déterminer quels problèmes méritent une action commune. La nouvelle stratégie de sécurité européenne de Javier Solana est un excellent point de départ à cet égard, mais elle ne prévoit aucun plan d'action spécifique et ne suffira donc pas à susciter des réponses européennes unifiées. Ce qui est avant tout nécessaire, c'est une politique étrangère européenne plus active qui cherche à harmoniser les positions de ses Etats membres face aux défis spécifiques que rencontre l'Union, au lieu d'attendre passivement les décisions des responsables de la politique étrangère américaine, puis de se disputer sur la réaction adéquate. Heureusement, le projet de Constitution européenne prend acte de cette nécessité et accorde au nouveau ministre des Affaires étrangères de l'UE le droit d'initiative en politique étrangère, ce dont le haut-représentant de la PESC est actuellement dépourvu. Même avec un droit d'initiative, le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'UE ne pourra pas faire grand-chose si les Etats membres ne se montrent pas plus enclins à consolider leurs positions au sein de l'UE, au lieu d'engager des actions autonomes avant qu'une position européenne commune ne soit négociée.

2. L'Europe et les Etats-Unis doivent réaffirmer leur partenariat dans le commerce international et trouver une base pour renforcer leur coopération sur les questions économiques.

Bien que les désaccords entre l'Europe et les Etats-Unis dans les domaines du commerce international et de l'économie soient jusqu'à présent limités, le danger de retombées négatives existe s'ils continuent de s'opposer sur d'autres thèmes. Les désaccords économiques entre les deux parties ont récemment fait l'objet d'une attention exagérée et les esprits se sont échauffés¹⁷³. Les déclarations populistes comme celle de George Bush, selon qui l'UE, en appliquant son moratoire sur les OGM, affame le monde en développement, sont les signaux avant-coureurs de ce qui pourrait se produire si les visions du monde divergentes de l'Europe et des Etats-Unis se répercutent sur leurs relations commerciales. Une économie mondiale ouverte et des relations commerciales et monétaires stables ont une importance vitale non seulement pour l'Europe et les Etats-Unis, mais aussi pour le reste du monde, et doivent donc être préservées de tout conflit possible. En outre, les deux parties seraient bien avisées de renforcer leur leadership conjoint dans les relations économiques et d'envisager des initiatives telles que la mise en place d'un G-2 informel ou d'un Conseil de sécurité économique¹⁷⁴, afin de gérer en commun les problèmes économiques mondiaux. Outre qu'elles s'attaqueraient aux problèmes commerciaux exposés lors du Cycle des négociations commerciales de Doha et permettraient de gérer l'architecture financière internationale fragile, de telles mesures seraient également le point de départ de la résolution des désaccords actuels. Une coopération plus étroite dans ces domaines pourrait également redynamiser des organisations de la société

¹⁷³ Selon Hufbauer et Neumann, seulement 5 % environ des échanges UE-EU sont concernés, si l'on considère l'ensemble des litiges récents. Voir Hufbauer et Neumann, 'US-EU Trade and Investment: An American Perspective'

¹⁷⁴ Voir les notes 165 et 166.

civile, telles que le « Transatlantic Business Dialogue » (TABD), et encourager le dialogue entre les organisations de protection de l'environnement et des consommateurs.

3. L'Europe doit accroître ses efforts pour montrer aux Etats-Unis les avantages de la négociation et de l'engagement constructif.

Pour empêcher de nouveaux conflits transatlantiques sur le traitement des pays inscrits par les Etats-Unis sur la liste des « Etats hors-la-loi » et l'apparition de nouveaux désaccords intra-européens sur le traitement de ces Etats, l'UE doit s'accorder sur des stratégies communes vis-à-vis de ces pays qui fassent la part belle aux mécanismes de la puissance douce. Pour éviter de devoir s'aligner sur la conception américaine de l'utilisation de la coercition dans les relations internationales, l'Europe doit montrer l'utilité des méthodes d'engagement constructif et de prévention des conflits, afin de convaincre les pays de coopérer sur les questions des ADM et du terrorisme. Cela ne veut pas dire que l'UE doit renoncer au recours à la force ou négliger d'acquérir les capacités nécessaires à une réaction militaire rapide. Au contraire, l'UE a besoin de ces capacités pour jouer un rôle plus constructif dans les affaires internationales et prouver aux Etats-Unis qu'elle reste incontournable. Elle doit néanmoins montrer à tout prix que la menace du recours à la force n'est pas toujours la méthode la plus efficace pour combattre le terrorisme et la propagation des ADM ou pour établir la paix au Moyen-Orient. La déclaration des ministres des Affaires étrangères de l'UE sur la prolifération des ADM le 16 juin et l'importance que Javier Solana a accordée à l'association efficace de mécanismes de puissance douce et coercitive dans son projet de Stratégie européenne de sécurité sont des pas utiles vers une position européenne plus cohérente sur ces questions. Les relations structurelles que l'Union européenne a nouées avec d'autres pays, comme ses Accords d'association et notamment le Partenariat méditerranéen, la dotent d'outils efficaces pour contribuer au développement à long terme de ces pays. Toutefois, la stratégie de l'UE envers le Moyen-Orient reste trop souvent en demi-teinte, et une relance du processus de Barcelone incluant un chapitre sur le terrorisme et sur les ADM n'a que trop tardé.

4. Inventer un nouveau rôle pour l'OTAN basé sur des missions humanitaires et de maintien de la paix, plutôt que sur des missions militaires intensives.

Des voix se sont récemment élevées pour que l'OTAN joue un nouveau rôle dans la lutte contre le terrorisme et se dote des moyens nécessaires pour mener rapidement des interventions militaires de grande envergure¹⁷⁵. Toutefois, de sérieux désaccords subsistent sur les questions que suscite le recours à la force militaire au motif de la guerre contre le terrorisme ou pour empêcher la prolifération des ADM. Aussi longtemps que les Etats-Unis et l'Europe continueront d'avoir une vision différente de la manière de s'attaquer à ces problèmes, un recentrage de l'OTAN pourrait en fait accroître les frictions et non les atténuer. Le projet de Force de réaction rapide de l'OTAN en est l'illustration. Envisagée comme moyen de transformer les forces militaires européennes, cette troupe multilatérale est censée réunir des forces d'élite européennes et américaines en vue d'intervenir rapidement dans des conflits de grande intensité. Toutefois, en l'absence d'un ennemi commun et face aux

¹⁷⁵ Le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, a souhaité que l'Organisation joue un rôle plus important dans la guerre contre le terrorisme, tandis que les Etats-Unis ont appelé de leurs vœux la mise en place d'une nouvelle Force de réaction rapide de l'OTAN en septembre 2002.

perceptions différentes de la manière de procéder dans la guerre contre le terrorisme, on imagine difficilement dans quel type de conflits cette force pourrait être déployée. Aussi, au lieu de s'efforcer d'élaborer des capacités militaires de haut niveau au sein de l'OTAN, l'Alliance devrait s'inventer une nouvelle vocation en se concentrant sur les intérêts communs et sur les nouvelles missions qu'elle a menées à bien depuis la fin de la guerre froide. L'OTAN reste un instrument utile pour ses membres, car elle assure l'interopérabilité et constitue un forum où Europe et Etats-Unis peuvent discuter de questions de sécurité communes. En outre, l'OTAN semble être le meilleur interlocuteur pour engager un dialogue avec les forces armées russes exsangues et soutenir leur modernisation. Elle doit également fournir une assistance et favoriser la stabilité en Méditerranée, en Europe de l'Est et dans le Caucase par le biais du Partenariat pour la paix et de son Programme méditerranéen. Enfin, au lieu d'engager l'OTAN dans de nouveaux conflits difficiles qui restent litigieux, elle pourrait servir de plate-forme à des missions humanitaires et de maintien de la paix conjointes, afin de rétablir la paix dans des régions qui sinon pourraient devenir le vivier du terrorisme. Coopérer à l'occasion de ces missions procurerait des avantages à l'Europe comme aux Etats-Unis. L'OTAN serait donc bénéfique aux Etats-Unis en leur fournissant une réserve de troupes pour ces missions et en leur donnant accès à l'expérience européenne en matière de maintien de la paix, tout en mettant un terme aux craintes de l'Europe d'être toujours plus sollicitée pour accomplir les tâches ingrates, une fois que les Etats-Unis auront achevé les combats à haute intensité.

5. L'Europe et les Etats-Unis doivent rebâtir leur relation sur la base d'intérêts partagés et reconnaître que, sur certains sujets, leurs visions du monde resteront différentes.

Enfin, il semble important que l'UE montre aux Etats-Unis que les alliances permanentes, notamment un partenariat avec l'Europe, peuvent leur procurer des avantages, et qu'une Europe forte et unie ne sera pas catégoriquement opposée aux initiatives américaines. Néanmoins, les Européens ont jusqu'ici paru divisés sur la meilleure manière d'en administrer la preuve. Ainsi, Tony Blair prétend que les Européens doivent soutenir les Etats-Unis sur les questions de sécurité en général, pour montrer que les alliés sont utiles et que le multilatéralisme peut servir les intérêts américains. Pour sa part, la France et, dans une certaine mesure, l'Allemagne semblent aujourd'hui déterminées à prouver aux Etats-Unis que leur comportement unilatéral en Iraq et leur mépris de l'Europe ont conduit à un bourbier, et qu'ils devront en pâtir pour comprendre combien ils sont tributaires d'un partenariat avec l'Europe. Là encore, à cause de l'absence de position commune, les deux approches ont échoué. Tony Blair, malgré sa popularité aux Etats-Unis, n'a pas réussi à influencer le cours de la politique américaine, tandis que la position de la France et de l'Allemagne, loin de favoriser la compréhension, n'a fait que renforcer les tendances unilatéralistes et l'animosité envers l'Europe. Pour réussir, l'approche européenne à l'égard des Etats-Unis doit trouver une voie médiane pragmatique entre ces deux extrêmes, qui autorise une certaine souplesse et qui intègre surtout la somme des intérêts nationaux en Europe. A l'heure où l'idéalisme fait un retour en force dans les relations internationales, l'Europe et les Etats-Unis doivent admettre qu'en dépit de leur convergence sur de nombreux dossiers, ils continuent de s'opposer sur certaines questions. Replacer leur relation sous le sceau du réalisme devrait leur permettre de comprendre qu'il est dans leur intérêt de continuer à rechercher des solutions communes à des problèmes communs, au lieu de céder au désir de punir d'anciens alliés et de prouver que c'est l'autre qui a tort.

BIBLIOGRAPHIE

Adas, Michael, 'From Settler Colony to Global Hegemon: Integrating the Exceptionalist Narrative of the American Experience into World History', speech delivered at the 19th International Congress of Historical Science, Oslo, August 2000

Allin, Dana, Gordon, Philip & Michael O'Hanlon, 'The Democratic Party and Foreign Policy', *World Policy Journal*, Spring 2003

Arens, Elizabeth, 'Republican Futures', *Policy Review*, No. 106, April 2001

Arens, Elizabeth, 'The Democrats' Divide', *Policy Review*, No. 108, August 2001

Thoughts on the Nature and Structure of the Trans-Atlantic Divide', *Transatlantic Trends* 2003

Baer, Kenneth S. (2000), *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, University Press of Kansas: Lawrence, Kansas

Baker, James, 'A New Europe, A New Atlanticism: Architecture for a New Era', Press Office of the Department of State, 12 December 1989

Bergsten, Fred C., 'The Transatlantic Century', *The Washington Post*, April 25, 2002

Burk, Kathleen & Melvyn Stokes, eds. (1999), *The United States and the European Alliance since 1945*, Oxford International: Oxford

Calleo, David, 'Balancing America: Europe's International Duties', *Internationale Politik und Gesellschaft*, No. 1, 2003

Chicago Council on Foreign Relations, 'Worldviews 2002', available online at: <http://www.worldviews.org/>

Citrin, Jack, et al., 'Is American Nationalism Changing? Implications for Foreign Policy', *International Studies Quarterly*, Vol. 38, No. 1, 1994

Clinton, Bill, 'Democracy in America', speech at the University of Milwaukee, Wisconsin, 1 October 1992

Clinton, William Jefferson, 'American Security in a Changing World', address to George Washington University, August 5th, 1996

Coles, Roberta L., 'War and the contest over national identity', *Sociological Review*, 2002
Commission on America's National Interest (2000), 'America's National Interest', Belfer

Center for Science and International Affairs, Nixon Center & RAND Corporation: Cambridge, MA

Cox, Michael, 'Wilsonianism Resurgent? The Clinton Administration and American Democracy Promotion in the late 20th Century', speech at the International Studies Association conference, March 14-18, 2000

Daalder, Ivo H. & James M. Lindsey, 'The Bush Revolution: The Remaking of America's Foreign Policy', The Brookings Institute, May 2003

Destler, I.M., 'The Reasonable Public and the polarized Policy Process', in Richard H. Ullman (2001), *The Real and the Ideal: Essays in International Relations*, Rowman & Littlefield: New York, NY

Diamond, Larry, 'Promoting 'Real' Democracy', *Blueprint Magazine*, January 1, 2000

Dionne Jr., E.J., 'Conservatism Recast; Why This President's Reach Could Be Monumental', *Washington Post*, January 27, 2002

Dionne, E.J. Jr., et al., 'After the Mid-Terms: Congress, the President, and Policymaking in 2003', *Brookings Policy Brief*, No. 115, February 2003

Economist, 'Manifest destiny warmed up?', Special Report: America and empire, August 16th 2003

Ehrman, John (1995), *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs 1945-1994*, Edwards Brothers: Ann Arbor, Michigan

Everts, Steven & Daniel Keohane, 'The European Convention and EU Foreign Policy: Learning from Failure', *Survival*, Vol. 45, No. 3, Autumn 2003

From, Al & Bruce Reed, 'The Real Soul of the Democratic Party', *DLC Memo*, May 15, 2003

From, Al, 'National Purpose', *Blueprint Magazine*, June 30, 2003

Gelb, Lesley & Justine A. Rosenthal, 'The Rise of Ethics in Foreign Policy', *Foreign Affairs*, Vol. 83, No. 3, May/June 2003

German Marshall Fund of the United States, 'Transatlantic Trends 2003 – Topline Data', June 2003

Grant, Charles, 'Transatlantic Rift: How to Bring the Two Sides Together', *CER Pamphlet*, June 2003

Hassner, Pierre, 'The United States: the empire of force or the force of empire', Chaillot Paper, No. 54, September 2002

Holsti, Ole R. (1996), *Public Opinion and American Foreign Policy*, University of Michigan Press: Ann Arbor

Hönicke, Michaela, 'Intentions and Ambivalences in US Policies towards Europe', in Reinhard C. Meier-Walser & Susanne Luther, eds. (2001), *Die euro-atlantische Beziehung im Spannungsfeld von Regionalisierung und Globalisierung*, München, 2001

Hufbauer, Gary & Fred Neumann, 'US-EU Trade and Investment: An American Perspective', paper presented at Harvard University, April 11-12, 2002

Huntington, Samuel P., 'Robust Nationalism', *The National Interest*, No. 58, Winter 1999/2000

Huntington, Samuel, 'The Erosion of American National Interest', *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5, September/October 1997

Kagan, Robert & William Kristol, 'Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy', *Foreign Affairs*, Vol. 75, No. 4, July/August 1996

Kagan, Robert, 'Power and Weakness', *Policy Review*, No. 113, June 2002

Kagan, Robert, 'Kosovo and the Echoes of Isolationism', *The New York Times*, March 24, 1999

Koh, Harold Hongju, 'On American Exceptionalism', *Stanford Law Review*, Vol. 55, May 2003

Krauthammer, Charles, 'Liberal Democrats' Perverse Foreign Policy', *Washington Post*, July 11, 2003

Krauthammer, Charles, 'The Unipolar Moment Revisited', *The National Interest*, Winter 2002/03

Kristol, Irving, 'A Post-Wilsonian Foreign Policy', *AEI On the Issue*, August, 2nd, 1996

Kull, Steven & I.M. Destler (1999), *Misreading the Public. The Myth of a New Isolationism*, Brookings Institute Press: Washington, DC

Kull, Steven, 'Americans on America's Role in the World after the Iraq War', *PIPA/Knowledge Networks Poll*, April 29, 2003

Kull, Steven, 'Seeking a New Balance: A Study of American and European Public Attitudes on Transatlantic Issues', *PIPA poll report*, June 26, 1998

Lake, Anthony, 'From Containment to Enlargement', speech to the Johns Hopkins University, 21 September, 1993

Lindberg, Tod, 'Bush's Achilles Heel. In Search of Greatness', *Blueprint Magazine*, May/June 2002

Lipset, Seymour Martin (1997), *American Exceptionalism: A double-edged Sword*, Norton & Company, New York, NY

Lubragge, Michael, 'Manifest Destiny. The Philosophy that Created a Nation', available online at: <http://odur.let.rug.nl/~usa/E/manifest/manif2.htm>

Marshall, Will, 'Closing the Defense Gap', *Blueprint Magazine*, March 25, 2002

- Marshall, Will, 'Blast from the Past', *Blueprint Magazine*, June 30, 2003
- Marshall, Will, 'Democratic Realism: the Third Way', *Blueprint Magazine*, January 1, 2000
- McAllister, Ted V. (1995), *Revolt against Modernity. Leo Strauss, Eric Voeglin and the Search for a Postliberal Order*, University Press of Kansas, Lawrence, Kansas
- McCartney, Paul, 'The Bush Doctrine and American Nationalism', speech delivered at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Boston, August 2002
- McDougall, Walter A. (1997), *Promised Land, Crusader State. The American Encounter with the World Since 1776*, Houghton Mifflin: New York, NY
- McEvoy-Levy, Siobhan (2001), *American Exceptionalism and US Foreign Policy. Public Diplomacy at the End of the Cold War*, Palgrave: New York, N.Y.
- McLean, Scott, 'Land that I Love: Feelings Toward Country at the Century's End', *Public Perspective*, April/May 1999
- McLean, Scott, 'Rally-'Round-Religion. Civic Faith in Moments of National Crisis', *Public Perspective*, January/February 2003
- Menon, Anand & Jonathan Lipkin, 'European Attitudes towards Transatlantic Relations 2002-2003', *Notre-Europe*, Research and European Issues, No. 26, May, 2003
- Mettler, Ann, 'From Junior Partner to Global Player? The New Transatlantic Agenda and Joint Action Plan', *ZEI Discussion Paper*, C 81, 2001
- Moore, Lawrence & Maurizio Vaudagna, eds. (2003), *The America Century in Europe*, Cornell University Press: Ithaca, New York
- Moravcsik, Andrew, 'Striking a New Transatlantic Bargain', *Foreign Affairs*, Vol. 82, No. 4, July/August 2003
- Moss, Kenneth B., 'Reasserting American Exceptionalism - Confronting the World. The National Security Strategy of the Bush Administration', *Internationale Politik und Gesellschaft*, No. 3, 2003
- Nider, Steven J., 'A Third Way on Missile Defense', *Blueprint Magazine*, September 10, 2001
- Olasky, Marvin, 'What is Compassionate Conservatism and can it transform America', *Heritage Lecture*, No. 676, July 24, 2000
- Patrick, Stewart & Shepard Froman, eds. (2002), *Multilateralism and US Foreign Policy. Ambivalent Engagement*, Lynne Rienner: Boulder, Colorado
- Penn, Mark, Will Marshall, Guy Molyneux, Robert Borosage, Stanley B. Greenberg, 'The Democrats' Next Step', *The American Prospect*, Vol. 12, Issue. 8, May 7, 2001

Pew Research Center for the People & the Press, 'Views of a Changing World 2003', Survey Report, June 3, 2003

Philippart, Eric & Pascal Winand, eds. (2001), *Ever Closer Partnership. Policy-Making in US-EU Relations*, P.I.E.-Peter Lang: Brussels

Pilbeam, Bruce (2003), *Conservatism in Crisis? Anglo-American Conservative Ideology after the Cold War*, Palgrave: New York

Quinlan, Joseph P. (2003), *Drifting Apart or Growing Together? The Primacy of the Transatlantic Economy*, Center for Transatlantic Relations: Washington, DC

Ramet, Sabrina & Christine Ingebritsen eds. (2002), *Coming in from the Cold War. Changes in U.S.-European Interactions since 1980*, Rowman & Littlefield: Lanham, Maryland

Renshon, Stanley ed. (2001), *One America? Political Leadership, National Identity and the Dilemma of Diversity*, Georgetown University Press: Washington, DC

Rice, Condoleezza, 'Campaign 2000 – Promoting the National Interest', *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 1, January/February 2000

Rose, Gideon, 'Present Laughter or Utopian Bliss', *The National Interest*, No. 58, Winter 1999/2000

Ross Range, Peter, 'They Still Don't Get It', *Blueprint Magazine*, December 2, 2002

Schaller, Michael & George Rising (2002), *The Republican Ascendancy. American Politics, 1968-2001*, Harlan Davidson: Wheeling, Illinois

Schlesinger, Arthur M. (1998), *The Disuniting of America. Reflections on a Multicultural Society*, Norton & Company: New York, NY

Schneider, Gregory L., (2003), *Conservatism in America since 1930 - A Reader*, New York University Press: New York

Serfaty, Simon, 'Renewing the Transatlantic Partnership', *CSIS*, May 2003

Shain, Yossi, 'Multicultural Foreign Policy', *Foreign Policy*, No. 100, Spring 1995

Skocpol, Theda, 'Democrats at the Crossroads', *Mother Jones*, January/February 1997

Skocpol, Theda, 'Dueling Manifestos', *Mother Jones*, January/February 1997

Sloan, Stanley (2003), *NATO, the European Union, and the Atlantic Community. The Transatlantic Bargain Reconsidered*, Rowman & Littlefield, Lanham, Maryland

Teixeira, Ruy, 'Deciphering the Democrats' Debacle', *The Washington Monthly*, May 2003

Thomas, Michael, 'Who We Are: Constructivism and the Dual Personality of American Nationalism', *Hinckley Journal of Politics*, Spring 2000

Walt, Stephen, 'Two Cheers for Clinton's Foreign Policy', *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 2, March/April 2000

White House, *The National Security Strategy of the United States of America*, September 17th, 2002

Zoellick, Robert, 'Campaign 2000 – A Republican Foreign policy', *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 1, January/February 2000

LISTE DES "ETUDES ET RECHERCHES" DEJA PARUES

(Les plus récentes sont disponibles sur le site Internet de Notre Europe :
<http://www.notre-europe.asso.fr/Publications.htm#Etudes>)

- **Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen** (Bénédicte Suzan)
Disponible en français uniquement (octobre 2003).
- **L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003** (Roberto Di Quirico)
Disponible en français, anglais et italien (juillet 2003).
- **Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique** (Anand Menon et Jonathan Lipkin)
Disponible en français et anglais (mai 2003).
- **Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre** (Kalypso Nicolaidis et Paul Magnette)
Disponible en français et anglais (mai 2003).
- **L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer** (Bérénice Picciotto)
Disponible en français et anglais (mai 2003).
- **La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ?** (Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild)
Disponible en français et anglais (avril 2003).
- **Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie** (Eric Philippart)
Disponible en français et anglais (mars 2003).
- **La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003** (George Pagoulatos)
Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- **La question du gouvernement européen** (Jean-Louis Quermonne)
Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- **Le Conseil européen** (Philippe de Schoutheete et Helen Wallace)
Disponible en français et anglais (septembre 2002).
- **Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence** (Søren Dosenrode)
Disponible en français et anglais (juin 2002)
- **Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001)** (Michal Illner)
Disponible en français et en anglais (juin 2002).
- **Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002** (Carlos Closa)
Disponible en français, anglais et espagnol (décembre 2001).

- **La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ?** (Florence Deloche-Gaudez)
Disponible en français et anglais (décembre 2001).
- **L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit** (Dusan Sidjanski).
Disponible en français, anglais et allemand. (juillet 2001).
- **La présidence belge 2001** (Lieven de Winter et Huri Türsan).
Disponible en français et anglais (juin 2001).
- **Le débat suédois sur l'Europe** (Olof Petersson).
Disponible en français, anglais et suédois (décembre 2000).
- **Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale** (Franciszek Draus).
Disponible en français, anglais et allemand (novembre 2000).
- **Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française** (Jean-Louis Arnaud).
Disponible en français, anglais et allemand (juillet 2000).
- **Portugal 2000 : la voie européenne** (Alvaro de Vasconcelos).
Disponible en français, anglais et portugais (janvier 2000).
- **Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne** (Esa Stenberg).
Disponible en français, anglais et finlandais (août 1999).
- **Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability** (Axel Krause).
Disponible en français, anglais et allemand (avril 1999).
- **Réussir l'Union Economique et Monétaire** (partenariat Notre Europe - Centro Europa Ricerche).
Disponible en français, anglais, allemand et italien (mars 1999).
- **Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni** (Stephen George).
Disponible en français, anglais et allemand (octobre 1998).
- **Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain**, (Centre for European Reform, Lionel Barber).
Disponible en français, anglais et allemand (avril 1998).
- **L'Europe sociale. Historique et état des lieux** (Jean-Louis. Arnaud)
Disponible en français et anglais (juillet 1997).
- **Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ?** (Françoise de la Serre et Helen Wallace).
Disponible en français et en anglais (septembre 97).
- **Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération** (Pierre-Alain Muet).
Disponible en français, anglais et allemand (avril 1997).